



# RAPPORT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Quarante-septième session  
Rome, 14-15 février 2024





Investir dans les populations rurales

## **Conseil des gouverneurs**

Quarante-septième session

Rome, 14-15 février 2024

---

# **Rapport de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**

---

Cote du document: GC 47

Date: 9 juillet 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

---

## **Table des matières**

- Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session**
- Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs**
- Chapitre 3 Comptes rendus analytiques**
- Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales**
  
- Annexe I Ordre du jour et programme de la session**
- Annexe II Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-septième session**
- Annexe III Liens vers les séquences en ligne de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**
- Annexe IV Délégations à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**
- Annexe V Liste des documents soumis à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**

## Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

1. La quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 14 et 15 février 2024. La liste des participants figure à l'annexe IV.
2. Le Conseil a tenu au total quatre séances. Les comptes rendus analytiques de ces réunions constituent le chapitre 3.
3. Les enregistrements vidéo peuvent être visionnés en cliquant sur les liens suivants: [premier jour](#) et [deuxième jour](#).

### A. Ouverture de la session

4. William Roos, vice-président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur pour la République française, a prononcé une allocution de bienvenue et ouvert la session.

### B. Ordre du jour et documentation

5. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'[ordre du jour](#) et le [programme de la session](#). La liste des documents soumis à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs figure à l'annexe V, et les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs sont indiquées à l'annexe II.

### C. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

6. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, les membres du Conseil ont procédé à un vote afin d'élire parmi eux les membres d'un nouveau Bureau, pour un mandat de deux ans. Les résultats de ce scrutin sont les suivants:

Président:	Christophe Schiltz Directeur de la coopération au développement et de l'action humanitaire au Ministère des affaires étrangères et européennes du Grand-Duché de Luxembourg
------------	--

Vice-présidents:	Son Excellence Abdelkrim Touahria Ambassadeur et représentant permanent de la République algérienne démocratique et populaire après des institutions spécialisées des Nations Unies ayant leur siège à Rome
------------------	--

	Patricio Estebán Troya Suárez Chargé d'affaires par intérim de la Représentation permanente de la République de l'Équateur auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
--	---

### D. Discours liminaires

7. Christophe Schiltz, président du Conseil des gouverneurs, a pris la présidence.
8. Un message a été prononcé au nom de Sa Sainteté le Pape François par Monseigneur Fernando Chica Arellano, Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA.
9. Patrizio Giacomo La Pietra, Sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne a prononcé un discours liminaire.
10. Máximo Torero, Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a prononcé une allocution au nom de QU Dongyu, Directeur général de la FAO.

11. Carl Skau, Directeur exécutif adjoint et Chef des opérations du Programme alimentaire mondial, a prononcé une allocution au nom de Cindy McCain, Directrice exécutive du PAM.
12. Le texte intégral des déclarations faites durant la séance inaugurale figure au chapitre 4.

### **E. Discours du Président du FIDA**

13. La version intégrale du discours prononcé par le Président Lario devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

### **F. Séances interactives**

14. Deux séances interactives ont été consacrées aux thèmes suivants:
  - [Cérémonie de remise des Prix pour l'égalité entre les sexes 2024 – Au service du changement: pleins feux sur les voies de passage vers un avenir nourricier](#)
  - [Innovations en milieu rural pour la résilience de demain](#)
15. Les séances interactives peuvent être visionnées grâce aux liens hypertextes ci-dessus.
16. **IFAD Talk, le grand entretien – Stimuler une croissance inclusive à l'heure de l'intelligence artificielle.** Hélène Papper, Directrice de la Division de la communication globale et du plaidoyer du FIDA, a animé le grand entretien avec le professeur Bhaskar Chakravorti, Doyen de la faculté de commerce international et Directeur exécutif de l'Institute for Business in the Global Context à la Fletcher School (Université Tufts). Il est possible de visionner leurs échanges en cliquant sur ce [lien](#).
17. **Forum paysan.** Ibrahima Coulibaly, Président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs et membre du Comité de pilotage du Forum paysan, a présenté une synthèse des délibérations de la huitième réunion mondiale du Forum paysan, qui s'est tenue les 12 et 13 février 2024 au siège du FIDA. Le texte intégral de cette synthèse figure au chapitre 4. L'enregistrement vidéo de la déclaration peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).
18. **Session FIDA13 – Dialogue de haut niveau: passer à l'action après les annonces de contribution.** Les Gouverneurs ont été invités à réfléchir sur le thème « Investir dans la prospérité et la résilience rurales pour la sécurité alimentaire de demain ». Le dialogue de haut niveau a été suivi d'une célébration organisée pour marquer la conclusion de la Consultation sur FIDA13. Un résumé des déclarations faites durant cet événement est inclus dans le chapitre 3. L'événement peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).
19. **Table ronde des Gouverneurs – L'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain.** Les Gouverneurs ont eu un échange franc et ouvert et ont fait part de leurs avis et de leurs attentes sur l'évolution du FIDA, son renouvellement et son adaptation dans le futur. Un résumé des échanges est inclus dans le chapitre 3. L'événement peut être visionné en cliquant sur ces liens: [première partie](#) et [deuxième partie](#).

### **G. Points de l'ordre du jour**

20. Les points suivants ont été abordés lors de la session:
  - Demandes d'admission en qualité de Membre non originaire
  - Rapport du Bureau du Conseil des gouverneurs sur l'examen du processus de nomination du Président du FIDA
  - Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA
  - Treizième reconstitution des ressources du FIDA
  - États financiers consolidés du FIDA pour 2022

- Modification du Règlement financier du FIDA
- Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024, perspectives budgétaires pour 2025-2026, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2024 et plan indicatif pour 2025-2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE
- Élection de membres et de membres suppléants au Conseil d'administration.

## **H. Déclarations générales**

21. Dans le cadre de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs, 30 déclarations ont été soumises au Bureau de la Secrétaire par les États membres suivants: la République d'Angola, la République d'Autriche, la République populaire du Bangladesh, le Royaume de Belgique, s'exprimant au nom des pays du Benelux, le Royaume du Cambodge, la République populaire de Chine, la République de Cuba, la République dominicaine, la République de l'Équateur, l'État d'Érythrée, les États-Unis d'Amérique, la République française et la République d'Angola (déclaration commune), la République de Gambie, le Japon, la République du Kenya, la République de Madagascar, la République de l'Union du Myanmar, la République du Nicaragua, la République fédérale du Nigéria, les pays nordiques (Royaume du Danemark, République de Finlande, Islande, Royaume de Norvège et Royaume de Suède), la République de l'Ouganda, la République de Pologne, la Fédération de Russie, la République du Sénégal, la République du Soudan, la République arabe syrienne, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume des Tonga, la République tunisienne et la République bolivarienne du Venezuela.
22. Toutes les déclarations, écrites ou enregistrées, sont disponibles sur la page Web de la session, sous la rubrique « [Ressources](#) ».

## **I. Clôture de la session**

23. Le Président du FIDA a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
24. Le président du Conseil des gouverneurs, Christophe Schiltz, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture figure dans son intégralité au chapitre 4.

## Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

### A. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

25. Le Conseil des gouverneurs a élu son nouveau Bureau pour un mandat de deux ans (voir paragraphe 6).

### B. Demandes d'admission en qualité de Membre non originaire

26. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 47/L.2](#) et adopté les résolutions 232/XLVII et 233/XLVII le 14 février 2024, approuvant la demande d'admission de la République de Serbie et de la République de Lituanie en qualité de Membres non originaires du Fonds. Le Conseil a été informé du souhait de la République populaire de Chine que son objection à la demande d'admission de la République de Lituanie en qualité de Membre non originaire du Fonds soit consignée dans le compte rendu analytique de la session. Vytenis Tomkus, Vice-Ministre de l'agriculture de la République de Lituanie, et Son Excellence Goran Aleksić, Ambassadeur et Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la République de Serbie, ont remercié le Conseil des gouverneurs d'avoir approuvé les demandes d'admission de leurs pays respectifs.

### C. Rapport du Bureau du Conseil des gouverneurs sur l'examen du processus de nomination du Président du FIDA

27. Le Conseil des gouverneurs a examiné le rapport du Bureau du Conseil des gouverneurs sur l'examen du processus de nomination du Président du FIDA, présenté dans le document [GC 47/L.3](#).
28. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 234/XLVII le 14 février 2024.

### D. Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

29. Le Conseil des gouverneurs a pris note du Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, tel qu'il figurait dans le document [GC 47/L.4](#).

### E. Treizième reconstitution des ressources du FIDA

30. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 47/L.5](#) ainsi que son [additif](#) et a adopté, le 14 février 2024, la résolution 235/XLVII approuvant le Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA et autorisant la reconstitution des ressources du Fonds.

### F. États financiers consolidés du FIDA pour 2022

31. Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers indiquant la situation financière du FIDA au 31 décembre 2022 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figuraient dans les appendices A à L du document [GC 47/L.6](#), ainsi que le rapport y relatif du commissaire aux comptes et l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

### G. Modification du Règlement financier du FIDA

32. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné les propositions de modification du Règlement financier du FIDA telles qu'elles figuraient dans le document [GC 47/L.7](#) et a adopté la résolution 236/XLVII le 15 février 2024. Les modifications sont entrées en vigueur à cette date.

## **H. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024, perspectives budgétaires pour 2025-2026, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2024 et plan indicatif pour 2025-2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE**

33. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration et après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2024 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2024, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 47/L.8/Rev.1](#) et son [additif](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 237/XLVII le 15 février 2024, par laquelle il approuve:
- le budget ordinaire du FIDA pour 2024, d'un montant de 183,41 millions d'USD;
  - le budget d'investissement du FIDA pour 2024, d'un montant de 6,10 millions d'USD;
  - le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2024, d'un montant de 6,144 millions d'USD;
  - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2023 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2024, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.
34. Le Conseil a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).



## I. Élection de membres et de membres suppléants au Conseil d'administration

35. Après avoir examiné le document [GC 47/L.9](#) et son [additif](#), le Conseil des gouverneurs a élu, le 15 février 2024, les nouveaux membres et membres suppléants au Conseil d'administration pour un mandat de trois ans.
36. La composition du Conseil d'administration du FIDA pour le mandat de trois ans couvrant la période 2024-2026 est indiquée ci-après.

<i>Liste et Membre</i>	<i>Membre suppléant</i>
<b>Liste A</b>	
Allemagne	Suisse
Canada	Finlande
États-Unis d'Amérique	Espagne
France	Belgique
Italie	Autriche
Japon	Danemark
Pays-Bas (Royaume des) [2024-2025 (jusqu'au GC48)]	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord [2024-2025 (jusqu'au GC48)]
Norvège	Suède
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord [2025 (après le GC48)-2026]	Pays-Bas (Royaume des) [2025 (après le GC48)-2026]
<b>Liste B</b>	
Arabie saoudite	Indonésie
Koweït	Émirats arabes unis
Nigéria	Qatar
Venezuela (République bolivarienne du)	Algérie
<b>Liste C</b>	
<b>Sous-liste C1</b>	
<b>Afrique</b>	
Angola (1 <sup>er</sup> juillet 2025-2026)	Égypte (1 <sup>er</sup> juillet 2025-2026)
Cameroun	République-Unie de Tanzanie (2024-30 juin 2025)
Égypte (2024-30 juin 2025)	Érythrée (1 <sup>er</sup> juillet 2025-2026)
	Angola (2024-30 juin 2025)
<b>Sous-liste C2</b>	
<b>Europe, Asie et Pacifique</b>	
Chine	Pakistan
Inde	République de Corée
<b>Sous-liste C3</b>	
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	
Brésil	Argentine
Mexique	Pérou

## Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

- i) Compte rendu analytique de la première séance tenue le mercredi 14 février 2024, à 9 h 30

**Présidence:** M. William Roos (France) (vice-président sortant)

**Puis:**

M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

**Puis:**

Son Excellence Abdelkrim Touahria (Algérie) (vice-président)

## Table des matières

	<b>Paragaphes</b>
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)	39
• Allocution de bienvenue du président	
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	40
Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs (point 3 de l'ordre du jour)	41-44
Demandes d'admission en qualité de Membre non originaire (point 4 de l'ordre du jour)	45-53
Cérémonie d'ouverture	54-58
• Message de Sa Sainteté le Pape François, prononcé en son nom par Monseigneur Fernando Chica Arellano, Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA	
• Déclaration de Patrizio Giacomo La Pietra, sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne	
• Allocution de Máximo Torero, économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au nom de QU Dongyu, Directeur général de la FAO	
• Allocution de Carl Skau, Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale du Programme alimentaire mondial (PAM), au nom de Cindy McCain, Directrice exécutive du PAM	
Déclaration du Président du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)	59
IFAD Talk – Le grand entretien: Stimuler une croissance inclusive à l'heure de l'intelligence artificielle	60-61
Rapport du Bureau du Conseil des gouverneurs sur l'examen du processus de nomination du Président du FIDA (point 6 de l'ordre du jour)	62-69

Cérémonie de remise des prix pour l'égalité des sexes 2024 et séance interactive 1 – Au service du changement: pleins feux sur les voies de passage vers un avenir nourricier

70-72

37. **En l'absence de Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou), William Roos (France), vice-président sortant, prend la présidence.**

38. **La séance a été ouverte à 9 h 40.**

OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour)

ALLOCUTION DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT

39. **Le PRÉSIDENT** a déclaré ouverte la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs après avoir prononcé une allocution de bienvenue dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 47/L.1 et GC 47/L.1/Add.1/Rev.3)

40. **Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour provisoire (GC 47/L.1) et a pris note du programme de travail révisé de la session (GC 47/L.1/Add.1/Rev.3).**

ÉLECTION DU BUREAU DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 3 de l'ordre du jour)

41. **Christophe Schiltz (Luxembourg) a été élu président du Conseil des gouverneurs, et Son Excellence Abdelkrim Touahria (Algérie) et Patricio Estebán Troya Suárez (Équateur) ont été élus vice-présidents.**

42. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a souligné que les membres sortants du Bureau avaient collaboré très efficacement avec le Président et le personnel du FIDA, et les a remerciés de cette collaboration ainsi que de leur appui et de leur détermination à faire en sorte que le Conseil atteigne ses objectifs et à faciliter le travail du Bureau. Parmi les membres sortants, il a remercié en particulier Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou) et Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela) d'avoir contribué à promouvoir une bonne gouvernance au FIDA.

43. **M. Schiltz (Luxembourg) a pris la présidence.**

44. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a remercié les membres sortants du Bureau et le personnel du FIDA de leur excellent travail et les membres du Conseil des gouverneurs de leur soutien.

DEMANDES D'ADMISSION EN QUALITÉ DE MEMBRE NON ORIGINAIRE (point 4 de l'ordre du jour) (GC 47/L.2)

45. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a indiqué que la Lituanie et la Serbie avaient présenté des demandes d'admission en qualité de Membres non originaires du FIDA au Conseil d'administration, afin que celui-ci examine ces demandes à sa cent quarantième session en décembre 2023. Le Conseil d'administration avait recommandé que les deux demandes soient présentées au Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément aux projets de résolution sur la question joints en annexe au document GC 47/L.2.

46. **Katherine MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, FIDA) a confirmé que les deux demandes avaient été reçues, que toutes les procédures avaient bien été respectées, conformément aux articles 3.1 a), 3.2 b) et 13.1 c) de l'Accord portant création du FIDA et à l'article 10 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds, et que tous les critères d'admissibilité avaient été satisfaits.

47. En ce qui concerne le critère voulant que les candidats à l'admission en qualité de Membre du FIDA fassent partie des États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou encore de l'Agence internationale de l'énergie atomique, il a été rappelé que la Serbie était membre de l'ONU depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000 et la Lituanie depuis le 17 septembre 1991. Pour ce qui est du critère voulant que la demande d'admission en qualité de Membre soit signée par le chef de l'État, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères du pays en question, la lettre de candidature avait été dûment signée par

le Ministre des affaires étrangères dans le cas de la Serbie et par la Première Ministre dans le cas de la Lituanie. En outre, la Lituanie avait indiqué qu'elle comptait apporter une contribution additionnelle à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13).

48. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a pris acte du fait que la Chine s'était opposée à la demande d'admission de la Lituanie, mais cette objection n'empêchait pas que soit atteinte la majorité requise pour l'approbation de la demande. Si la demande était approuvée, la Lituanie deviendrait membre effectif du FIDA à la date de dépôt de son instrument d'adhésion auprès de la Section des traités de l'ONU, tandis que la Serbie deviendrait immédiatement membre, puisque le pays avait déjà déposé son instrument d'adhésion.
49. **Sur cette base, le Conseil des gouverneurs a adopté les résolutions 232/XLVII et 233/XLVII, par lesquelles il a respectivement approuvé l'admission de la République de Serbie et de la République de Lituanie en qualité de Membres non originaires du Fonds.**
50. **Vytenis TOMKUS** (Lituanie) s'est félicité de l'admission de son pays en tant que Membre du FIDA, ce qui, selon lui, inciterait la Lituanie à continuer ses efforts de collaboration visant à promouvoir la sécurité alimentaire, l'avancement des populations rurales et l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle mondiale. De fait, en tant qu'acteur de longue date sur la scène de la coopération internationale et de l'aide au développement, la Lituanie s'était engagée à consacrer 0,33% de son revenu national brut à l'aide au développement à l'étranger d'ici à 2030. En réponse à l'invasion militaire à grande échelle menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, la Lituanie avait été l'un des premiers pays à lancer et à exécuter des projets de remise en état visant à tirer parti des destructions causées par la guerre pour bâtir une Ukraine plus résiliente. La Lituanie était prête à contribuer davantage et considérait que c'était un privilège de rejoindre le FIDA en tant que pays de la Liste A et de participer à la recherche de solutions à des problèmes mondiaux communs.
51. L'orateur a fait savoir que la Lituanie attachait une importance particulière au modèle opérationnel de FIDA13 s'agissant d'améliorer la sécurité alimentaire, de donner davantage de moyens aux populations rurales et de répondre aux besoins des personnes risquant le plus de souffrir de l'exclusion. Elle saluait l'intensification de l'action menée dans trois domaines clés: la fragilité, les changements climatiques et la biodiversité. En ces temps de crise climatique, les conflits armés, comme ceux observés en Ukraine et au Moyen-Orient, ne faisaient qu'accroître l'instabilité, la migration forcée et d'autres problèmes majeurs face auxquels les populations rurales pauvres et les petits agriculteurs étaient particulièrement vulnérables. En renforçant les communautés locales et en leur donnant les outils dont elles avaient besoin pour assurer le développement économique, on pourrait contribuer à atténuer les effets négatifs et à empêcher que la situation ne se détériore. La sécurité alimentaire et les conflits étaient étroitement liés et la paix était une condition indispensable au développement durable. Dans ce contexte, l'Initiative de riposte à la crise du FIDA était particulièrement bienvenue et avait incité la Lituanie à annoncer une contribution de 50 000 EUR à FIDA13. En somme, la Lituanie attendait avec intérêt de contribuer à réaliser l'ambition commune d'un futur durable et inclusif, en travaillant main dans la main avec le FIDA pour agir concrètement face aux problèmes les plus urgents de notre époque.
52. **Son Excellence Goran ALEKSIĆ** (Serbie), faisant remarquer que son pays collaborait avec le FIDA depuis longtemps, et même depuis la signature de l'Accord portant création du Fonds en 1977, a dit que la Serbie se réjouissait de rejoindre la famille du FIDA au début de cet ambitieux nouveau cycle de reconstitution des ressources. Elle remerciait tout particulièrement les États membres et le personnel du FIDA qui avaient soutenu sa demande d'admission en qualité de Membre non originaire et l'avaient guidée tout au long du processus, convaincus qu'elle avait beaucoup à apporter au Fonds.

53. L'intervenant a rappelé que le secteur agroalimentaire était le pilier central de l'économie serbe et, comme partout dans le monde, était confronté à de nombreuses difficultés relatives à l'environnement et aux changements climatiques – difficultés auxquelles la Serbie espérait s'attaquer de concert avec le FIDA. Les principaux enjeux étaient la sécurité sanitaire des aliments et la protection des écosystèmes, des ressources naturelles et de la biodiversité. Alors qu'elle faisait fond sur sa stratégie de développement rural et agricole pour 2014-2024 et s'efforçait d'intégrer le secteur à la politique agricole commune de l'Union européenne, la Serbie était convaincue que sa qualité de Membre du FIDA lui permettrait de bénéficier d'un appui dans le secteur agricole et favoriserait une meilleure utilisation des ressources naturelles, les possibilités de développement et la compétitivité. À ces fins, le pays se tenait prêt à collaborer étroitement avec tous les partenaires concernés dans le cadre de concertations ouvertes et, en tant que nouveau Membre du Fonds, attendait avec intérêt de contribuer à la réalisation d'objectifs communs moyennant des projets et une coopération avec le FIDA et ses autres États membres.

#### DISCOURS LIMINAIRES

54. **Claudia TEN HAVE** (Secrétaire du FIDA) a souhaité la bienvenue à Monseigneur Fernando Chica Arellano, Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA, qui transmettrait un message de la part de Sa Sainteté le Pape François; à Patrizio Giacomo La Pietra, sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne, qui prononcerait une déclaration; à Máximo Torero, économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui prononcerait une allocution au nom de QU Dongyu, Directeur général de la FAO; à Carl Skau, Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale du Programme alimentaire mondial (PAM), qui prononcerait une allocution au nom de Cindy H. McCain, Directrice exécutive du PAM.

MESSAGE DE SA SAINTÉTÉ LE PAPE FRANÇOIS, PRONONCÉ EN SON NOM PAR MONSEIGNEUR FERNANDO CHICA ARELLANO, OBSERVATEUR PERMANENT DU SAINT-SIÈGE AUPRÈS DU FIDA

55. **Monseigneur Fernando CHICA ARELLANO** (Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA) a prononcé un message au nom de Sa Sainteté le Pape François, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DE PATRIZIO GIACOMO LA PIETRA, SÉNATEUR ET SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DES FORÊTS DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

56. **Patrizio Giacomo LA PIETRA** (sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne) a prononcé une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

ALLOCUTION DE MÁXIMO TORERO, ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA FAO, AU NOM DE QU DONGYU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

57. **Máximo TORERO** (économiste en chef de la FAO) a prononcé une allocution au nom de QU Dongyu, Directeur général de la FAO, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

ALLOCUTION DE CARL SKAU, DIRECTEUR EXÉCUTIF ADJOINT ET DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU PAM, AU NOM DE CINDY H. MCCAIN, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DU PAM

58. **Carl SKAU** (Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale du PAM) a prononcé une allocution au nom de Cindy H. McCain, Directrice exécutive du PAM, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour)

59. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a fait une déclaration dont le texte est reproduit au chapitre 4.

#### IFAD TALK – LE GRAND ENTRETIEN: STIMULER UNE CROISSANCE INCLUSIVE À L’HEURE DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

60. **Hélène PAPPER** (Directrice de la Division de la communication globale et du plaidoyer du FIDA), en sa qualité de modératrice du grand entretien du FIDA, a présenté l’orateur de marque Bhaskar Chakravorti, doyen de la faculté de commerce international et Directeur exécutif de l’Institute for Business in the Global Context à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Université Tufts).

61. Il est possible de visionner le grand entretien du FIDA qui a été présenté par M. Chakravorti en cliquant sur ce [lien](#).

62. **Son Excellence Abdelkrim TOUAHRIA (Algérie) a pris la présidence.**

#### RAPPORT DU BUREAU DU CONSEIL DES GOUVERNEURS SUR L’EXAMEN DU PROCESSUS DE NOMINATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 6 de l’ordre du jour) (GC 47/L.3)

63. **Son Excellence Haifa Aissami MADAH** (République bolivarienne du Venezuela), qui présentait le point de l’ordre du jour en sa qualité d’ancienne vice-présidente du Bureau chargé d’examiner le processus de nomination du Président du FIDA, comme demandé par le Conseil des gouverneurs dans sa résolution 228/XLVI, a fait savoir que le Bureau avait tenu quatre réunions à cette fin entre juin et novembre 2023. Il avait été déterminé que cinq domaines avaient besoin d’être améliorés, à savoir: la communication des candidatures; la nature participative du processus de nomination; le niveau de confidentialité du processus; les modalités de vote et le processus de dépouillement; la continuité des opérations en cas de vacance inopinée ou prévisible de la présidence du FIDA.

64. L’intervenante a précisé que les réponses reçues des 18 organisations internationales qui avaient participé à l’enquête comparative menée dans le cadre de l’examen avaient été analysées et étaient jointes au rapport du Bureau figurant dans le document GC 47/L.3. Le rapport contenait également des recommandations visant à garantir que la nomination du Président du FIDA, un processus important, soit conforme aux meilleures pratiques et aux principes de transparence et d’intégrité, ainsi qu’à maintenir le rôle de chef de file du FIDA en matière de bonne gouvernance. L’oratrice a remercié le Bureau de la Secrétaire du FIDA et le Bureau du Conseil juridique de l’aide inestimable qu’ils avaient apportée dans le cadre de la rédaction du rapport et du projet de résolution figurant à l’annexe II dudit rapport.

65. **Un délégué du PÉROU**, exprimant son soutien au projet de résolution, était d’avis que les recommandations du Bureau étaient appropriées à la lumière de l’examen effectué.

66. **Une déléguée du GUATEMALA**, qui approuvait également le projet de résolution, a dit que l’application de ces recommandations renforcerait la gouvernance du FIDA et améliorerait la transparence du processus de nomination du Président du Fonds. Le Secrétariat du FIDA devrait envisager de tenir une séance d’information avant l’élection à l’intention des représentants au sujet des modalités de vote et de la pondération des voix.

67. **Une déléguée des ÉTATS-UNIS D’AMÉRIQUE** a salué le travail considérable effectué par le précédent Bureau en vue d’élaborer le rapport et les recommandations, que son pays approuvait entièrement, et a salué également la volonté du FIDA et de ses États membres d’examiner attentivement les politiques et procédures du Fonds afin que celui-ci reste adapté à sa mission. Le pays se félicitait également qu’il soit précisé dans le rapport que la nomination par acclamation n’était possible que s’il n’y avait qu’une seule candidature retenue et que tout État membre pouvait demander un vote au scrutin secret.

68. L’oratrice a ajouté que le vote était un mécanisme clé d’établissement des responsabilités qui donnait davantage de moyens d’action aux États membres et

fournissait aux dirigeants élus un dispositif important permettant d'avoir des retours d'information de l'organe directeur. Compte tenu du fait que la majorité des organisations ayant répondu à l'enquête avaient recours au vote et n'utilisaient pas l'acclamation, les États-Unis étaient d'avis qu'il convenait d'étudier plus avant les avantages de procéder à un vote dans tous les cas lors des prochaines élections.

**69. Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 234/XLVII sur l'approbation des recommandations du Bureau du Conseil des gouverneurs relatives à l'examen du processus de nomination du Président du FIDA.**

CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2024 ET SÉANCE INTERACTIVE 1 – AU SERVICE DU CHANGEMENT: PLEINS FEUX SUR LES VOIES DE PASSAGE VERS UN AVENIR NOURRICIER

70. **Ndaya BELTCHIKA** (spécialiste technique supérieure, genre et inclusion sociale, FIDA) a présenté la cérémonie de remise des prix pour l'égalité des sexes, à l'occasion de laquelle Kristin Engvig, Directrice générale et fondatrice de WIN et de WINConference, a prononcé le discours principal. La cérémonie de remise des prix était animée par Donal Brown, Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes du FIDA.

71. La séance interactive était animée par Redi Tlhabi, présentatrice, essayiste et journaliste de télévision multiprimée. Les intervenants représentant les cinq projets primés étaient les suivants:

- Roberto Bonifacio Montaña, coordonnateur national, Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut plateau bolivien (Pro-Camélidos) (État plurinational de Bolivie);
- Sereyroth Lim, coordonnatrice pour les questions de genre, Projet de réduction de la pauvreté et de développement des petites exploitations à Tonle Sap (Cambodge);
- Letitia Sampoia Apam, coordonnatrice pour les questions de genre, Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana;
- Mickaëlle Andriamahéfa, coordonnatrice pour les questions de genre, Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (Madagascar);
- Bojana Perunović, coordonnatrice pour les questions de genre, Projet de regroupement et de transformation en milieu rural (Monténégro).

72. L'enregistrement du débat peut être consulté à partir de ce [lien](#).

**73. La séance a été levée à 13 h 40.**



- ii) Compte rendu analytique de la deuxième séance tenue le mercredi 14 février 2024, à 15 heures

**Présidence:** Son Excellence Abdelkrim Touahria (Algérie)

**Puis:**

M. Patricio Estebán Troya Suárez (Équateur) (vice-président)

## Table des matières

	<b>Paragraphe</b>
Synthèse des délibérations de la huitième réunion mondiale du Forum paysan	75
Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (point 7 de l'ordre du jour)	76-79
Treizième reconstitution des ressources du FIDA (point 8 de l'ordre du jour)	80-90
Dialogue de haut niveau: FIDA13 – Passer à l'action après les annonces de contribution. Investir dans la prospérité et la résilience rurales pour la sécurité alimentaire de demain	91-133
Célébration de FIDA13	134-153

#### 74. **La séance a été ouverte à 15 h 10.**

#### SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA HUITIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM PAYSAN

75. **Ibrahima COULIBALY** (Président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs et membre du Comité directeur du Forum paysan) a présenté une synthèse des délibérations de la huitième réunion mondiale du Forum paysan, qui s'est tenue les 12 et 13 février 2024. Cette synthèse est produite intégralement au chapitre 4.

#### 76. **Troya Suárez (Équateur) a assumé la présidence.**

RAPPORT SUR LA DOUZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 7 de l'ordre du jour) (GC 47/L.4)

77. **Hernán ALVARADO** (Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal – Département des opérations financières du FIDA) a présenté le rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), tel qu'il figurait dans le document GC 47/L.4. Il a indiqué qu'en date du 9 février 2024, les annonces de contribution représentaient 1,28 milliard d'USD suite à l'annonce de nouvelles contributions de la part du Paraguay et de la Zambie, et que les paiements totalisaient 904 millions d'USD suite aux paiements supplémentaires effectués par le Guyana, l'Inde, l'Indonésie, le Libéria et le Pakistan. Au 31 décembre 2023, les instruments de contribution ou les versements directs reçus s'élevaient à 1,19 milliard d'USD.

78. **Un délégué du CONGO** a souligné l'importance du FIDA en tant que partenaire stratégique dans le cadre de la transformation du monde rural dans les pays en développement, ainsi que le niveau des ambitions en lien avec la prochaine reconstitution, et a déclaré que son gouvernement contribuerait à hauteur de 500 000 USD au titre de FIDA13, soit cinq fois plus que lors de FIDA12.

#### 79. **Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport.**

TREIZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 8 de l'ordre du jour) (GC 47/L.5 et Add.1)

80. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a appelé l'attention sur le document « Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA: Investir dans la prospérité et la résilience rurales pour la sécurité alimentaire de demain », publié sous la cote GC 47/L.5, ainsi que sur le projet de résolution figurant dans une de ses annexes. Il a remercié tous ceux qui avaient annoncé leurs contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) à la quatrième session de la Consultation, tenue à Paris en décembre 2023. Un tableau actualisé indiquant l'état provisoire des annonces de contribution en date du 9 février 2024 figurait dans le document GC 47/L.5/Add.1.

81. **Kyle PETERS** (président externe de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA) a mis en exergue certains aspects des sessions de la Consultation sur FIDA13 qui avaient eu lieu au cours de l'année précédente et a rappelé que FIDA13 avait été négociée dans une conjoncture extérieure difficile, en particulier pour les petits exploitants agricoles et les communautés rurales, autour desquels s'articulait le mandat du FIDA. Ces exploitants et ces communautés étaient les premiers à subir les contrecoups des chocs, étaient toujours les plus durement touchés et souffraient le plus longtemps. FIDA13 avait dû relever un défi supplémentaire, soit appuyer la relance de la réalisation des objectifs de développement durable pour la période restante du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte, le processus de consultation avait parfois donné lieu à des discussions difficiles, qui, en revanche, avaient manifestement eu pour toile de fond deux objectifs communs: l'appui au FIDA et l'accomplissement de

son mandat. En faisant fond sur les données d'expérience et les enseignements tirés des reconstitutions antérieures, les membres avaient formulé des politiques, des objectifs et des engagements en lien avec trois domaines prioritaires (fragilité, climat et biodiversité, et collaboration avec le secteur privé), avec en point d'orgue l'ambitieux ensemble de mesures et d'investissements décrit dans le rapport et approuvé lors de la quatrième et dernière session de la Consultation.

82. Les priorités et les innovations convenues dans le cadre de FIDA13 permettraient au FIDA de mieux aider les États membres à relever les principaux défis auxquels étaient confrontées les communautés rurales, sans fléchir dans sa détermination à accomplir sa mission consistant à réduire la faim et la pauvreté parmi les populations les plus vulnérables des zones rurales. Cet ensemble de mesures justifiait de manière irréfutable l'important soutien financier et politique dont le FIDA avait besoin pour investir dans les populations rurales au cours des années à venir. Compte tenu des contributions annoncées, FIDA13 s'annonçait fructueuse du fait notamment du nombre et du volume des contributions reçues de pays emprunteurs, phénomène propre au FIDA qui témoignait de l'inclusivité de l'organisation et de ses interactions avec celles et ceux auprès desquels il travaillait, se finançait ou intervenait. Les engagements importants souscrits par de nombreux États membres, dont certains avaient considérablement augmenté leurs contributions, ont également été salués. Cet appui était révélateur de la priorité accordée par tous les États membres aux défis mondiaux en matière de sécurité alimentaire à long terme, à l'impact des changements climatiques sur les petits exploitants et aux besoins aigus des personnes en situation de fragilité. Les investissements dans le FIDA envoyaient également un signal fort de soutien au multilatéralisme et à la maîtrise locale des solutions. L'intervenant a remercié la direction et le Conseil des gouverneurs de l'occasion qui lui avait été donnée de présider la Consultation sur FIDA13.
83. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a remercié M. Peters pour ses observations instructives et a ajouté que le dialogue de haut niveau à venir donnerait aux Membres la possibilité d'aborder les objectifs ambitieux fixés dans le cadre de FIDA13 et d'annoncer des contributions. Il a également remercié le Congo pour son importante contribution.
84. **Une déléguée de l'ITALIE** a indiqué qu'en tant que pays hôte du FIDA, l'Italie était extrêmement fière de cette institution unique qui obtenait des résultats ciblés à grande incidence tout en restant financièrement viable, comme en témoignait l'excellente notation qui lui avait été attribuée. La mission du FIDA était unique en cela qu'elle était axée sur l'agriculture et les petits exploitants, ainsi que sur les situations et les populations les plus vulnérables et les plus fragiles. La contribution de 120 millions d'USD annoncée par l'Italie dans le cadre de FIDA13, qui représentait une augmentation de 30% par rapport à FIDA12, constituait un effort exceptionnel déployé à un moment et en faveur d'une institution non moins exceptionnels. Les autres États membres devaient emboîter le pas à l'Italie, s'ils ne l'avaient pas encore fait, de manière que FIDA13 soit porteuse de transformations à l'appui des engagements ambitieux de l'organisation. L'Italie reconnaissait la valeur fondamentale de l'universalité du FIDA ainsi que le rôle accru qu'il entendait jouer sur le continent africain, lequel était au cœur des visées internationales italiennes, notamment dans le contexte de sa présidence actuelle du G7, comme en témoignait le Sommet Italie-Afrique tenu à Rome à la fin de janvier 2024. La sécurité alimentaire étant un pilier essentiel de cette présidence, l'Italie était disposée à collaborer plus étroitement avec le FIDA et les autres organismes ayant leur siège à Rome.
85. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a remercié l'Italie pour son annonce de contribution et son appui précieux aux activités du FIDA.

86. **Un délégué de l'INDONÉSIE** a noté avec satisfaction que le FIDA restait fermement résolu à investir dans les communautés rurales, et notamment qu'il avait recentré son approche sur l'humain. L'Indonésie a encouragé le FIDA à poursuivre ses travaux dans des situations fragiles et à examiner les possibilités de tirer parti de l'articulation entre action humanitaire, développement et paix. Elle a réaffirmé son soutien à l'initiative du FIDA visant à promouvoir la résilience et le développement durable, notamment par le biais de projets qui l'amèneraient à revenir dans les zones de conflit.
87. L'Indonésie appuyait pleinement l'objectif du FIDA d'allouer au moins 30% de ses ressources de base à des interventions adaptées visant à promouvoir la stabilité et la résilience dans les pays touchés par un conflit. Plus de 3,9 millions de ménages avaient bénéficié des activités de coopération menées par le FIDA en Indonésie au cours des 40 dernières années. Les contributions cumulées de l'Indonésie au FIDA approchaient les 100 millions d'USD et, sous réserve de l'approbation du Parlement, elle prévoyait d'annoncer une contribution de 10 millions d'USD au titre de FIDA13 sur trois ans. Elle était également disposée à contribuer aux efforts visant à tirer le maximum des possibilités offertes par les importantes activités de coopération Sud-Sud et triangulaire du FIDA, en vue de mettre en commun les solutions, les connaissances et les données d'expérience dans la lutte contre la fragilité.
88. **Un délégué de la FRANCE** a pris note avec satisfaction du rapport et de l'importance qu'il accordait au continent africain, aux changements climatiques et à la mobilisation du secteur privé, ajoutant que son pays avait déjà annoncé une contribution de 150 millions d'USD au titre de FIDA13, ce qui représentait une augmentation de 60% par rapport à sa contribution précédente. Il a invité tous les partenaires à contribuer à la réalisation de l'objectif de mobiliser jusqu'à 2 milliards d'USD de nouveaux financements au titre de FIDA13.
89. **Un délégué de la BOSNIE-HERZÉGOVINE** a indiqué que la contribution annoncée par son pays au titre de FIDA13 témoignait de sa volonté de relever les défis cruciaux auxquels étaient confrontées les communautés rurales, de favoriser le développement agricole durable et d'améliorer les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Le FIDA jouait un rôle essentiel dans la promotion du développement rural inclusif et durable à l'échelle mondiale en vue de réduire la pauvreté, de promouvoir la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience des communautés rurales. Par rapport à la reconstitution précédente, la Bosnie-Herzégovine entendait doubler sa contribution au titre de FIDA13, qui passerait ainsi de 90 000 à 180 000 EUR et qui serait un gage de sa détermination à appuyer les projets du FIDA.
90. **Le Conseil des gouverneurs a approuvé le Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA: Investir dans la prospérité et la résilience rurales pour la sécurité alimentaire de demain (GC 47/L.5 et GC 47/L.5/Add.1) et a adopté la résolution 235/XLVII sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA.**

DIALOGUE DE HAUT NIVEAU: FIDA13 – PASSER À L'ACTION APRÈS LES ANNONCES DE CONTRIBUTION. INVESTIR DANS LA PROSPÉRITÉ ET LA RÉSILIENCE RURALES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN

91. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a présenté le dialogue de haut niveau et a rappelé que l'objectif de FIDA13 pour la période 2025-2027 consistait à investir dans des solutions ambitieuses et durables en réponse aux crises actuelles et à renforcer la résilience des populations rurales en vue d'assurer la sécurité alimentaire de tous. En mettant davantage l'accent sur les pays fragiles, en augmentant les investissements dans la biodiversité et la résistance aux changements climatiques des petits producteurs, et en tirant parti de la collaboration avec le secteur privé, FIDA13 avait surmonté trois des plus grands obstacles à l'établissement de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients en milieu rural, sans s'écarter de la

mission principale du FIDA. Dans leur réflexion sur les objectifs ambitieux de FIDA13, les Gouverneurs pourraient également faire des annonces de contribution.

92. **Une déléguée de l'ALLEMAGNE** a indiqué que, au cours des années précédentes, son pays avait versé au FIDA plus de 170 millions d'USD en plus de son importante contribution de base, ce qui témoignait de sa confiance dans l'organisation et de son appréciation des interventions du Fonds sur le terrain. La transformation durable et juste du secteur alimentaire passait par un partenariat avec le FIDA. Les interventions du FIDA en réponse aux récentes crises avaient été rapides et importantes. En outre, son orientation stratégique vers un rôle porteur de transformations, qui visait notamment à permettre aux petits agriculteurs d'avoir accès au financement de la lutte contre les changements climatiques, était tout à fait en phase avec les objectifs du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
93. L'Allemagne avait lancé plusieurs initiatives avec le FIDA ces dernières années, qui portaient notamment sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, l'agroécologie et la politique foncière, et se réjouissait à l'idée de poursuivre cette collaboration dans le cadre de FIDA13. La réussite de nombre de ces initiatives était tributaire de l'apport du secteur privé. L'Allemagne était impatiente d'élargir ce champ d'action par le biais du Programme de participation du secteur privé au financement et d'attirer des investissements privés dans la petite agriculture et la production alimentaire dans les années à venir. Se félicitant de l'excellente organisation de la reconstitution des ressources, l'Allemagne porterait sa contribution de base à 88,49 millions d'EUR au titre de FIDA13.
94. **Un délégué du PÉROU**, se félicitant de la reconstitution, a déclaré que des millions de ruraux de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, qui, pour la plupart, restaient tributaires des systèmes agricoles et des produits agroalimentaires pour assurer leur subsistance, en bénéficieraient. Les petits exploitants continuaient d'être des fournisseurs importants dans le monde entier et jouaient un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. L'agriculture était l'un des secteurs les plus vulnérables face aux crises mondiales successives, qui avaient aggravé la pauvreté et les inégalités dans les régions marginalisées et entraîné une recrudescence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire.
95. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il importait que les investissements dans l'agriculture soient axés sur la production, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques, autant de domaines qui relevaient de la mission principale du FIDA. Il convenait également d'accroître fortement les investissements dans les communautés rurales. À un moment particulièrement critique pour les petits exploitants des communautés rurales, FIDA13 devait assurer un soutien accru à la résilience face aux changements climatiques et à la biodiversité afin de renforcer la résilience de ces exploitants et des systèmes alimentaires locaux. Le Système d'allocation fondé sur la performance et le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) faciliteraient l'attribution de ressources aux zones rurales et aux petits exploitants dans les pays en développement. La contribution de 375 000 USD annoncée par le Pérou serait confirmée conformément aux lois applicables.
96. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE** a indiqué que, en dépit des crises économiques et sociales sans précédent que le monde connaissait, son pays avait continué à développer sa coopération avec le FIDA. Dans le cadre de FIDA12, la République de Corée avait augmenté sa contribution de 50% par rapport à la reconstitution précédente. Consciente des grandes difficultés rencontrées par les petits exploitants et les ménages ruraux marginalisés, elle envisageait activement d'augmenter sa contribution au titre de FIDA13, les consultations étant toujours en cours, et d'annoncer une contribution spécifique en août 2024. Elle approuvait

pleinement les objectifs et les priorités fixés dans le cadre de FIDA13 et se réjouissait à l'idée d'élargir et de renforcer sa coopération avec le FIDA.

97. **Un délégué du NIGÉRIA** considérait FIDA13 comme un jalon décisif, ajoutant que son pays avait annoncé une contribution de 7,5 millions d'USD au titre de FIDA13 lors de la session de la Consultation tenue à Paris et qu'il ferait en outre tout son possible pour respecter ses engagements concernant ses contributions annoncées mais non versées, d'un montant de 23,29 millions d'USD, avant FIDA13. Les actions envisagées par le FIDA étaient tout à fait en phase avec les objectifs et les priorités de développement du Nigéria, surtout dans le contexte des zones fragiles de son territoire qui étaient touchées par un conflit ainsi que des problèmes du Sahel. Le renforcement et l'approfondissement des relations avec le FIDA permettraient d'utiliser la masse de connaissances collectives acquises pour renforcer la sécurité alimentaire du pays. Il fallait agir sans plus attendre et le Nigéria était prêt.
98. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** a déclaré que son pays appuyait avec enthousiasme FIDA13 et approuvait pleinement l'investissement prévu dans des solutions ambitieuses et durables, ainsi que la priorité accordée à l'élargissement du champ des investissements dans la biodiversité et la résilience face aux changements climatiques des petits exploitants en situation de fragilité. Le temps pressait et le statu quo n'était plus possible. Dans les petits États insulaires en développement, la nécessité de l'adaptation aux changements climatiques, en particulier dans le secteur agricole, était exacerbée par la vulnérabilité face aux phénomènes extrêmes. En République dominicaine, le produit intérieur brut avait diminué de jusqu'à 0,5% en raison des chocs climatiques, sans compter qu'il fléchissait de 5 à 10% dans le sillage des ouragans majeurs qui balayaient le pays tous les deux ou trois ans. Il fallait donc réinventer le système agricole, dominé par les petites exploitations, afin de le rendre plus productif, plus apte à résister aux chocs et mieux préparé à la reprise des activités.
99. La République dominicaine comptait augmenter sa contribution au titre de FIDA13 par rapport à la reconstitution précédente, témoignant ainsi de sa confiance dans le FIDA. À cet égard, des solutions techniques et financières appliquées à grande échelle joueraient un rôle important dans le renforcement de la résilience du secteur agricole. Toutefois, il importait tout autant d'introduire des innovations au sein des institutions et des entreprises qui renforceraient la capacité des pays, des organisations rurales et paysannes et des universités à soutenir le développement d'une agriculture plus productive à long terme. En outre, la transformation devait être plus inclusive, en particulier en faveur des femmes et des jeunes, et accorder une attention spéciale aux chaînes alimentaires qui avaient une grande incidence sur l'assortiment alimentaire. Enfin, outre le revenu national, les critères d'allocation des ressources devaient comprendre des paramètres tels que la vulnérabilité et les lacunes persistantes et généralisées.
100. **Un délégué de la CHINE** a félicité le FIDA pour les résultats obtenus dans le cadre de FIDA13, ajoutant que cette reconstitution record était une preuve concrète de la renommée de l'organisation dans l'architecture mondiale du développement agricole pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, ainsi que de la volonté des États membres de l'appuyer. La Chine, plus grand pays en développement du monde, attachait une grande importance à son partenariat avec le FIDA et continuerait d'accroître son soutien en annonçant une contribution de base de 87 millions d'USD, démontrant ainsi son engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale en matière de développement. Elle a également réitéré son appui à l'orientation et aux priorités de FIDA13. Dans un contexte marqué par de multiples crises et défis, elle s'est réjouie des efforts déployés dans le cadre de cette reconstitution en faveur de l'investissement dans la prospérité et la résilience des populations rurales, de la lutte contre l'insécurité alimentaire, du renforcement de la résilience face aux chocs dans les zones rurales fragiles, et de la collaboration avec le secteur privé axée sur l'autonomisation des petits exploitants.

La Chine s'est réjouie que le FIDA se soit engagé à respecter le principe de l'universalité en coopérant davantage avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, tout en maximisant son appui aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Elle s'est également félicitée des approches novatrices prévues, qui visaient à assurer la sécurité alimentaire de demain par la prospérité et la résilience rurales.

101. À cet égard, la coopération Sud-Sud et triangulaire était essentielle au respect des priorités de FIDA13 et devait être intégrée dans les activités du FIDA. Il était également nécessaire que les goulets d'étranglement financiers soient éliminés et que le FIDA examine des approches plus novatrices pour élargir ses circuits financiers en vue de jouer son rôle d'assembleur de financements du développement agricole à l'échelle mondiale. La Chine espérait donc que le FIDA ferait des progrès importants dans l'exécution d'opérations d'emprunt sur les marchés des capitaux et l'établissement d'un cadre de financement plus durable, à partir duquel des financements assortis de conditions plus favorables pourraient être accordés aux pays en développement. En outre, il était essentiel que le FIDA établisse des partenariats pour réaliser son objectif consistant à doubler son impact. Le FIDA devait donc développer activement ses partenariats avec les nouvelles institutions financières internationales, notamment la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Nouvelle Banque de développement et le Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement, en tirant parti de l'avantage comparatif de chaque institution.
102. **Un délégué de l'INDE** a indiqué que son pays souscrivait pleinement à l'orientation de FIDA13, qui consistait à mettre davantage l'accent sur les situations de fragilité, sur l'appui au renforcement de la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques et à la gestion de la biodiversité, et sur l'utilisation de ressources du secteur privé pour assurer un impact durable. L'Inde a particulièrement apprécié l'importance accrue de l'adaptation, qui représentait près de 90% du financement de l'action climatique du FIDA, et de l'innovation, notamment l'adaptabilité des technologies agricoles numériques.
103. Le FIDA pouvait contribuer à la réalisation d'un programme d'action axé sur l'innovation en faveur de la prospérité et de la résilience rurales pour la sécurité alimentaire de demain en fournissant une assistance technique à la conception de passerelles nationales intégrées et innovantes pour les systèmes alimentaires et la transformation. Le FIDA devait accroître ses investissements dans les plateformes informatiques, faciliter la collaboration et cofinancer des projets axés sur la promotion des investissements dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'utilisation des drones. Il convenait également d'axer directement les efforts sur la promotion des cultures résistantes aux changements climatiques, sur l'exploitation du potentiel de la numérisation dans le secteur agricole, ainsi que sur la production d'aliments de remplacement, les systèmes de gestion et la post-production agricole. S'agissant du financement, le FIDA devait continuer à chercher de nouveaux modes de financement, notamment le financement mixte, les partenariats public-privé et le cofinancement. Enfin, il devait recourir à des instruments de prêt novateurs, tels que les prêts axés sur les résultats en agriculture.
104. **Un délégué de l'ALGÉRIE** a déclaré que son pays, un membre fondateur du FIDA, restait inébranlable dans son appui à l'organisation malgré les difficultés actuelles. Pour la troisième année consécutive, la réunion du Conseil des gouverneurs avait pour toile de fond des circonstances exceptionnelles. Les conflits, les guerres et les crises avaient accru les souffrances des plus vulnérables et des pauvres. Les agriculteurs, par leur travail acharné, avaient un rôle clé à jouer pour améliorer le sort de tous ces oubliés qui vivaient dans l'oppression et une pauvreté abjecte, ainsi que pour résoudre la crise mondiale sans précédent de l'insécurité alimentaire.

105. Conjuguant savoir-faire et investissements dans le développement rural efficace et durable, le FIDA apportait un appui primordial aux systèmes alimentaires durables, à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales et au renforcement des capacités de leurs populations. Les petits exploitants agricoles représentaient le tiers de la production alimentaire mondiale et, dans certains cas, jusqu'à 70% de la production alimentaire nationale. L'appui aux petits exploitants contribuait donc très efficacement à la lutte contre la pauvreté et la faim et à l'atténuation de l'impact des changements climatiques. L'Algérie a annoncé une contribution de 500 000 USD au titre de FIDA13.
106. **Une déléguée du ROYAUME-UNI** a déclaré que la mission du FIDA était importante et plus que jamais nécessaire dans un contexte de chocs qui se renforçaient mutuellement, en particulier les changements climatiques, les conflits et la fragilité, qui exacerbaient l'insécurité alimentaire et la malnutrition à l'échelle mondiale. L'élimination de la faim et de la malnutrition et l'appui aux systèmes alimentaires et agricoles résilients face aux changements climatiques étaient des priorités pour son pays, qui s'était engagé à travailler avec des partenaires dans l'ensemble du système international à ces fins, notamment en finançant l'action climatique et le développement et en soutenant des initiatives menées par des pays et des régions en faveur des populations, de la planète et de la prospérité. Le Royaume-Uni appuyait donc fermement la mission du FIDA et la priorité qu'il accordait aux plus démunis et aux plus vulnérables. Il s'est félicité de l'objectif du FIDA d'intensifier ses travaux sur l'adaptation aux changements climatiques, en faisant fond sur les activités de l'ASAP pour canaliser le financement de l'action climatique vers ceux qui en avaient le plus besoin et en mobilisant des investissements supplémentaires en faveur des communautés rurales les plus pauvres. Il s'est également félicité de l'engagement pris dans le cadre de FIDA13 de mettre davantage l'accent sur la fragilité, l'égalité femmes-hommes et la nutrition.
107. En décembre 2023, sous réserve de l'approbation du Parlement, le Royaume-Uni avait annoncé une contribution de 66,7 millions de GBP au titre de FIDA13, soit une augmentation de 40% de sa contribution de base de 51,7 millions de GBP et un montant supplémentaire de 15 millions de GBP au titre des contributions additionnelles de base pour le climat. Le FIDA était une organisation unique qui bénéficiait d'un appui unique de ses membres. Il devait continuer à faire fond sur les enseignements tirés de l'expérience, à bien hiérarchiser ses priorités et à s'appuyer sur un discours fort et une structure organisationnelle qui optimise l'accomplissement de sa mission fondamentale.
108. **Une déléguée de l'IRLANDE** a indiqué que plus de 250 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde, principalement en Afrique. Dans ce contexte, le rôle du FIDA face à la crise mondiale de l'insécurité alimentaire ne devait pas être sous-estimé. Des acteurs comme lui étaient essentiels à la réalisation de l'objectif d'élimination de la faim et de transformation de la production et de la consommation alimentaires. Dans le domaine du développement alimentaire et agricole, les interventions du FIDA étaient axées sur de nombreuses priorités en matière de développement durable, notamment l'égalité femmes-hommes, l'action climatique, la nutrition et l'inclusion sociale. Le FIDA intervenait donc dans des situations de plus en plus complexes et instables, tout en exploitant les possibilités qui s'offraient eu égard à la participation du secteur privé et à l'innovation dans l'agriculture.



109. Le FIDA continuait de se concentrer sur certains des pays et communautés les plus vulnérables et s'était engagé à aider les petits exploitants. L'Irlande a rappelé qu'elle était favorable à cette orientation. Elle s'est félicitée de l'accent mis, dans le cadre de FIDA13, sur les domaines prioritaires de la fragilité, de l'action climatique et de la biodiversité, et sur la collaboration avec le secteur privé, ainsi que de l'augmentation du soutien de base aux pays à faible revenu, majoritairement africains. Enfin, elle souscrivait pleinement à l'importance accrue de l'adaptation et de la résilience face aux changements climatiques, qui étaient devenues des éléments essentiels du développement agricole.
110. Dans ce contexte, l'Irlande se réjouissait de l'établissement par le FIDA de contributions additionnelles de base pour le climat, une mesure qui serait le catalyseur d'une action plus que nécessaire en faveur de l'agriculture résiliente aux changements climatiques. Comme indiqué précédemment, l'Irlande s'est engagée à doubler sa contribution annoncée au titre de FIDA13 pour la porter à 25 millions d'EUR, dont 10 millions d'EUR pour les contributions au climat. L'augmentation du soutien dans le cadre de FIDA13 témoignait de la haute considération pour la mission du FIDA et de la volonté clairement affirmée et inébranlable de la communauté mondiale d'éliminer la faim.
111. **Une déléguée du CANADA** a indiqué que les innovations prévues par le FIDA pour renforcer la résilience rurale faisaient partie intégrante de ses activités. Les liens qui existaient entre l'insécurité alimentaire, les changements climatiques, la biodiversité et le profit signifiaient que le statu quo ne permettait pas d'assurer la subsistance des communautés rurales. Il convenait non seulement d'expérimenter judicieusement, d'utiliser les données, et de tirer parti de tous les types d'innovation et de les transposer à plus grande échelle, mais également de veiller à ce que les innovations soient inclusives et permettent d'éliminer les obstacles auxquels se heurtaient les femmes et les groupes sous-représentés, y compris les peuples autochtones.
112. Le FIDA devait donc rester ancré dans les communautés rurales et faire fond sur ses divers partenariats pour accroître son impact, en travaillant en étroite collaboration avec les bénéficiaires pour déterminer les technologies appropriées et les adapter à l'échelle voulue. L'accès aux outils numériques, tels que les services bancaires mobiles et les télécommunications adaptés aux besoins locaux, devait également être facilité. Parmi les exemples à suivre, il a été fait mention des activités du FIDA dans des domaines tels que les dispositifs d'alerte rapide permettant de relier les communautés rurales et de renforcer la résilience aux changements climatiques. En outre, le FIDA avait la possibilité d'exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle au profit des communautés rurales. En tant que partenaire constructif, innovant et réfléchi du FIDA, le Canada était heureux d'annoncer une contribution de base de 100 millions de CAD au titre de FIDA13.
113. **Un délégué du ROYAUME DES PAYS-BAS** a indiqué que la réussite de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA marquerait une progression vers la mobilisation de ressources supplémentaires, notamment pour faire face à la menace croissante de la famine due aux changements climatiques, aux chocs économiques, aux conflits et au renchérissement des aliments. La sécurité alimentaire étant sa priorité à long terme, le Royaume des Pays-Bas avait décidé d'augmenter sa contribution de 80%, qui totaliserait ainsi 150 millions d'USD. Il serait important, lors de la mise en œuvre de FIDA13, de répondre aux besoins et aux aspirations des pays partenaires et de leurs communautés agricoles. Le Royaume des Pays-Bas s'est donc félicité de l'approche du FIDA axée sur la demande et de son processus de décentralisation et de réforme. Il s'est également réjoui que le FIDA mette l'accent sur l'adaptation aux changements climatiques et l'élaboration de systèmes alimentaires résilients face à ces changements. Conscient du rôle crucial de l'eau dans ce contexte, il a félicité le Président Lario pour sa nomination à la présidence d'ONU-Eau.

114. Le FIDA disposait déjà d'outils d'évaluation impressionnants. Cependant, l'ajout d'un indicateur écologique lui permettrait d'obtenir des résultats encore meilleurs dans des domaines tels que l'agroécologie, l'adaptation aux changements climatiques et les solutions naturelles. Le FIDA devait exploiter stratégiquement son avantage comparatif en matière de développement rural à long terme et de prévention de l'insécurité alimentaire dans les situations de fragilité qui étaient la réalité de plus en plus de ruraux pauvres, ainsi que dans les zones touchées par un conflit. Reconnaissant l'importance de la continuité dans le développement, le Royaume des Pays-Bas avait d'emblée appuyé l'Initiative de riposte à la crise du FIDA et souhaitait attirer l'attention sur la situation actuelle au Soudan, où il fallait intervenir immédiatement pour éviter une famine sans précédent. Le FIDA et la communauté internationale pouvaient apporter leur soutien à cet égard. Toutefois, la plus grande souplesse s'imposait de manière que le FIDA et les organisations similaires puissent accomplir leur mission dans les situations difficiles, au Soudan ou ailleurs, là où les risques étaient les plus grands.
115. **Un délégué de la NORVÈGE** a rappelé que, pour son pays, la sécurité alimentaire était une priorité absolue de la coopération en matière de développement et a ajouté que le FIDA était un partenaire privilégié dans le cadre des efforts déployés par la Norvège pour lutter contre la faim. L'investissement dans les petits producteurs de produits alimentaires résistants aux changements climatiques constituait le meilleur moyen de réaliser les objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1 (élimination de la pauvreté) et 2 (élimination de la faim). La faim et la pauvreté évoluant dans un cercle vicieux exacerbé par les conflits et la guerre, la Norvège était résolument favorable à l'investissement d'au moins 30% des ressources de base du FIDA dans des pays fragiles.
116. Le mandat unique du FIDA, ses avantages comparatifs et sa capacité à obtenir des résultats concrets étaient plus nécessaires que jamais. Appuyant l'objectif du FIDA de doubler son impact d'ici à 2030, la Norvège avait augmenté de 80% sa contribution de base au titre de FIDA12 et annoncé une contribution majorée de 50% au titre de FIDA13, portant ainsi sa contribution à environ 90 millions d'USD. La Norvège appuyait en outre l'action contre la faim en effectuant d'importantes contributions supplémentaires d'environ 54 millions d'USD à l'Initiative de riposte à la crise du FIDA, à l'ASAP, au Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, aux programmes d'aquaculture artisanale dans les pays africains et aux programmes de nutrition du FIDA. La Norvège s'est également félicitée de l'introduction de contributions additionnelles de base pour le climat dans le cadre de FIDA13, de l'objectif consistant à consacrer 30% du financement de l'action climatique du FIDA à des solutions naturelles d'ici à 2030, et de la mise en place d'un nouveau modèle de financement pour le Programme de participation du secteur privé au financement.
117. **Un délégué des TONGA** a déclaré que la collaboration de longue date de son pays avec le FIDA, qui remontait à plus de 40 ans, avait grandement contribué aux efforts déterminés qu'il avait déployés pour relever les défis de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire. L'ouverture par le FIDA d'un bureau aux Fidji avait renforcé la présence de l'organisation dans la région et avait facilité le dialogue et la réalisation de missions conjointes, qui étaient essentiels à la gestion adaptative dans un contexte national très sensible. Les Tonga contribueraient à hauteur de 50 000 USD au titre de FIDA13, démontrant ainsi leur engagement à poursuivre la collaboration avec le FIDA pour relever les défis du développement rural et de la durabilité de l'agriculture, et ont demandé l'appui du FIDA pour mobiliser des ressources supplémentaires. La flexibilité du FIDA, attestée par le rééquilibrage du portefeuille, avait facilité une intervention efficace lors de catastrophes naturelles récurrentes en appuyant le redressement, y compris la reconstruction des systèmes alimentaires et le rétablissement des moyens d'existence.
118. En coopération avec le FIDA, son gouvernement avait élaboré le Projet d'innovation rurale aux Tonga. Reconnu comme une meilleure pratique dans la région, ce projet

responsabilisait les communautés locales et renforçait leurs capacités, favorisait le développement piloté par la communauté et ciblait les plus vulnérables. De concert avec le FIDA, les Tonga avaient disséminé des variétés de cultures résistantes aux changements climatiques et introduit de nouvelles cultures, en s'appuyant sur des partenariats avec des banques de gènes et sur le savoir-faire de centres d'excellence. Il convenait d'être ouvert à l'innovation et de la considérer comme un outil essentiel pour trouver de nouvelles solutions et voies qui assureraient la sécurité alimentaire de demain dans la région du Pacifique.

119. **Une déléguée des ÉTATS-UNIS** s'est dite persuadée que le FIDA était bien placé pour faire avancer sa mission de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire par une transformation rurale inclusive et durable. Sous réserve de l'approbation du Congrès, son pays avait annoncé une contribution record de 162 millions d'USD au titre de FIDA13; ainsi, les contributions qu'il avait effectuées depuis la création du FIDA totalisaient 1,2 milliard d'USD. Nombre des défis les plus urgents auxquels le monde était confronté, notamment les pandémies, la fragilité et les changements climatiques, avaient un effet dévastateur sur la sécurité alimentaire et touchaient le plus fortement les plus vulnérables. S'agissant de la riposte collective, il ne suffisait pas de faire face à la crise; il fallait aussi chercher à renforcer la résilience.
120. Dans ce contexte, les États-Unis ont réaffirmé leur engagement de longue date en faveur de la sécurité alimentaire mondiale et envers le FIDA. En 2023, ils avaient lancé l'initiative Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS), un projet novateur qui visait à remédier à la crise alimentaire mondiale en investissant dans la résistance aux changements climatiques, les variétés de cultures nutritives et la santé des sols. Lors de sa cent trente-neuvième session, en septembre 2023, le Conseil d'administration avait approuvé le pilier relatif à l'initiative VACS au titre du fonds fiduciaire multidonateurs du Programme pour la résilience du monde rural, qui tirerait parti de la mission, de l'expérience et des réalisations du FIDA pour appuyer l'initiative VACS. Les États-Unis s'étaient engagés à verser 50 millions d'USD au pilier relatif à l'initiative VACS et avaient encouragé les autres pays à leur emboîter le pas. En appui à la vision de l'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain, ils ont également encouragé le FIDA à maintenir le cap sur l'obtention de bons résultats et se sont réjouis à la perspective de poursuivre leur partenariat étroit avec lui.
121. **Une déléguée de la SUÈDE** a indiqué que l'invasion tous azimuts de l'Ukraine par la Russie avait mis à l'avant-plan non seulement la protection de la Charte des Nations Unies et d'un ordre international fondé sur des règles, mais aussi des questions telles que la sécurité alimentaire et la nécessité du développement rural. Son pays avait lancé une importante réforme de son programme de coopération en matière de développement, en mettant l'accent sur l'efficacité, les résultats et la lutte contre la corruption. En outre, la Suède misait de plus en plus sur les synergies entre la coopération en matière de développement et le commerce pour accélérer la croissance économique et améliorer les conditions de vie des populations pauvres et opprimées.
122. La Suède estimait que les investissements dans le développement devaient avoir un puissant effet multiplicateur sur la mobilisation de capitaux privés; elle appuyait sans réserve les activités menées par le FIDA pour assembler les financements, et l'encourageait à intensifier ses efforts pour mobiliser des ressources auprès de ses partenaires, notamment les administrations nationales et locales, d'autres institutions financières internationales et le secteur privé. La Suède attendait avec intérêt les résultats de l'orientation prise dans le cadre de FIDA13, qui consistait à mettre davantage l'accent sur le secteur privé et la poursuite de l'élaboration et de la mise en œuvre d'instruments novateurs à l'appui du développement rural durable, en coopération avec le secteur privé, afin de relever les défis à venir et de combler le déficit de financement.

123. **Un délégué du SÉNÉGAL** a indiqué qu'en gage de sa reconnaissance envers le FIDA pour sa collaboration, son pays augmenterait de 50% sa contribution au titre de FIDA13, qui passerait ainsi de 400 000 à 600 000 USD. Tout en continuant à soutenir les ruraux pauvres, le FIDA devait également intégrer d'autres dimensions dans ses activités en vue de proposer d'autres moyens pour lutter contre l'immigration, en particulier l'immigration clandestine.
124. Dans le monde actuel, les jeunes ne cherchaient plus à répondre à leurs besoins fondamentaux par l'agriculture de subsistance. Ils voulaient vivre mieux et décemment, avoir un smartphone et une voiture, accéder aux nouvelles technologies et voyager. Il était donc important de continuer à investir et d'aider davantage les jeunes à réussir. Par ailleurs, la souveraineté était une condition fondamentale qui devait être remplie pour que toutes les populations puissent vivre dans la dignité et la décence.
125. **Un délégué du RWANDA** s'est félicité des innovations proposées pour renforcer la résilience des populations rurales et atténuer la pauvreté et a ajouté qu'en guise de remerciement pour le travail accompli par le FIDA, son pays avait décidé de tripler sa contribution au titre de FIDA13, qui passait ainsi de 100 000 à 300 000 USD. Malgré les 23 milliards d'USD versés par le FIDA sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt au cours des 45 dernières années, 718 millions de personnes vivaient toujours dans la pauvreté, ce qui pouvait signifier que les petites exploitations agricoles n'étaient pas suffisamment productives et que certaines économies d'échelle n'avaient pas été réalisées. Le FIDA devait donc examiner d'autres options pour le regroupement des terres afin de renforcer l'agriculture à grande échelle. Il pouvait également examiner les possibilités qui s'offraient au-delà de l'agriculture en cherchant, par exemple, à améliorer la situation par la formation professionnelle, en gardant à l'esprit que l'agriculture touchée par les changements climatiques pouvait ne pas être durable à long terme. Il convenait également d'élaborer des produits financiers novateurs pour accroître les investissements publics et privés, par exemple dans les routes de desserte et les systèmes d'irrigation à grande échelle. Le Rwanda était prêt à s'associer au FIDA pour mettre à l'essai des solutions en vue d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.
126. **Un délégué d'HAÏTI** a déclaré que, alors que la pauvreté restait un fléau pour les pays en développement, les idéaux qui avaient présidé à la création du FIDA il y avait de cela presque 50 ans étaient toujours très pertinents. Des milliers d'agriculteurs haïtiens pauvres avaient bénéficié de la coopération entre le FIDA et leur pays, qui était un membre fondateur de l'organisation. Dans le cadre de FIDA13, Haïti s'était engagé à contribuer à la réalisation des objectifs du FIDA en améliorant considérablement les conditions de vie de 100 000 ruraux. En annonçant une contribution de 300 000 USD au titre de FIDA13, Haïti réitérait sa détermination à atteindre les objectifs d'élimination de la pauvreté et de la faim dans les communautés rurales des pays en développement. Haïti était reconnaissant envers le FIDA pour l'assistance qu'il lui avait apportée à de nombreuses reprises et qui avait bénéficié à des milliers de familles rurales confrontées à des difficultés économiques et à l'insécurité alimentaire.
127. **Un délégué de la SUISSE** s'est réjoui de la réussite de FIDA13 et a indiqué que son pays se félicitait de la contribution du FIDA à l'adaptation aux changements climatiques, en particulier par la transformation des systèmes alimentaires, qui constituait un précieux engagement supplémentaire en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. La Suisse espérait que de nouveaux apports financiers plus importants contribueraient à renforcer la résilience des communautés rurales et à garantir la sécurité alimentaire de demain. Une coopération systématique avec les organismes ayant leur siège à Rome, les banques multilatérales de développement et le système des Nations Unies dans son ensemble était essentielle. Chef de file reconnu depuis des décennies, le FIDA devait être félicité pour l'introduction de nouvelles technologies et de nouvelles approches, qui étaient

importantes pour la promotion de pratiques durables, telles que l'agroécologie, la conservation et l'utilisation responsable de la biodiversité.

128. Toutefois, il convenait aussi de se concentrer sur l'inclusion et la justice sociale, pour lesquelles l'innovation était également nécessaire. Les femmes et les jeunes étaient très importants à cet égard et devaient être assurés d'une participation active à la prise des décisions concernant l'agriculture et le développement rural en général. La Suisse s'est félicitée de l'impact des travaux du FIDA et de l'importance qu'il accordait à la participation du secteur privé à ses activités à venir.
129. **Un délégué du COSTA RICA** a félicité le FIDA pour avoir consolidé ses priorités et objectifs et a ajouté qu'il était à souligner qu'il était la seule institution des Nations Unies et institution financière internationale spécialisée dans la transformation des économies rurales et de l'agriculture. La population rurale devait être le point de mire, car près de la moitié de la population mondiale vivait dans les zones rurales des pays en développement, qui souffraient énormément de la pauvreté et de la famine. Le rapport soulignait à juste titre que les petits exploitants et les populations rurales étaient les plus touchés par les conflits et les changements climatiques et qu'ils étaient également les plus susceptibles de ne pas avoir accès au financement. L'intervenant s'est donc réjoui des priorités établies dans le cadre de FIDA13, l'accent étant mis sur les interventions dans les situations de fragilité et de vulnérabilité, l'augmentation du soutien à l'agriculture résiliente aux changements climatiques, la durabilité environnementale et la gestion de la biodiversité, et la mobilisation d'investissements privés.
130. **Un délégué de la GAMBIE** a salué la réussite de FIDA13 et a déclaré que l'excellente collaboration de longue date de son pays avec le FIDA se reflétait dans un projet phare qui bénéficiait d'un don important du Fonds et qui visait à accroître la productivité et la production agricoles et à renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des exploitations familiales en Gambie. En outre, le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (2025-2030) intégrerait les nouvelles priorités nationales et s'appuierait sur les enseignements tirés. L'annonce de contribution de la Gambie au titre de FIDA13 serait finalisée après consultation et approbation du Parlement.
131. S'agissant de la feuille de route décrivant l'évolution du FIDA dans les années à venir, il convenait de souligner dans ce document que les efforts déployés pour assurer la sécurité alimentaire étaient toujours entravés par des problèmes mondiaux, notamment la flambée des prix résultant de la pandémie de COVID-19 et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. L'Initiative de riposte à la crise du FIDA avait, par conséquent, été bien accueillie. Grâce à cette initiative, dont le champ d'action géographique incluait désormais la Gambie, les intrants agricoles seraient plus abordables et plus accessibles aux agriculteurs, l'accès aux marchés serait élargi et les infrastructures d'irrigation essentielles à l'accroissement de la productivité seraient réparées.
132. **Un délégué du BÉNIN** a annoncé que son pays allait doubler sa contribution au titre de FIDA13, qui passerait ainsi de 200 000 à 400 000 USD.
133. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a conclu le dialogue en remerciant tous les intervenants et les délégations qui avaient annoncé des contributions au titre de FIDA13.

## CÉLÉBRATION DE FIDA13

134. **Satu SANTALA** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance du FIDA), prenant la parole en sa qualité de modératrice de ce volet de la séance, a indiqué que cette manifestation visait à permettre aux Gouverneurs d’entendre les champions et les partenaires de FIDA13, de prendre acte des résultats obtenus à ce jour et de tirer parti de l’impulsion donnée par FIDA13 pour la mobilisation de financements. Elle a remercié tous les gouvernements pour leurs annonces de contribution et le soutien apporté à ce jour, qui permettaient au FIDA de réaliser les investissements dont il avait besoin d’urgence pour mettre en place des systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients et pour transformer les moyens d’existence des populations rurales. La dynamique actuelle représentait une réelle opportunité de faire de FIDA13 une reconstitution record pour répondre à la demande d’investissements accrus dans les zones rurales.
135. **Une vidéo intitulée « FIDA13 » a été diffusée.**
136. **La MODÉRATRICE** a présenté Son Excellence Mohamed Béavogui, ancien Premier Ministre de Guinée et ancien Directeur de la Division de l’Afrique de l’Ouest et du Centre et du Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources du FIDA, et Envoyé spécial du FIDA pour FIDA13, et lui a demandé de faire part de ses impressions sur la Consultation sur FIDA13.
137. **Son Excellence Mohamed BÉAVOGUI** (Envoyé spécial du FIDA pour FIDA13) a indiqué que son rôle d’Envoyé spécial du FIDA pour FIDA13 lui avait permis de mesurer l’importance de l’organisation en tant que partenaire clé dans les efforts déployés par les États membres pour relever les défis auxquels étaient confrontées les communautés rurales, notamment les changements climatiques et la sécurité alimentaire. Tous avaient reconnu la nécessité urgente de transformer les systèmes alimentaires et de veiller à ce qu’ils soient durables et inclusifs; qu’ils fournissent des moyens d’existence aux petits exploitants; qu’ils créent des emplois décents; qu’ils utilisent durablement la terre, l’eau et la biodiversité; et qu’ils procurent des aliments sûrs, abordables et nutritifs à des populations en pleine croissance.
138. L’ensemble des mesures et des financements constitué au titre de FIDA13 a permis au FIDA d’appuyer les États membres en investissant dans les communautés rurales, en transformant les systèmes alimentaires et en intensifiant les efforts visant à relancer la réalisation des objectifs de développement durable. En accordant la priorité à la fragilité, aux changements climatiques et à la biodiversité, et en collaborant avec le secteur privé, le FIDA pouvait s’acquitter de sa mission première dans un monde en évolution et touché par des crises. La décision collective des États membres de renforcer le soutien aux plus démunis en augmentant les ressources destinées aux pays africains à faible revenu en situation de fragilité, tout en veillant à ce que le FIDA reste universel, était digne d’éloges. Les États membres avaient ainsi clairement démontré leur engagement en faveur du multilatéralisme et de la solidarité avec les communautés rurales et les petits exploitants du monde entier.
139. La Treizième reconstitution des ressources était en voie d’atteindre un niveau record, de nombreux États membres ayant annoncé des contributions historiquement inégalées, tant lors de la quatrième session de la Consultation sur FIDA13, qui s’était tenue à Paris en décembre 2023 à l’invitation de la France et de l’Angola, que lors de la présente session du Conseil des gouverneurs. Les besoins restaient cependant importants et les ambitions étaient grandes. Tous les États membres et les partenaires avaient donc été invités à appuyer le FIDA et à continuer d’annoncer des contributions au titre de FIDA13 au cours des prochains mois, afin d’atteindre l’objectif ambitieux d’une reconstitution à hauteur de 2 milliards d’USD. La réussite de FIDA13 était vraiment exceptionnelle et la direction et le personnel du FIDA, ainsi que tous les États membres, devaient être félicités pour leur excellent travail.

140. **La MODÉRATRICE** a présenté William Roos, Secrétaire adjoint aux affaires multilatérales, au développement et au commerce au Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Gouverneur du FIDA pour la France, et a ajouté que la France avait fait preuve d'un engagement extraordinaire en prenant fait et cause pour FIDA13 et en augmentant de manière significative sa contribution dans le cadre de cette reconstitution. Il serait intéressant d'entendre ses réflexions sur le processus de reconstitution des ressources à ce jour et sur la manière de concrétiser les dernières annonces de contribution et de préparer la mise en œuvre.
141. **William ROOS** (Secrétaire adjoint aux affaires multilatérales, au développement et au commerce au Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique) a indiqué que les contributions totalisant 1,35 milliard d'USD qui avaient été annoncées par 65 États membres au titre de FIDA13 constituaient un sommet historique à ce stade de la reconstitution. Il était donc permis d'espérer que l'objectif de 2 milliards d'USD serait atteint. Le FIDA avait besoin d'une telle somme pour renforcer la résilience et promouvoir des systèmes agricoles durables et modernes au cours d'une période difficile. En effet, malgré tous les efforts déployés au fil des ans, les tendances de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté n'étaient pas très encourageantes. De plus, le contexte géopolitique tendu n'avait fait qu'aggraver les difficultés et souligner la nécessité de poursuivre l'action. Si ces difficultés existaient déjà dans le passé, la crise de la COVID-19 et la guerre en Ukraine avaient rehaussé le niveau de conscientisation quant à leurs effets sur l'insécurité alimentaire.
142. Cette prise de conscience avait suscité un effort de mobilisation au plus haut niveau en France et avait amené son gouvernement à se faire le champion de FIDA13. L'Angola, qui avait coprésidé la quatrième session de la Consultation et qui comptait parmi les pays africains qui avaient le plus contribué à FIDA13, l'avait beaucoup aidée à cet égard. Un champion ne devait toutefois pas se contenter d'organiser des événements spécifiques; il devait aussi profiter de toute une série d'opportunités internationales pour promouvoir le FIDA, qui avait ainsi été mentionné dans tous les communiqués des ministères français portant sur les questions climatiques et le G20. De même, le FIDA avait été davantage mis en avant lors des travaux du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial tenu en juin 2023 à l'instigation de la France, dont le Gouvernement avait souhaité que le FIDA fasse partie intégrante de la mobilisation internationale pour la création de nouveaux systèmes de financement internationaux et la réforme des systèmes existants.
143. Pour conclure, l'intervenant a encouragé tous les États membres à maintenir l'élan et a exhorté ceux qui n'avaient pas encore annoncé de contribution à le faire, afin que l'objectif de 2 milliards d'USD soit atteint pour le bien des populations rurales pauvres du monde entier.
144. **La MODÉRATRICE** a présenté Son Excellence Maria de Fátima Monteiro Jardim, Ambassadrice et Représentante permanente de l'Angola auprès du FIDA, et lui a demandé de livrer ses réflexions sur le partenariat entre l'Angola et le FIDA et sur les priorités de son pays à cet égard.
145. **Son Excellence Maria de Fátima MONTEIRO JARDIM** (Ambassadrice et Représentante permanente de l'Angola auprès du FIDA) a remercié tous les Gouverneurs, le Gouvernement français et le personnel du FIDA d'avoir fait de la quatrième session de la Consultation sur FIDA13 une réussite. Il était important de connaître le rôle essentiel de FIDA13 dans l'accélération de la réalisation des programmes de développement des États membres et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce dernier n'atteindrait peut-être pas tous ses objectifs, mais des mesures seraient prises, grâce à FIDA13, en vue de l'élaboration d'un nouveau programme de développement pour un monde qui suscite

l'espoir, celui-là même qui avait nourri les contributions annoncées par les États membres.

146. Le FIDA était un partenaire essentiel de tous les pays touchés par un conflit, les changements climatiques, la fragilité, la pauvreté et la faim. Les partenariats entre les États membres étaient également cruciaux. La transformation du monde rural, surtout dans les pays en développement et en particulier en Afrique, où environ 60% de la main-d'œuvre labourait manuellement la terre, était importante, notamment pour les jeunes et les femmes, qui représentaient ensemble 70% des travailleurs ruraux. Il convenait de réaliser des programmes durables sur l'ensemble du continent africain pour mécaniser l'agriculture et contribuer ainsi à transformer la vie des agriculteurs. Le Gouvernement angolais était profondément reconnaissant de l'appui apporté par le FIDA à cette fin.
147. L'agriculture durable continuerait à contribuer grandement à la concrétisation de la vision du développement des pays en développement, en Afrique et ailleurs. Cette vision et son financement constituaient le fondement de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du bilan mondial réalisé à la COP 28. Le FIDA devait continuer à apporter son soutien en faveur du renforcement des capacités, de l'inclusion, de l'innovation, des infrastructures et de l'agroécologie. La gestion de l'eau et les infrastructures d'irrigation à petite échelle, par exemple, pouvaient transformer la vie des petits exploitants et les systèmes alimentaires, tout comme l'agroécologie. La diversification économique dans l'ensemble de la chaîne de valeur était un autre moyen de promouvoir l'inclusion et le développement en milieu rural. FIDA13 pouvait ouvrir la voie à la transformation, à la croissance et à des systèmes alimentaires résilients de même que susciter l'espoir dans un monde socialement plus juste, où davantage d'emplois seraient créés pour les jeunes et les mères de famille qui produisaient des denrées.
148. **La MODÉRATRICE** a déclaré qu'au cours de la Consultation de l'année précédente, les États membres avaient collectivement montré que la communauté internationale pouvait travailler à l'unisson, même en des temps aussi difficiles, pour résoudre des problèmes communs. Cette collaboration témoignait de la force du multilatéralisme, de la confiance que les États membres plaçaient dans le FIDA et du rôle de rassembleur qu'une telle organisation pouvait jouer.
149. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a indiqué que, dans la situation actuelle, la communauté internationale avait rarement l'occasion de célébrer un multilatéralisme efficace et le message d'espoir qu'il envoyait aux dizaines, voire aux centaines, de millions de personnes dont la vie serait transformée grâce à lui. Il a remercié l'Envoyé spécial du FIDA pour FIDA13, les champions de la Consultation sur FIDA13 (la France et l'Angola) et tous les États membres pour leurs efforts. Il savait ce que ces efforts représentaient à une époque où les ressources budgétaires limitées étaient âprement disputées et où le bilatéralisme montait en puissance.
150. Le FIDA avait lui aussi des raisons de se réjouir, mais était bien conscient des défis qui l'attendaient. Déjà, l'accélération des changements climatiques compromettait gravement la sécurité alimentaire et les moyens d'existence d'un grand nombre de femmes et d'hommes vivant en milieu rural et bénéficiant des interventions du FIDA. En conséquence, la lutte pour des ressources rares dégénérait en conflit, les populations étaient acculées à la pauvreté et souffraient de la faim, et certaines personnes étaient contraintes de migrer, ne pouvant plus se nourrir et étant privées de perspectives d'avenir dans leur pays d'origine.
151. Dans le même temps, de nouvelles possibilités émergeaient. Des technologies telles que l'intelligence artificielle pouvaient, si elles étaient partagées par tous, transformer les moyens d'existence de plusieurs centaines de millions de ruraux. En outre, ceux-ci s'appuyaient de plus en plus sur leurs propres innovations et leur



connaissance de l'agriculture et de la terre, et, ce faisant, proposaient des solutions face aux changements climatiques et renforçaient leurs propres moyens d'existence. Avec de telles raisons d'espérer, il était important d'assurer, sur ces bases, la sécurité alimentaire de demain pour tous, pour reprendre le thème de la session actuelle du Conseil des gouverneurs. La sécurité alimentaire n'était cependant pas le seul enjeu: en investissant 1 USD dans le développement rural et le renforcement de la résilience, on pouvait économiser jusqu'à 10 USD en assistance d'urgence et prévenir des conflits et leurs effets sur la stabilité sociale et politique. Pour le FIDA, il était fondamental d'investir afin d'apporter une prospérité partagée aux communautés isolées et vulnérables où il intervenait, et de renforcer leur résilience.

152. L'objectif de 2 milliards d'USD fixé dans le cadre de FIDA13, qui comprenait les contributions de base, les contributions additionnelles de base pour le climat et les prêts concessionnels de partenaires octroyés par les États membres, était ambitieux, mais permettrait au FIDA d'exécuter un programme de travail doté d'un budget totalisant 10 milliards d'USD, y compris l'augmentation des cofinancements nationaux et internationaux, et d'assurer des services à 100 millions de petits exploitants dans le monde entier. Il ne restait que six ans pour atteindre les objectifs de développement durable; or la réalisation de nombre d'entre eux pouvait être facilitée par la transformation du monde rural, en particulier l'objectif 1 (élimination de la pauvreté) et l'objectif 2 (faim zéro). Une dynamique s'était installée et le FIDA, en tant qu'assembleur de financements du développement, pouvait cibler les dépenses engagées sur le premier kilomètre, là où les denrées étaient produites. Peu d'institutions pouvaient changer les choses comme le faisait le FIDA dans les communautés locales et rurales, en créant des emplois et des opportunités, en renforçant la résilience et en agissant comme un vecteur efficace dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et l'appauvrissement de la biodiversité.
153. **La MODÉRATRICE** a reconnu qu'il y avait beaucoup à célébrer, notamment le niveau de financement record, et a ajouté que le FIDA avait encore du pain sur la planche et qu'il poursuivrait ses efforts. Elle a remercié les intervenants pour leur plaidoyer en faveur du FIDA au cours des derniers mois et les États membres pour leurs annonces de contribution et leur approbation de FIDA13.
154. **La séance a été levée à 18 h 5.**

- iii) Compte rendu analytique de la troisième séance tenue le jeudi 15 février 2024, à 10 heures

**Présidence:** M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

## Table des matières

	<b>Paragraphe</b>
États financiers consolidés du FIDA pour 2022 (point 9 de l'ordre du jour)	156-158
Modification du Règlement financier du FIDA (point 10 de l'ordre du jour)	159-161
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024, perspectives budgétaires pour 2025-2026, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2024 et plan indicatif pour 2025-2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTe, le SAEP et le MARE (point 11 de l'ordre du jour)	162-171
Élection de membres et de membres suppléants au Conseil d'administration (point 12 de l'ordre du jour)	172-177
Table ronde des gouverneurs – L'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain	178-241

**155. La séance a été ouverte à 10 h 15.**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FIDA POUR 2022 (point 9 de l'ordre du jour)  
(GC 47/L.6)

156. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a dit que, à sa cent trente-huitième session tenue en mai 2023, le Conseil d'administration avait examiné les états financiers audités du FIDA pour l'exercice 2022 ainsi que le rapport correspondant du commissaire aux comptes (GC 47/L.6), et a recommandé qu'ils soient soumis à l'approbation du Conseil des gouverneurs. Les principaux chiffres de l'exercice financier de 2023, présentés dans le document GC 47/INF.3, avaient été publiés pour information.

157. **Hernán ALVARADO** (Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal, FIDA), présentant les états financiers consolidés, a déclaré que l'opinion du commissaire aux comptes indiquait que lesdits états au 31 décembre 2022, qui figuraient en appendice au document GC 47/L.6, présentaient fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du Fonds pour l'année, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le commissaire aux comptes avait également établi une attestation indépendante relative à la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, confirmant ainsi la volonté du Fonds de se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière financière. Les états financiers consolidés avaient été examinés par le Comité d'audit à sa cent soixante-huitième réunion, puis approuvés par le Conseil d'administration à sa cent trente-huitième session.

**158. Le Conseil des gouverneurs a approuvé les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2022 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils étaient présentés dans les appendices A à L1 figurant dans le document GC 47/L.6; le rapport du commissaire aux comptes à ce sujet; et l'attestation du commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.**

MODIFICATION DU RÈGLEMENT FINANCIER DU FIDA (point 10 de l'ordre du jour)  
(GC 47/L.7)

159. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a dit que le Conseil d'administration, à sa cent trente-neuvième session tenue en septembre 2023, avait examiné les modifications qu'il était proposé d'apporter au Règlement financier du FIDA, telles qu'elles figuraient dans le document GC 47/L.7, et a recommandé qu'elles soient soumises à l'approbation du Conseil des gouverneurs, accompagnées du projet de résolution qui y était annexé.

160. **Katherine MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, FIDA), présentant les modifications proposées, a indiqué que les états financiers étaient pour l'heure examinés par le Comité d'audit, présentés au Conseil d'administration pour approbation et soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation en février de chaque année. Cela signifiait que les états financiers approuvés n'étaient disponibles qu'un an et deux mois après la clôture de chaque exercice financier. Compte tenu de l'évolution de l'architecture financière du FIDA, et pour garantir l'efficacité par une présentation des états financiers en temps opportun, conformément aux exigences des parties prenantes, notamment des prêteurs, des agences de notation et des organes directeurs eux-mêmes, il était proposé que le Conseil des gouverneurs délègue au Conseil d'administration le pouvoir d'approuver les états financiers consolidés du FIDA. Les états financiers demeureraient, dans tous les cas, soumis chaque année au Conseil des gouverneurs pour information. Une telle proposition impliquait de modifier le Règlement financier du FIDA, en particulier le

paragraphe 6 de l'article XII, comme indiqué dans le projet de résolution joint au document GC 47/L.7.

**161. Le Conseil des gouverneurs a approuvé la modification du Règlement financier du FIDA visant à déléguer au Conseil d'administration le pouvoir d'approuver les états financiers du Fonds, comme indiqué dans le document GC 47/L.7, et a adopté la résolution 236/XLVII relative à la modification du Règlement financier du FIDA.**

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2024, PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES POUR 2025-2026, BUDGET-PROGRAMME DE TRAVAIL AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2024 ET PLAN INDICATIF POUR 2025-2026 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA, ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTÉ, LE SAFFP ET LE MARE (point 11 de l'ordre du jour) (GC 47/L.8/Rev.1)

162. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs, attirant l'attention sur le document GC 47/L.8/Rev.1, a dit que le Conseil d'administration, à sa cent quarantième session tenue en décembre 2023, avait approuvé les programmes de travail du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) et avait examiné les budgets proposés pour ces deux entités. Il avait ensuite recommandé de soumettre ce document à l'approbation du Conseil des gouverneurs et de présenter audit Conseil, pour information, les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFFP) et le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).

163. **Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), présentant le programme de travail et les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2024, ainsi que les perspectives budgétaires pour 2025-2026, qui figuraient dans la première partie du document GC 47/L.8/Rev.1, a indiqué que le Conseil d'administration avait recommandé que, pour 2024, le Conseil des gouverneurs approuve un budget ordinaire de 183,41 millions d'USD et un budget d'investissement de 6,1 millions d'USD. Grâce à une définition minutieuse des priorités et à la réalisation de plus de 3 millions d'USD d'économies, la croissance réelle du budget avait été limitée à 1,7% par rapport à 2023, sans compromettre le mandat fondamental du FIDA. Les principaux facteurs du budget 2024 étaient l'engagement du Fonds en faveur d'une transformation inclusive et durable du monde rural et l'accent que la direction maintenait sur la décentralisation pour renforcer la présence du FIDA dans les pays et l'exécution des programmes.

164. En 2024, le FIDA prévoyait d'exécuter 36 nouveaux projets d'investissement et 16 propositions de financement additionnel, pour un total de 1,9 milliard d'USD. De nombreux projets avaient déjà été conçus et devaient être approuvés en 2024. Le nombre total de nouveaux projets et programmes et de propositions de financement additionnel au 31 décembre 2023, après la cent quarantième session du Conseil d'administration, était indiqué dans le document GC 47/L.8/Add.1. Toute évolution du nombre définitif d'approbations y serait reportée au fur et à mesure. Grâce au soutien indéfectible de ses États membres, le FIDA mettrait en place deux nouveaux bureaux régionaux en 2024, l'un dans la région Asie et Pacifique et l'autre dans la région Amérique latine et Caraïbes. Il adapterait la composition de son personnel pour assurer la pleine dotation des bureaux régionaux et des bureaux de pays nouveaux ou existants, la majorité des postes créés en 2024 étant situés sur le terrain.

165. Le FIDA restait déterminé à améliorer sans relâche son efficacité institutionnelle, tout en réalisant son ambition de ne laisser personne de côté. À cette fin, il mettait l'accent sur l'équité, l'efficacité et les capacités opérationnelles dans les environnements difficiles. Il s'employait déjà à améliorer concrètement ses pratiques de gestion des ressources pour obtenir des prévisions plus efficaces et plus claires, tout en optimisant les ressources et l'impact. En 2025 et 2026, le budget du FIDA

serait en phase avec les ambitions partagées concernant les opérations de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13).

166. **Indran NAIDOO** (Directeur d'IOE, FIDA), présentant la deuxième partie du document GC 47/L.8/Rev.1, a précisé que le budget-programme de travail d'IOE proposé pour 2024, tel qu'il y était décrit, tenait compte des pourparlers engagés en 2023 avec le Comité d'audit, le Comité de l'évaluation et le Conseil d'administration, et de leurs retours d'information, et était conforme à la stratégie pluriannuelle d'IOE approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2021.
167. En 2024, IOE prévoyait de lancer une évaluation au niveau de l'institution portant sur la performance institutionnelle et opérationnelle dans le cadre de FIDA11 et de FIDA12, devant s'achever en 2025; de mener à bien une évaluation thématique des interventions financées par le FIDA dans le domaine de la nutrition humaine; d'élaborer le Rapport annuel 2024 sur l'évaluation indépendante au FIDA, qui comprendrait une analyse du cofinancement et un examen des données d'évaluation concernant l'impact de la crise de la COVID-19 sur les projets financés par le FIDA; de terminer l'évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale; et d'entamer une nouvelle évaluation de la stratégie et des opérations du FIDA dans les petits États insulaires en développement. En plus de mener à bien des évaluations des stratégies et des programmes de pays en Argentine et en Türkiye, IOE effectuerait de nouvelles évaluations en Égypte, au Ghana, en République démocratique populaire lao, en République dominicaine et au Zimbabwe, entamerait des travaux préparatoires aux fins d'une nouvelle évaluation de la stratégie et du programme de pays dans l'État plurinational de Bolivie (la collecte des données étant prévue pour 2025), réaliserait des évaluations de la performance des projets à Cabo Verde, au Lesotho, au Monténégro et à Sri Lanka, et validerait tous les rapports d'achèvement de projet. IOE participerait en outre activement à l'appui aux capacités d'évaluation et aux échanges de connaissances, en collaboration avec la direction du FIDA et les réseaux existants, en représentant le Fonds dans les réseaux professionnels internationaux d'évaluation et en organisant l'atelier annuel du Groupe consultatif pour l'évaluation.
168. Le budget total d'IOE proposé pour 2024, soit 6,144 millions d'USD, avait augmenté de 173 000 USD en termes nominaux par rapport à 2023, mais restait inférieur aux budgets de 2010 et de 2019. Cette légère hausse reflétait l'ajustement de la dotation en personnel, requis par la mise en conformité des ressources d'IOE avec les exigences de sa stratégie pluriannuelle pour 2022-2027. Ce budget représentait 0,55% du programme de prêts et dons, bien en deçà du plafond de 0,90%.
169. **Une représentante des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, notant que des facteurs externes risquaient d'entraver la capacité du FIDA à exécuter ses programmes, a dit que la direction devrait s'employer à communiquer de manière active et transparente pendant la dernière année décisive couverte par FIDA12, durant laquelle le Fonds devrait redoubler d'efforts pour exécuter son programme de prêts et dons le plus élevé jamais réalisé dans un environnement externe complexe. Son pays était favorable au budget 2024 tel que présenté dans le document GC 47/L.8/Rev.1, et espérait que les engagements pris lors de la précédente reconstitution des ressources seraient bien respectés.
170. **Une représentante de la FRANCE** a ajouté qu'un environnement de plus en plus complexe, marqué par une inflation et une instabilité croissantes, mettait le FIDA et toutes les organisations internationales sous pression. Les efforts déployés pour proposer un budget réduit pour 2024 et pour maintenir le budget d'IOE inchangé en dépit d'un programme de travail ambitieux étaient donc louables. La dernière année couverte par FIDA12 serait cruciale si l'on voulait atteindre l'objectif consistant à doubler l'impact sur les petits exploitants agricoles d'ici à 2030. Le portefeuille de projets et programmes du FIDA devait faire écho à cette ambition sans peser trop lourdement sur les capacités administratives du Fonds.

**171. Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 237/XLVII relative au budget administratif comprenant le budget ordinaire et le budget d'investissement du FIDA et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2024.**

ÉLECTION DE MEMBRES ET DE MEMBRES SUPPLÉANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (point 12 de l'ordre du jour) (GC 47/L.9 et Add.1/Rev.1)

172. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs, en présentant ce point, a rappelé que le mandat des membres siégeant actuellement au Conseil d'administration expirait à la clôture de la présente session du Conseil des gouverneurs. L'annexe II de l'Accord portant création du FIDA disposait que 18 nouveaux membres et 18 nouveaux membres suppléants devaient être élus ou nommés: 8 membres et 8 membres suppléants de la Liste A, 4 membres et 4 membres suppléants de la Liste B, et 6 membres et 6 membres suppléants de la Liste C. Une liste des États membres à l'égard desquels il existait une provision comptable en vertu de l'article 40.1 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs avait été communiquée aux Gouverneurs.
173. **Claudia TEN HAVE** (Secrétaire du FIDA), attirant l'attention sur la composition du Conseil d'administration proposée par les Coordonnateurs des trois listes figurant dans le document GC 47/L.9/Add.1/Rev.1, a indiqué que, pour la Liste A, les pays choisis comme membres étaient le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume des Pays-Bas, la Norvège et les États-Unis d'Amérique. Leurs membres suppléants retenus étaient respectivement la Finlande, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, le Danemark, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et l'Espagne. La Norvège et la Suède occupaient la fonction de membre et de suppléant à tour de rôle, tous les trois ans, de sorte que la Norvège serait membre et la Suède membre suppléant jusqu'à la fin du présent mandat. Le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni, quant à eux, alternaient tous les deux ans. Le Royaume des Pays-Bas serait donc membre et le Royaume-Uni suppléant à partir de 2024 et jusqu'à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs, après quoi ils alterneraient.
174. Concernant la Liste B, les pays ci-après avaient été choisis comme membres: Koweït, Nigéria, Arabie saoudite et République bolivarienne du Venezuela; et les suivants comme leurs membres suppléants respectifs: Émirats arabes unis, Qatar, Indonésie et Algérie.
175. S'agissant des trois sous-listes de la Liste C, les pays ci-après avaient été retenus comme membres issus de la Sous-Liste C1 (Afrique): pour 2024 et jusqu'au 30 juin 2025, l'Égypte serait membre et l'Angola membre suppléant; du 1<sup>er</sup> juillet 2025 jusqu'à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs en 2027, l'Angola serait membre et l'Égypte membre suppléant; le Cameroun serait membre au cours du mandat de trois ans, ses membres suppléants étant la République-Unie de Tanzanie pour 2024 et jusqu'au 30 juin 2025, et l'Érythrée du 1<sup>er</sup> juillet 2025 jusqu'à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs. La Chine et l'Inde avaient été choisies comme membres issus de la Sous-Liste C2 (Europe, Asie et Pacifique), le Pakistan et la République de Corée étant leurs membres suppléants respectifs. En ce qui concernait la Sous-Liste C3 (Amérique latine et Caraïbes), le Brésil et le Mexique avaient été choisis comme membres, et l'Argentine et le Pérou comme leurs membres suppléants respectifs.
176. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs, constatant qu'il n'y avait pas d'objection, a déclaré les membres et membres suppléants élus à leurs positions respectives au sein du Conseil d'administration, comme indiqué dans le document GC 47/L.9/Add.1/Rev.1.
- 177. La séance a été suspendue de 10 h 45 à 11 h 10 pour que les Gouverneurs puissent se rendre à la Table ronde des Gouverneurs.**

TABLE RONDE DES GOUVERNEURS – L'INNOVATION AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN

178. **Jyotsna PURI** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA), s'exprimant en sa qualité de modératrice de la table ronde et illustrant ses propos par un diaporama, a déclaré que FIDA13 permettait de fixer les grandes lignes de l'action du Fonds à court terme. Cela dit, dans un monde en constante évolution, il importait également d'amplifier le rôle de chef de file du FIDA dans les domaines du développement rural et de la sécurité alimentaire et de réfléchir aux orientations à adopter à moyen et à long terme. L'objectif de la table ronde était donc, d'une part, d'aborder la manière dont le prochain cadre stratégique du FIDA pourrait renforcer un tel rôle au cours d'une période donnée, plus précisément entre 2025 et 2031, où de nombreux changements géopolitiques et économiques étaient à prévoir dans le monde, et, d'autre part, d'examiner la façon de préparer le FIDA pour l'avenir.
179. Ces pourparlers s'appuieraient sur un exposé des principales tendances mondiales susceptibles d'avoir un impact sur les populations rurales. Le FIDA admettait également qu'il avait un rôle à jouer dans le plaidoyer en faveur des ruraux et qu'il devait s'assurer que les systèmes nationaux et internationaux fonctionnent de manière à offrir un avenir souhaitable aux populations rurales. Le Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 s'appuierait sur une analyse et un tour d'horizon prospectifs, et tiendrait compte des nouveaux risques et possibilités en matière de développement rural. Le monde était déjà exposé à un risque accru de chocs et de crises. Il avait aussi pris du retard dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans le domaine de l'égalité, l'indice de Gini s'élevant par exemple à 66 et tendant vers un plateau. En outre, les changements climatiques s'aggravaient, et le fait que les ressources consacrées à l'atténuation et à l'adaptation aient diminué par rapport à l'ensemble des ressources, bien qu'elles aient augmenté en termes réels, posait un problème considérable dans les zones rurales et pour les personnes dont l'emploi et le revenu dépendaient des systèmes agricoles et alimentaires.
180. L'instabilité géopolitique et l'évolution rapide des structures économiques et commerciales étaient désormais monnaie courante. Face aux barrières tarifaires ou non tarifaires, à des normes plus strictes et à une plus grande demande de qualité, les populations rurales auprès desquelles œuvrait le FIDA peinaient de plus en plus à répondre aux exigences. Que pourrait faire le FIDA pour aider les pays confrontés à ces difficultés à aller de l'avant? En parallèle, il convenait de renforcer le programme relatif aux systèmes alimentaires, car les progrès au niveau mondial et la hausse des revenus dépendaient largement des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire. Comment le système international pourrait-il répondre à l'aggravation de la famine et de la dénutrition, d'une part, et à la hausse des taux d'obésité, d'autre part? Les marchés pourraient-ils effectivement contribuer à l'élaboration de modèles de sécurité alimentaire à l'avenir? Enfin, les progrès technologiques avaient un impact majeur sur la vie quotidienne. Pour sa part, le FIDA s'employait à intégrer la technologie de la chaîne de blocs dans ses investissements sur le terrain afin d'obtenir des données véritablement anonymes, tout en garantissant l'application de normes de production sur les marchés au profit d'un développement beaucoup plus local. En bref, les tendances mondiales et régionales orienteraient l'avenir du développement rural.
181. La modératrice a invité Jim Woodhill, coresponsable de l'initiative Foresight4Food, consultant auprès du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA et consultant principal auprès de l'Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford, à présenter quelques-unes des incertitudes et des tendances qui ressortaient des données et orienteraient le développement rural à l'horizon 2030 et 2050.

182. **Jim WOODHILL** (initiative Foresight4Food), illustrant ses propos par un diaporama, a indiqué que le monde connaîtrait encore de grands bouleversements démographiques. En 2050, au terme d'un renversement presque complet de la dynamique entre zones rurales et zones urbaines qui avait cours à la création du FIDA, 68% de la population mondiale habiterait en ville. Cela dit, plus de 3 milliards de personnes vivraient en milieu rural. Dans la majeure partie du monde, le nombre de ruraux ne diminuerait que légèrement, tandis qu'en Afrique il continuerait d'augmenter après 2050. La pauvreté et les inégalités devraient rester concentrées dans les zones rurales, au détriment des femmes et des jeunes filles en particulier.
183. Les efforts déployés pour réduire l'extrême pauvreté avaient été relativement fructueux et les taux en la matière continueraient à baisser, même si les progrès risquaient d'être fortement entravés par des événements perturbateurs. Néanmoins, de nombreuses personnes dans le monde vivaient encore avec un revenu à peine supérieur au seuil d'extrême pauvreté et étaient touchées de manière disproportionnée par les vulnérabilités et les conflits et, parmi elles, 8 sur 10 vivaient encore en milieu rural – une situation qui devrait perdurer.
184. Le nombre de jeunes ruraux resterait très élevé en Asie et augmenterait considérablement en Afrique, où il doublerait presque au cours des 20 ou 30 prochaines années. En Amérique latine, dans les Caraïbes et en Océanie, de nombreux jeunes ruraux recherchaient des emplois décents. La création de tels emplois dans le secteur agricole et alimentaire et la stimulation d'un développement économique rural à plus grande échelle seraient donc essentielles pour lutter contre la pauvreté et assurer la stabilité dans toutes les régions. Il serait en outre particulièrement important de faire en sorte que les jeunes femmes jouissent de l'égalité des chances en matière d'emploi dans le secteur agricole et alimentaire et dans d'autres secteurs des zones rurales.
185. On comprenait pourquoi les États membres avaient fermement soutenu l'accent mis sur la résilience dans le cadre de FIDA13. Les changements climatiques en cours devraient se traduire par un réchauffement de 2 °C qui multiplierait par deux et demi le nombre de sécheresses et entraînerait une baisse potentielle de 13% des rendements agricoles. En raison de la crise liée à la COVID-19, les revenus de quelque 1,6 milliard de personnes avaient chuté d'environ 60% et on estimait actuellement à 2 milliards le nombre de personnes vivant dans des zones fragiles ou touchées par un conflit. Selon la Banque mondiale, compte tenu de certains scénarios climatiques extrêmes, ces difficultés pourraient entraîner le déplacement de 100 millions de personnes supplémentaires.
186. Un autre pilier important de FIDA13 était le climat. On savait que le secteur agroalimentaire contribuait énormément aux émissions de gaz à effet de serre et que, selon les trajectoires actuelles d'évolution des régimes alimentaires, cette tendance allait s'accroître. En parallèle, le passage à une économie verte offrait des possibilités d'emploi sans précédent. La grande question était donc de savoir comment obtenir un résultat gagnant-gagnant grâce à l'instauration d'un secteur agricole plus stable et plus résilient aux changements climatiques, tout en résolvant des problèmes qui se posaient à l'échelle mondiale. L'insécurité alimentaire s'aggravait et le nombre de personnes souffrant de la faim avait considérablement augmenté ces dernières années. On estimait en outre que, d'ici à 2035, environ 51% de la population mondiale serait obèse ou en surpoids, ce qui représenterait un coût d'environ 3% pour l'économie mondiale, soit autant que la pandémie de COVID-19. Si ce scénario se concrétisait, cela compromettrait évidemment le potentiel d'investissement en milieu rural, notamment dans les infrastructures, le développement durable ou la protection sociale.
187. Autre tendance, les investissements dans les technologies d'avant-garde – intelligence artificielle, biotechnologie, chaîne de blocs, robotique, drones – allaient très probablement monter en flèche pour atteindre jusqu'à 9 500 milliards d'USD d'ici



à 2039. Ces technologies risquaient certes de réduire considérablement l'emploi dans le secteur agricole, mais elles pourraient aussi créer de formidables moyens d'existence si elles étaient accessibles dans des conditions équitables et assorties de droits de propriété intellectuelle justes, si des financements étaient alloués pour permettre aux petits producteurs et entrepreneurs d'y accéder et d'apprendre à les utiliser, et si des mesures étaient prises afin que le monde rural soit suffisamment connecté pour en tirer véritablement profit.

188. La question du financement devait également être prise en compte. Si l'endettement devenait une véritable difficulté en milieu rural dans les prochaines années, il serait crucial de recourir à d'autres formes de financement. Ces dernières années, le fardeau de la dette des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire avait considérablement augmenté, atteignant jusqu'à 70% du revenu national brut. Les financements climatiques étaient potentiellement une bonne solution, mais les zones rurales n'en recevaient que 3 ou 4% et les petits exploitants moins de 1%. Ces financements s'élevaient actuellement à 650 milliards d'USD, soit à peu près l'équivalent des envois de fonds – dont environ 50% allaient aux zones rurales.
189. Les marchés agroalimentaires avaient connu une croissance remarquable sous l'impulsion d'entreprises de toutes sortes et de toutes tailles. Les multinationales de la restauration, par exemple, avaient vu leurs ventes augmenter de 30% d'une année sur l'autre entre 2008 et 2018. Il était clairement essentiel, dans le cadre du programme de FIDA13, de savoir ce qui se passait dans ce secteur afin que les zones rurales puissent en tirer parti plus équitablement. En effet, alors que le secteur privé progressait sans aucun doute à grands pas dans la résolution des problèmes de durabilité et d'équité en milieu rural, une étude récente portant sur 350 grandes entreprises agroalimentaires mondiales révélait que seule la moitié d'entre elles prenaient réellement en compte les facteurs de durabilité, 46% ne faisaient rien et seulement 8% s'étaient fixé des cibles claires en la matière.
190. La création d'un environnement commercial viable et compétitif au profit des petites et moyennes entreprises serait évidemment une priorité pour le FIDA et toute autre organisation intéressée par les possibilités offertes en milieu rural. Il serait tout aussi essentiel de réduire les risques associés à ces possibilités et d'encourager le secteur privé à jouer un rôle dans les filières durables, les activités liées au climat en milieu rural et l'instauration d'un environnement viable et compétitif au profit des petites et moyennes entreprises.
191. **La MODÉRATRICE** a dit qu'une grande variété de scénarios pouvait être envisagée compte tenu des tendances qui ressortaient des données décrites par M. Woodhill. On pourrait par exemple assister à une redynamisation soudaine et importante des zones et territoires ruraux dans certaines régions du monde où le rôle clé joué par le monde rural dans la régulation du climat, la fourniture d'aliments sains et la prévention du surpeuplement urbain était de plus en plus largement reconnu. On pourrait également assister à l'émergence de sociétés technologiques fortement urbanisées, dont les réponses techniques aux changements climatiques, aux conflits et à la densité de population évolueraient rapidement. Enfin, on pourrait évoluer vers un monde divisé, où les populations rurales seraient laissées pour compte sur fond de sociétés profondément inégalitaires, ou vers un monde en crise et en conflit permanents. En réalité, il se pourrait que tous ces scénarios se combinent.
192. L'idée était donc d'essayer d'imaginer ce qu'une simplification stylisée de ces scénarios possibles pourrait signifier du point de vue des futures orientations stratégiques du FIDA. Quelles étaient les principales conséquences pour le FIDA des nouvelles tendances observées? Comment le FIDA, en tant que chef de file dans le domaine du développement rural, pourrait-il être proactif et faire évoluer les systèmes vers un avenir plus souhaitable pour les populations rurales?
193. **Son Excellence Haifa AISSAMI MADAH** (République bolivarienne du Venezuela), réagissant à ces propos en sa qualité d'ancienne membre du Bureau, a dit que, selon

elle, l'objectif de la table ronde était de tirer parti du diagnostic présenté dans le diaporama pour élaborer une feuille de route destinée à résoudre les problèmes communs à tous les États membres. Il était donc essentiel d'instaurer un dialogue ouvert et sincère, tenant compte de toutes les opinions et préoccupations, pour que le FIDA puisse élaborer une stratégie qui aille au-delà de 2031 et dans laquelle tous les États membres auraient un rôle à jouer. Outre les nombreux éléments déjà mentionnés, les pays en développement, dont le sien faisait partie, redoutaient le sentiment d'intimidation face à l'innovation et à la technologie, qui progressaient très vite. L'intelligence artificielle et les nouveaux outils créés n'étaient pas seulement intimidants, mais ouvraient aussi la voie à un monde de plus en plus inconnu. Quelles conséquences ces nouveaux outils auraient-ils sur le terrain dans les pays en développement? La technologie aiderait-elle ces pays à lutter contre l'insécurité alimentaire ou resterait-elle hors de portée de ceux qui n'auraient pas les moyens de se l'offrir? Devenirait-elle un facteur d'exclusion qui creuserait le fossé entre zones rurales et zones urbaines?

194. De l'avis général, les nouvelles technologies devaient être mises au service des régions pauvres du monde, en particulier des zones rurales, qui étaient au cœur de l'action du FIDA. Par ailleurs, il fallait faire preuve de pragmatisme, les technologies coûteuses ne devant pas uniquement servir à ceux qui pouvaient se les offrir, et de créativité, ce qui impliquait d'utiliser les technologies de manière inventive afin d'inclure les populations rurales.
195. **Son Excellence Céline JURGENSEN** (France), réagissant également en tant qu'ancienne membre du Bureau, a affirmé que le diagnostic des difficultés rencontrées par le FIDA, qui étaient interconnectées, montrait qu'il n'y avait pas de solution miracle. La dimension prospective du débat était particulièrement appréciée, compte tenu du fait que le FIDA devait relever des défis à la fois actuels et futurs. Pour accomplir sa mission consistant à nourrir la planète sans la détruire, aujourd'hui et demain, le FIDA devrait bien sûr innover. En vertu de son mandat visant à soutenir les populations rurales les plus pauvres, il avait un rôle crucial à jouer en innovant lui-même et en promouvant les innovations par ailleurs.
196. Partie essentielle et indéniable de la solution, l'innovation technologique devrait également être mise au service d'un développement durable, équitable et juste. Les États membres ne devraient pas avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la lutte contre les changements climatiques ou l'insécurité alimentaire. Les tenants et aboutissants des dernières avancées technologiques n'étaient pas toujours très clairs pour les non-spécialistes, mais l'important était de prendre en compte toutes les formes d'innovation.
197. L'innovation, qui reposait avant tout sur la capacité à se remettre en question, prenait différentes formes: innovation organisationnelle, sociale et financière, innovation dans les partenariats et innovation dans les programmes de repas scolaires. L'agroécologie, que certains semblaient considérer comme un retour au Moyen Âge, était en fait une manière d'innover au service de la transition inévitable vers des systèmes alimentaires plus durables et plus résilients. Grâce à son approche systémique, le FIDA pourrait certainement contribuer à la transformation en profondeur des systèmes alimentaires requise par l'Accord de Paris de 2015, et résoudre l'équation très complexe, mais aussi ambitieuse, consistant à transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture tout en préservant la durabilité sur le plan environnemental, économique, social et sanitaire.
198. Pour innover et répondre aux besoins des populations rurales, le FIDA devait être à l'écoute de toutes les parties prenantes, y compris les centres de recherche scientifique et le secteur privé. Un partenariat intéressant et innovant auquel le FIDA avait participé – la coalition des banques de développement agricole – avait montré que le Fonds était une organisation innovante et très performante. Dans les années à venir, le FIDA devait impérativement tirer parti de FIDA13 pour optimiser le système

en adoptant des approches innovantes lui permettant d'approfondir son impact à long terme.

199. L'innovation était avant tout une alliance entre imagination, recherche et action – mais aussi courage. Elle impliquait de remettre en question un statu quo parfois confortable. Il fallait de l'audace pour innover et être inventif, la créativité étant cruciale.
200. **Un représentant du CAMEROUN**, poursuivant la réflexion et notant les plans de FIDA13 concernant les nouveaux mécanismes de financement en faveur de l'adaptation de l'agriculture, a dit que l'accent devait être mis sur le mandat du FIDA, qui était de répondre en priorité aux besoins des petits exploitants et des populations rurales. Les fonds mobilisés à l'aide de mécanismes de financement innovants devaient parvenir aux petits exploitants et aux producteurs, contribuer à réduire la fracture sociale entre les ruraux et les autres populations, et favoriser la création de richesses en milieu rural. Les groupes de jeunes et de femmes ciblés par le FIDA rencontraient deux difficultés: l'accès à la terre et l'absence de garantie pour les prêts. Par conséquent, ils étaient souvent dans l'impossibilité d'obtenir un crédit. Le FIDA, en sa qualité d'institution de financement du développement rural, devrait trouver des solutions innovantes pour garantir que les fonds atteignent la population cible et l'aident à surmonter sa réticence envers les crédits en l'absence de garantie. En jouant un rôle moteur à cet égard, le Fonds pourrait véritablement financer le monde rural, réduire la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire des populations rurales.
201. **Un représentant du KOWEÏT** a indiqué que son pays approuvait les engagements politiques et les domaines d'action convenus par consensus figurant dans le Rapport sur FIDA13. Comme en ont convenu l'Initiative de Bridgetown, le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, le Groupe de la Banque mondiale et le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la nouvelle donne mondiale exigeait une réforme de l'ensemble du secteur du financement du développement au niveau mondial. Le FIDA devait donc mettre en place de nouvelles méthodes de travail et tirer parti des possibilités qui se présenteraient pour concrétiser ses ambitions et ses attentes au-delà de 2030.
202. Le FIDA devait développer ses domaines d'innovation en tenant compte des tendances et des enjeux qui se dessinaient, de façon à renforcer l'accent mis sur les facteurs de fragilité, à mobiliser davantage de financements en faveur de l'action climatique et de la biodiversité, et à accroître la collaboration du secteur privé en milieu rural. Grâce à un accès équitable à la connectivité et aux technologies d'avant-garde telles que l'intelligence artificielle et l'Internet des objets, on pourrait augmenter les revenus des petits exploitants, offrir des possibilités d'investissement dans des technologies agroalimentaires pionnières et créer d'autres moyens d'existence au profit des jeunes ruraux. En outre, il fallait mettre en place des mécanismes de financement innovants, fiables et équitables pour renforcer les marchés intérieurs au profit des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises, et améliorer ainsi l'emploi, les revenus et les services dans les zones rurales.
203. Saluant le fait que le FIDA ait réévalué son approche et ses processus à la lumière de l'évolution du paysage, le Koweït exhortait les États membres à faire en sorte que le FIDA ait suffisamment de fonds pour pouvoir intervenir efficacement dans le contexte mondial actuel.
204. **Un représentant de la SUISSE**, soulignant le caractère officieux de ses observations, qui ne visaient qu'à alimenter la réflexion, a remarqué que le diaporama faisait l'impasse sur les tendances en matière de croissance démographique. À la fin du siècle, par exemple, 40% de la population mondiale vivrait en Afrique. Ces chiffres l'avaient amené à se demander si l'on se posait les bonnes questions sur la façon d'investir, les lieux où investir et les priorités.

205. À la précédente manifestation parallèle intitulée « FIDA, G7 et G20: un partenariat au service d'une transformation rurale durable », les États membres avaient parlé des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales – dont le FIDA faisait partie –, évoquant la nécessité pour elles de devenir plus grandes, plus courageuses et plus performantes. Cela dit, il faudrait aussi qu'elles soient mieux coordonnées. En effet, la coordination devrait être un pilier de l'ensemble du système financier international, des systèmes des Nations Unies pour le développement et l'aide humanitaire, et du système multilatéral en général. Elle devrait également être de mise dans les systèmes nationaux.
206. S'agissant des marchés, la question ne se résumait pas à une opposition entre mondialisation et localisation, mais portait plutôt sur l'existence d'un cadre de politique économique applicable tant aux marchés mondiaux que locaux, et assorti d'un système d'incitations et de dissuasion. L'objectif était de parvenir à une nutrition adéquate et accessible à tous, où que l'on soit, ce qui supposait d'instaurer des systèmes alimentaires durables tenant compte de l'agroécologie, des enjeux nutritionnels, de la durabilité et de la santé dans le cadre d'une approche globale. Cet objectif ne saurait toutefois être atteint sans une transposition à plus grande échelle des investissements du secteur privé. En effet, l'économie privée permettait d'« externaliser » les risques pesant sur les plus pauvres, qui ne pourraient être atténués sans une réorientation vers des investissements résolus à tous les niveaux.
207. **Un représentant du CANADA**, se félicitant que des considérations prospectives viennent nourrir la réflexion du Conseil des gouverneurs, a indiqué que, pour parvenir à la sécurité alimentaire tout en garantissant un avenir à faibles émissions, il serait primordial de préserver la confiance des communautés auprès desquelles le FIDA intervenait. À cet égard, la gouvernance et l'intégrité des données seraient des critères importants dans le choix des innovations à mettre en œuvre. En outre, le FIDA s'appuyant de plus en plus sur des outils et des modèles prédictifs pour prendre ses décisions, la qualité et la crédibilité des données permettraient de déterminer si les solutions retenues combleraient les lacunes ou aggraveraient les inégalités.
208. À ce titre, le FIDA devrait favoriser les études de marché étayées par des données fiables et accessibles, afin que les agriculteurs puissent prendre des décisions judicieuses concernant la demande locale et encourager les échanges de façon à gagner en productivité. Deuxièmement, il convenait d'innover pour combler d'importantes lacunes dans les données, notamment sur le genre et les petites exploitations familiales. Troisièmement, il fallait renforcer la collaboration entre les organisations et les entités pour mieux harmoniser les données. Ces trois suggestions présentaient néanmoins un risque secondaire lié à la protection des données et à la responsabilité mutuelle.
209. **La MODÉRATRICE**, consciente des inquiétudes concernant l'utilisation des nouvelles technologies et de la nécessité de les utiliser de manière inclusive, a dit qu'il était en effet important d'avoir le courage de rompre avec le statu quo. En explorant les innovations possibles dans des domaines tels que l'agroécologie, la santé et le financement au service du renforcement des capacités et de la résilience du monde rural, le FIDA devait rester attentif aux questions d'inclusion, d'accès et de qualité dans le cadre des interventions menées au profit des populations rurales, et en particulier des femmes.
210. Concernant la révolution que constituait l'intelligence artificielle, la gouvernance et l'intégrité des données seraient indispensables pour éliminer les biais, les lacunes et les inégalités en la matière.
211. **Un représentant de l'ARGENTINE** a indiqué qu'il était difficile d'établir si les causes sous-jacentes des crises actuelles étaient circonstancielles ou structurelles. Dans les pays en développement, toutefois, le sous-développement, les inégalités et l'extrême pauvreté étaient incontestablement d'ordre structurel. À l'approche de 2030, il fallait trouver un ensemble de solutions innovantes pour accélérer la lente

progression vers la réalisation des objectifs de développement durable. Les pays les plus vulnérables devraient avoir toutes les options en main pour déterminer les solutions les mieux adaptées à leurs besoins en matière de développement. Il faudrait également investir dans les infrastructures et le renforcement des capacités en matière de connectivité pour permettre aux populations rurales d'utiliser les nouvelles technologies et de décoder les données pertinentes. À cet égard, l'intelligence artificielle risquait de creuser les inégalités et d'aggraver le problème structurel.

212. Même si tous les problèmes abordés relevaient du mandat du FIDA, ce dernier ne pouvait pas les résoudre seul. Il devait donc établir des alliances stratégiques avec des organisations locales et régionales et avec des partenaires traditionnels, tout en renforçant ses liens avec le secteur privé et les institutions financières.
213. **Un représentant de l'UGANDA** a dit que le premier diaporama avait mis en évidence les chocs et les problèmes sans que l'on sache comment y répondre, ni quelles devraient être les priorités. Concernant le deuxième diaporama, l'augmentation prévue de l'extrême pauvreté en Afrique d'ici à 2050 jetait le doute sur l'efficacité des interventions actuelles du FIDA, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organismes.
214. Les inquiétudes exprimées au sujet des priorités étaient justifiées et remettaient en question le bien-fondé de l'accent mis sur l'intelligence artificielle dans les pays en développement. L'accent devrait plutôt être mis sur le remplacement des outils de production rudimentaires et sur le recours à la science si l'on voulait gagner en efficacité et garantir la viabilité alimentaire au niveau national et mondial. Le FIDA et ses États membres devraient donc procéder à un examen critique de leurs priorités dans chaque domaine afin de promouvoir la transformation de l'agriculture et de garantir la sécurité alimentaire de demain.
215. **Un représentant de la NORVÈGE** a dit que le FIDA devrait continuer à renforcer sa collaboration avec le secteur privé. En outre, il convenait de développer et d'étendre les filières et les marchés locaux afin d'exploiter le potentiel de souveraineté alimentaire, de créer des emplois locaux, d'attirer des investissements privés et de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables.
216. Le Fonds pourrait également examiner les possibilités de renforcer l'alimentation scolaire – qui profitait à long terme aux communautés et aux filières alimentaires locales –, et renforcer l'accent mis sur l'aquaculture à petite échelle afin que les populations rurales aient une alimentation suffisante, sûre et nutritive.
217. Les petits exploitants agricoles devraient être approvisionnés en semences et en engrais et avoir accès à des plateformes de données libres et interactives concernant la santé des sols. À cet égard, le FIDA devrait réfléchir aux moyens d'aider les pays subsahariens à mener le suivi du plan d'action qui serait adopté à l'issue du Sommet africain sur les engrais et la santé des sols en mai 2024. Enfin, le Fonds devrait encore s'efforcer d'accroître les financements climatiques en faveur d'un développement agricole durable, et mettre davantage l'accent sur l'avancement des agricultrices en veillant à ce qu'elles puissent accéder aux ressources naturelles et les contrôler sur un pied d'égalité.
218. **Un représentant de l'INDE** a déclaré que les tendances mises en évidence avaient des répercussions importantes très claires sur le FIDA. Il importait de savoir comment le Fonds pouvait faire évoluer le système pour mieux s'acquitter de son mandat. Le FIDA devrait mettre l'accent sur un développement agricole fondé sur les données pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et devrait examiner le recours à des instruments et des structures de financement innovants, ainsi qu'à la restructuration financière.
219. Il était également essentiel de garantir un accès équitable à la technologie en facilitant le transfert de technologies et en lançant une concertation sur les politiques



FIDA devait donc œuvrer dans ce domaine afin de libérer tout le potentiel des zones rurales.

224. **Un représentant du MEXIQUE**, jugeant le concept actuel de « rural » dépassé, a dit que le Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 devait contenir une définition claire de la ruralité et de sa dynamique démographique. Pour rester dans la course, le FIDA devait également créer un nouveau paradigme d'action à l'intention des pays à revenu intermédiaire, qui regroupaient la majorité de la population mondiale et des pauvres de la planète. En outre, il fallait rendre les gouvernements responsables de la mise à disposition de fonds suffisants pour assurer le succès et la durabilité des projets du FIDA. Enfin, bien que l'innovation soit importante pour la liberté et la démocratie, rompre avec le statu quo pouvait être risqué.
225. **Une représentante de la GUINÉE-BISSAU** a déclaré que le manque d'accès à la terre, aux financements, aux infrastructures, à la formation et à l'enseignement empêchait la population rurale de son pays de tirer profit des innovations technologiques. Le nouveau Cadre stratégique du Fonds devait donc prévoir un ensemble de solutions adaptées et accessibles aux populations rurales, en particulier aux femmes et aux jeunes filles.
226. **Un représentant de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** a dit que l'innovation technologique au service de la transformation était essentielle au renforcement de la résilience et au développement durable. Face aux problèmes climatiques, il convenait de donner la priorité aux chaînes importantes et de mettre l'accent sur les territoires. Il fallait que les innovations financières soient inclusives et permettent de dégager des ressources adéquates à l'appui d'innovations dans d'autres domaines, la gestion des risques devant faire l'objet d'une attention particulière.
227. Le FIDA devrait également mettre l'accent sur l'innovation institutionnelle aux niveaux national et international en promouvant des approches impliquant l'ensemble des pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, de façon à garantir la portée générale des interventions. Enfin, il était essentiel de disposer de données plus nombreuses et de meilleure qualité pour élaborer de bonnes politiques.
228. **Un représentant du BURUNDI**, remerciant le FIDA et ses équipes pour leur action en faveur de la transformation au niveau rural, a indiqué que son pays considérait le Fonds comme son principal partenaire dans le cadre des projets menés sur le terrain, et qu'il allait donc doubler sa contribution à FIDA13.
229. Concernant l'innovation, le premier enjeu majeur était celui de l'eau et de l'irrigation. La sécurité alimentaire passait par une bonne gestion des intrants agricoles, en particulier l'eau, les engrais, les semences et les pesticides organiques. Le deuxième enjeu concernait la protection du patrimoine foncier, seule ressource qui resterait intacte dans les prochaines années. Le troisième enjeu avait trait au secteur privé. À ce propos, l'accent mis par le FIDA sur le renforcement de la coopération supposait l'instauration d'un climat favorable, ce qui impliquait d'éliminer tous les risques et obstacles à cet égard. Il faudrait également faciliter l'accès aux financements, par exemple en créant un fonds de garantie ou en proposant des garanties pour les prêts ou les assurances. Le FIDA devrait se concentrer sur ces priorités dans le cadre de ses prochaines activités.
230. **Un représentant de la GAMBIE** a affirmé que l'innovation devrait être axée sur le développement rural, notamment les infrastructures et l'avancement des femmes au moyen de l'accès à la terre et aux capitaux, dont on ne saurait se passer pour réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À cet égard, les approches propres à chaque pays et les solutions sur mesure étaient déterminantes. Le FIDA devrait considérer l'agriculture dans un contexte plus large, allant des infrastructures à l'accès aux marchés. Compte tenu du vieillissement de la plupart des agriculteurs et du manque d'attrait des jeunes pour les lourdes tâches agricoles, le FIDA devrait également aider les pays à aller de l'avant grâce à la mécanisation.

231. La Gambie était exposée à des intrusions salines, à des sécheresses et à des infestations parasitaires, autant de domaines auxquels le FIDA devrait s'intéresser à l'avenir. Le Fonds devrait également se pencher plus attentivement sur le développement accéléré des semences à haut rendement, l'agriculture climato-compatible et les mesures d'atténuation de l'insécurité alimentaire, telles que l'approche régionale adoptée en Afrique de l'Ouest en matière d'entreposage de denrées alimentaires. Le FIDA devrait en outre chercher à combler le fossé technologique important qui séparait les pays du Nord et du Sud et les zones urbaines et rurales. Enfin, il devrait soutenir la formulation des politiques, en particulier des politiques foncières. Dans de nombreuses régions, les producteurs étaient des femmes, mais celles-ci n'avaient pas accès à la terre, d'où l'importance des politiques foncières.
232. **Une représentante des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** a indiqué qu'en octobre 2022, son pays avait lancé une initiative visant à mieux préparer les banques multilatérales de développement à faire face aux enjeux mondiaux, notamment les changements climatiques, les conflits et la fragilité, et les pandémies. Si la nouvelle stratégie du FIDA était bien alignée sur cette initiative, elle pourrait encore être améliorée dans certains domaines, à commencer par les questions climatiques. Dans la plupart des pays où le FIDA intervenait, ces questions concernaient principalement l'eau, qui était soit trop abondante, soit insuffisante, et souvent au mauvais moment et au mauvais endroit. Il était essentiel d'aider les communautés rurales et les agriculteurs à devenir résilients à ces changements. Face aux multiples formes de la fragilité, l'apport d'un appui aux communautés locales et rurales touchées exigeait de la souplesse. Quant à la mobilisation de capitaux privés, il était admis que l'aide au développement seule ne suffirait jamais à atteindre les objectifs de développement durable, et qu'il fallait mobiliser des capitaux privés pour relever un tel défi. Le FIDA était bien placé dans l'écosystème financier pour favoriser une plus grande participation du secteur privé et un financement à grande échelle en faveur des communautés rurales, de l'agriculture et des chaînes alimentaires. Enfin, il avait un rôle important à jouer dans la mise en place de partenariats solides et innovants destinés à renforcer la résilience climatique dans les situations de fragilité.
233. **Un représentant du SÉNÉGAL**, relevant les différentes façons de comprendre l'innovation et ses différents niveaux, a dit qu'il était primordial de faire en sorte que les populations rurales gagnent plus qu'elles ne perdent grâce aux innovations. Un deuxième aspect essentiel était d'assurer que les innovations contribuent à ce que les populations rurales innovent par elles-mêmes et pour elles-mêmes, au lieu d'être imposées ou importées.
234. **Un représentant du ROYAUME DES PAYS-BAS** a indiqué que le Cadre stratégique devait inclure une définition de l'innovation afin d'en clarifier le sens, notamment dans le cadre du FIDA. Comme cela avait été dit, l'innovation était un moyen de parvenir à une fin, ce qui devrait être pris en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une innovation. Le deuxième enjeu lié à l'innovation était le facteur humain. Il était essentiel d'impliquer les personnes, surtout les bénéficiaires, en mettant l'accent sur l'autonomisation des acteurs locaux. Troisièmement, il convenait d'étudier les moyens d'élaborer des principes propres à chaque pays en matière d'intelligence artificielle responsable.
235. Concernant la collaboration multipartite, il convenait de rappeler les travaux entrepris par les autres organismes ayant leur siège à Rome, en particulier l'Accélérateur d'innovations du Programme alimentaire mondial et la Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation, ainsi que les travaux du Centre commun de recherche de la Commission européenne. Pour cerner les différents aspects de l'innovation financière, on pouvait également revenir sur les observations formulées par la Reine du Royaume des Pays-Bas à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs.



236. **Une représentante du GUATEMALA** a dit que le FIDA était une institution financière internationale unique en son genre, spécialement chargée de favoriser le développement des zones rurales les plus pauvres que d'autres organisations ne pouvaient atteindre. En fixant des objectifs mesurables et en quantifiant les enjeux liés aux peuples autochtones, aux personnes handicapées, aux femmes et aux jeunes, le FIDA couvrait un large éventail de domaines, notamment la nutrition, la technologie, le développement numérique et les changements climatiques. Bien que toutes ces questions soient importantes et présentent un intérêt particulier dans les programmes mondiaux et multilatéraux, il faudrait veiller à ce qu'elles soient véritablement incluses dans les plans et projets du FIDA. Il convenait d'écouter attentivement les groupes cibles et de collaborer étroitement avec les communautés et les pouvoirs publics pour assurer que les projets aient un impact réel et profitent véritablement aux populations cibles.
237. **Un représentant du MALI** a affirmé que le concept d'innovation était clair dans le contexte actuel et constituait une priorité importante pour le FIDA. Il fallait cependant mettre l'accent sur certains aspects, en particulier les données solides et fiables sans lesquelles il serait impossible d'innover. Le FIDA devait veiller, dans chacun de ses domaines prioritaires (climat, eau, gestion des terres, femmes et filles, participation du secteur privé), à mettre en œuvre beaucoup plus d'innovations dans le cadre de toutes les missions qui s'y rapportaient. Deuxièmement, le FIDA devrait associer étroitement les pays bénéficiaires à ses travaux, en privilégiant la participation des communautés rurales. En tant que bénéficiaires de l'ensemble des travaux du FIDA, ces communautés méritaient de participer aux activités de l'institution. Enfin, il convenait de noter que la fracture numérique risquait d'être un frein important à l'innovation, en particulier en Afrique.
238. **Un représentant de la MALAISIE** a indiqué que la situation de la sécurité alimentaire mondiale était aggravée par les problèmes socioéconomiques actuels, notamment les effets persistants de la pandémie de COVID-19, la reprise économique inégale d'un pays à l'autre et les pertes de revenus non compensées. Tous les États membres du FIDA devaient donc travailler ensemble à l'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain. La majorité des personnes extrêmement pauvres vivant en milieu rural, il était indispensable d'adopter les bonnes stratégies pour lutter contre la pauvreté rurale. La démarche de la Malaisie correspondait à un nouveau concept, le « *Malaysia Madani* », qui s'articulait autour de six valeurs fondamentales: durabilité, prospérité, innovation, respect, confiance et compassion. Pour promouvoir l'innovation, les États membres devraient conjuguer leurs efforts, le FIDA jouant le rôle de coordonnateur. La Malaisie était prête à partager son expérience, ses connaissances et ses compétences à cette fin.
239. **Une représentante de l'ITALIE** a déclaré que, sous la présidence de son pays au G7, l'accent serait mis sur la question transversale de l'intelligence artificielle, ce qui pourrait permettre de renforcer la collaboration, notamment avec le FIDA. Ce dernier avait défini une approche en matière d'intelligence artificielle qui s'inscrivait dans son mandat principal, et qui était saluée. L'un des sujets de préoccupation concernait le montant décevant des financements climatiques destinés aux zones rurales. Sachant que plus de 10 milliards d'USD de fonds restaient non engagés dans le cadre de l'architecture de financement climatique, le problème ne tenait pas principalement à la disponibilité des ressources. Il fallait donc comprendre comment les États membres pouvaient aider le FIDA à renforcer son rôle de partenaire d'exécution et à obtenir une part beaucoup plus importante des ressources disponibles, étant donné qu'il offrait un canal approprié pour acheminer ces ressources vers les populations et les zones rurales. Concernant la participation du secteur privé, un engagement pris dans le cadre de FIDA13 visait à renforcer la collaboration avec les acteurs privés, ce qui impliquait un renforcement de la capacité institutionnelle du FIDA à interagir avec ce secteur.

240. **Un représentant de la NOUVELLE-ZÉLANDE** a ajouté que, si l'innovation était manifestement importante, elle ne se limitait pas aux nouvelles technologies, mais se rapportait davantage à de nouveaux processus, à de nouvelles sources de financement et à de nouvelles façons d'utiliser les technologies existantes. Le FIDA devrait adapter sa manière de recourir à l'innovation à son mandat, en mettant principalement l'accent sur les pays à faible revenu et les pays fragiles, notamment les petits États insulaires en développement. Il importait également de mettre l'accent sur les femmes, les personnes handicapées et les peuples autochtones, tout en s'appuyant sur des données solides, localisées et fiables. Il convenait de prendre en compte les circonstances et les situations locales lors de l'adoption d'une innovation, car il n'existait pas de solution toute faite. Innover supposait d'examiner de nombreuses approches différentes pour déterminer ce qui fonctionnait le mieux, sachant que les solutions adoptées dans une partie du monde ne s'appliquaient pas nécessairement ailleurs.
241. **M. LARIO** (Président du FIDA) a annoncé que le Conseil d'administration organiserait un débat sur l'innovation à sa cent quarante et unième session en avril 2024, ainsi qu'un débat sur le Cadre stratégique à sa prochaine réunion informelle annuelle. Toutefois, compte tenu de l'intérêt manifesté, il serait utile que le Conseil des gouverneurs examine plus avant le Cadre stratégique quand celui-ci serait plus abouti, probablement en 2025. Les participants au présent dialogue avaient souligné le rôle important joué par les pouvoirs publics et les communautés rurales, rappelant ainsi que le FIDA ne devait pas oublier à qui les programmes s'adressaient au moment d'aider les pays à mettre en œuvre des stratégies au profit des populations rurales. De nombreux sujets avaient été abordés, notamment le climat, l'eau, les capacités institutionnelles, le secteur privé, le financement, la mécanisation et les politiques foncières. Toutefois, le débat ne faisait que commencer et devrait se poursuivre pour que le FIDA puisse prendre pleinement en compte les besoins exprimés à la lumière de la complexité des enjeux actuels.
242. **La séance a été levée à 13 h 15.**

- iv) Compte rendu analytique de la quatrième séance tenue le jeudi 15 février 2024, à 15 heures

**Présidence:** M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

## Table des matières

	<b>Paragraphe</b>
Séance interactive 2: Innovations en milieu rural pour la résilience de demain	244-247
Table ronde des Gouverneurs (suite)	248-261
Questions diverses (point 13 de l'ordre du jour)	262-263
Observations finales du Président du FIDA	264
Clôture de la session	265-266

**243. La séance a été ouverte à 15 h 5.**

SÉANCE INTERACTIVE 2: INNOVATIONS EN MILIEU RURAL POUR LA RÉSILIENCE DE DEMAIN

244. **Claudia TEN HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté la modératrice de la séance interactive, Redi Tlhabi, présentatrice, essayiste et journaliste de télévision multiprimée.

245. **Son Excellence Elissa GOLBERG**, Ambassadrice et Représentante permanente du Canada auprès des organismes des Nations Unies chargés des questions d'alimentation et d'agriculture, a prononcé un discours liminaire.

246. Les intervenants étaient les suivants:

- Hélène Papper, Directrice de la Division de la communication globale et du plaidoyer, FIDA;
- Kevin Perkins, Directeur exécutif, Farm Radio International;
- Mohammed Azaara, Sanaatu Iddrisu, Hamdia Issahaku et Mohammed Sualisu, agriculteurs participant par l'intermédiaire de Zaa Radio à Tamale (Ghana);
- Roberto Bonifacio Montaña, coordonnateur national, Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut plateau bolivien (Pro-Camélidos) (État plurinational de Bolivie);
- Shamika Mone, Présidente, Inter-Continental Network of Organic Farmer Organisations (Inde);
- Sophie Grigson, autrice de livres de cuisine et cheffe célèbre (Royaume-Uni).

247. L'enregistrement du débat peut être consulté à partir de ce [lien](#).

TABLE RONDE DES GOUVERNEURS (suite)

248. **Un délégué du NIGÉRIA** a rappelé que, depuis sa création, le FIDA avait toujours travaillé de façon exemplaire et avait acquis beaucoup d'expérience et obtenu nombre de réussites. Il manquait toutefois une plateforme permettant que ces réussites soient partagées en continu, afin d'inspirer d'autres acteurs. Le prochain Cadre stratégique devrait davantage faire en sorte que les personnes puissent apprendre des approches efficaces mises en place et les adapter à leur propre situation. Une plateforme de marché novatrice qui montrait ce qui était fait ailleurs aiderait les États membres à tirer des enseignements et à formuler leurs propres propositions.

249. **Un délégué d'EL SALVADOR** a dit qu'il était essentiel de définir l'innovation pour bien comprendre les prochaines étapes de l'avancement du développement rural moyennant des outils qui devaient eux aussi être déterminés. Il importait également de ne pas perdre de vue le mandat du FIDA afin de garantir que la quête de l'innovation reste un moyen permettant de venir en aide aux populations rurales, et non une fin en soi. Le secteur privé devrait être considéré comme un allié, mais les stratégies devaient continuer d'être appliquées au profit des populations rurales en veillant à la durabilité de leurs moyens d'existence et des ressources qu'elles utilisaient à cette fin.

250. D'après l'expérience acquise par El Salvador, l'agroécologie devrait être fortement mise en avant dans le Cadre stratégique en tant qu'outil permettant de promouvoir la durabilité et le développement économique tout en offrant la possibilité aux jeunes de participer à l'innovation. Les nombreuses stratégies que le pays mettait en œuvre en utilisant des biotechnologies à faible coût dans le secteur agricole étaient des exemples de projets pouvant être transposés à plus grande échelle dans les pays où

le FIDA intervenait. Le Cadre stratégique devrait en outre mettre l'accent sur l'objectif du FIDA consistant à promouvoir le développement rural, ainsi qu'adopter une approche prospective dans le but de créer les conditions nécessaires à la résilience et au développement qui permettraient aux personnes de s'en sortir par leurs propres moyens, sans avoir besoin de l'assistance des institutions internationales de développement.

251. **Un délégué de l'INDONÉSIE**, saluant l'approche appliquée par le FIDA en matière de financement de l'action climatique, était d'avis que la contribution additionnelle de base pour le climat montrait la volonté du Fonds de prendre les mesures qui s'imposaient pour lutter contre la pauvreté et la faim causées par la crise climatique. Toutefois, le FIDA devrait aller plus loin et encourager également les techniques agricoles novatrices qui contribuaient grandement à réduire les émissions. En outre, il devrait aider les communautés à comprendre l'intérêt économique qu'il y avait à réduire les émissions de carbone ou d'équivalent carbone, en tant que mesure d'incitation supplémentaire ou dans le cadre d'un financement novateur pour l'action climatique dans l'agriculture et les secteurs connexes. L'objectif était de mettre en place une agriculture qui produise peu d'émissions tout en résolvant les questions de manque de financement. Le FIDA aurait ainsi un profond impact sur le secteur agricole s'agissant de promouvoir un avenir durable où la sécurité alimentaire serait assurée.
252. **Une déléguée de l'ESTONIE** a fait remarquer que la fragilité croissante des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale compliquerait les interventions du FIDA et aggraverait les risques éventuels. Néanmoins, le FIDA jouissait d'un avantage comparatif notable pour ce qui était de faciliter la transition de la fragilité à la résilience parmi les communautés rurales. Le Fonds avait l'habitude de travailler avec des pays en situation de fragilité et avait de plus en plus recours à l'innovation, ce qui pouvait grandement contribuer à la réussite de la transition. L'Estonie souhaiterait en particulier connaître la vision du FIDA concernant son action future en Ukraine, qui par le passé avait joué un rôle crucial dans la sécurité alimentaire mondiale.
253. **Un délégué du COSTA RICA**, s'exprimant au sujet de la coopération Sud-Sud et triangulaire, en particulier de la possibilité de partager des applications d'intelligence artificielle à l'appui des activités des agriculteurs, s'est interrogé sur la possibilité pour le FIDA de financer la recherche et des start-up dans les universités ou de cofinancer des projets portés par d'autres organismes des Nations Unies, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les ressources du FIDA pourraient servir à financer les travaux de fondations, aux côtés du secteur privé, ainsi que des programmes axés sur la responsabilité sociale et la responsabilité des entreprises, avec la participation d'universités et de centres de recherche. Les résultats pourraient ensuite être mis à la disposition des producteurs agricoles.
254. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE** a souligné que les multiples dimensions de la vulnérabilité et de la fragilité dans les zones rurales représentaient un obstacle de taille au développement durable et à la résilience des communautés rurales. Les partenariats entre États membres devaient être resserrés et les capacités des acteurs nationaux et régionaux renforcées afin que l'on puisse relever efficacement les défis rencontrés par la communauté internationale. Il était essentiel de pouvoir compter sur une collaboration constructive et des partenariats avec un éventail plus large d'institutions financières internationales et d'organismes des Nations Unies pour s'attaquer à ces défis sous tous les angles, par exemple au moyen de diagnostics, d'un programme et d'un déploiement de ressources conjoints et adaptés à chaque situation de collaboration.
255. L'orateur a ajouté que la coopération avec le secteur privé était également cruciale pour stimuler la capacité d'investissement du FIDA grâce au cofinancement, ainsi que sa capacité d'apporter des innovations dans les systèmes alimentaires. Les moyens

dont disposaient les parties prenantes nationales et internationales, y compris les administrations centrales et locales, les communautés rurales et les acteurs des systèmes alimentaires, devraient, eux aussi, être renforcés. À cet égard, il conviendrait de mettre l'accent sur les progrès technologiques pour encourager l'amélioration des capacités numériques et l'utilisation des technologies informatiques parmi les institutions et les parties concernées. Toutefois, il n'existait pas de solution universelle, étant donné que la situation des zones rurales variait d'un pays à l'autre. La collaboration et la communication entre le FIDA et ses États membres devraient donc être renforcées en vue de promouvoir des solutions informatiques adaptées à chaque zone rurale.

256. **Un délégué de l'ÉTHIOPIE** a indiqué que, grâce à son approche novatrice, le FIDA était bien placé pour transformer en possibilités les risques découlant des nouvelles tendances. Pour le FIDA, ces tendances signifiaient qu'il devrait continuer de rechercher des financements et des partenaires et d'adopter des idées et technologies novatrices afin d'aider les populations rurales à améliorer leurs moyens d'existence. Il devrait également nouer des liens plus étroits avec d'autres partenaires, le secteur privé et les gouvernements, qui pourraient alors participer à l'examen des meilleures pratiques qui pourraient être adaptées aux problèmes critiques rencontrés. En outre, il devrait faire participer les populations locales à la résolution de leurs difficultés sur la base de leur propre expérience pratique, et les aider en proposant des idées et des financements novateurs, en particulier un renforcement des capacités techniques.
257. **Un délégué du CAMBODGE** a dit que son pays avait vraiment besoin de l'assistance d'institutions comme le FIDA pour analyser et résoudre ses problèmes. L'assistance prêtée dans le cadre de projets et de programmes offrait une occasion idéale d'améliorer les méthodes de travail grâce à des techniques employées ailleurs. En particulier, la participation d'experts internationaux à la gestion et à l'exécution des programmes de pays et des projets permettait aux populations locales d'apprendre et d'adopter plus aisément et plus rapidement des technologies et des concepts nouveaux. La mobilisation d'experts locaux en sus et dès les premiers stades faciliterait également le transfert d'informations et de connaissances aux populations locales, y compris aux petits agriculteurs, de façon simple et familière.
258. **Une déléguée de l'UNION EUROPÉENNE**, soulignant l'attachement de l'Union européenne au mandat et aux activités du FIDA, a fait valoir que les travaux du Fonds en matière de climat étaient évidents, mais que les questions entourant les pandémies, les organismes nuisibles, les maladies, les conflits et les situations de fragilité méritaient plus d'attention. Il était certes ardu de concilier des objectifs à long terme et des interventions face à des crises à court terme, mais les premiers devaient toujours être privilégiés.
259. L'Union européenne avait récemment publié une vision à long terme pour les zones rurales, dans laquelle elle énonçait quatre priorités, à savoir que les communautés rurales devaient être: plus fortes et autonomes; connectées tant au niveau numérique que physique; prospères grâce à une production alimentaire durable et à des activités économiques diversifiées; résilientes aux changements climatiques et sur les plans environnemental et social. Le FIDA apportait un appui vital aux organisations paysannes et devrait également associer entièrement les agriculteurs, les femmes, les jeunes et les communautés locales à toutes ses activités futures.
260. **La MODÉRATRICE**, résumant les réflexions partagées concernant l'adaptation future du FIDA à ses objectifs, a dit que l'accent avait été mis sur le rôle du Fonds non seulement en tant qu'assembleur de financements, mais aussi que catalyseur d'innovation. Le FIDA avait été instamment prié d'envisager de mettre à disposition des infrastructures, de définir des priorités et de tenir compte des marchés locaux et du développement local, ainsi que d'écouter les populations locales et leurs demandes et d'intensifier son action en matière de climat. Il devrait en outre

accorder plus d'attention à l'innovation institutionnelle et numérique ainsi qu'à l'innovation financière et prendre en considération l'équité numérique et financière.

261. L'oratrice a ajouté que ces réflexions alimenteraient les nombreuses concertations qui se tiendraient avant l'examen du Cadre stratégique par le Conseil des gouverneurs en 2025. Le FIDA élaborerait également une vision d'un monde résilient, en mettant l'accent sur des zones rurales plus fortes, plus connectées, prospères et résilientes, mais aussi inclusives.

QUESTIONS DIVERSES (point 13 de l'ordre du jour)

262. **Des délégués d'ALLEMAGNE et de la RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA** ont exprimé la gratitude de l'ensemble du Conseil des gouverneurs envers Satu Santala, Vice-Présidente adjointe du FIDA, pour le travail qu'elle avait effectué pour le Fonds au fil des années. Tous les pays reconnaissent son dévouement et son professionnalisme et lui souhaitent tout le succès possible dans ses projets à venir en tant que Directrice générale du Fonds nordique de développement, à Helsinki.
263. **Claudia TEN HAVE** (Secrétaire du FIDA), en réponse à une question d'**un délégué de Djibouti** au sujet des États non membres qui affichaient des niveaux d'endettement insoutenables et avaient demandé des prêts dans le cadre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, a fait savoir que la direction rassemblerait les informations pertinentes et donnerait une réponse mûrement réfléchie en temps voulu.

OBSERVATIONS FINALES DU PRÉSIDENT DU FIDA

264. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

CLÔTURE DE LA SESSION

265. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a prononcé un discours de clôture, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
266. Il a déclaré close la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs.
267. **La séance a été levée à 17 h 35.**

## Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales



Monseigneur Fernando Chica Arellano  
Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA



Patrizio Giacomo La Pietra  
Sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture,  
de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne





Máximo Torero

Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Carl Skau

Directeur exécutif adjoint et Chef des opérations du Programme alimentaire mondial



William Roos  
Vice-président sortant du Conseil des gouverneurs  
République française



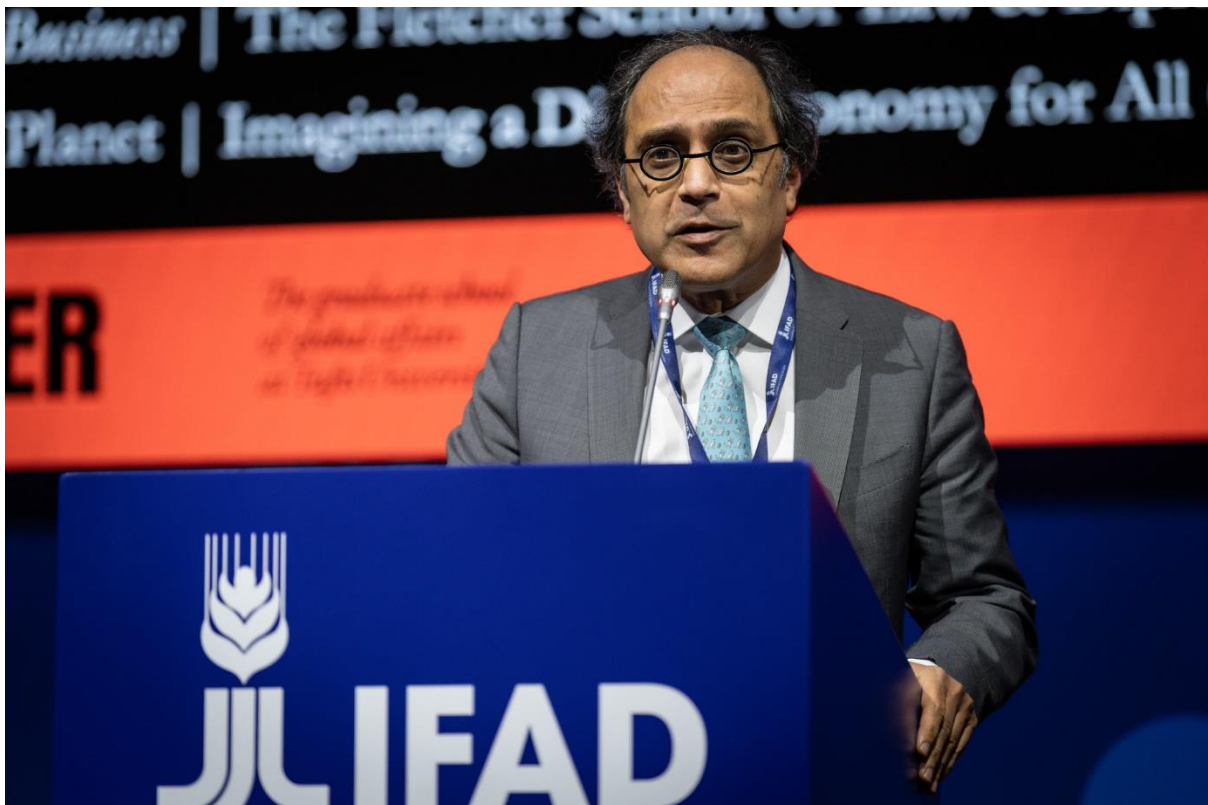
Christophe Schiltz  
Président du Conseil des gouverneurs  
Grand-Duché de Luxembourg



Patricio Estebán Troya Suárez  
Vice-président du Conseil des gouverneurs  
République de l'Équateur



Son Excellence Abdelkrim Touahria  
Vice-président du Conseil des gouverneurs  
République algérienne démocratique et populaire



Bhaskar Chakravorti

Doyen de la faculté de commerce international et Directeur exécutif de l'Institute for Business in the Global Context à la Fletcher School (Université Tufts)



Ibrahima Coulibaly

Président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs et membre du Comité de pilotage du Forum paysan



Alvaro Lario  
Président du FIDA



Claudia ten Have  
Secrétaire du FIDA

## **Discours d'ouverture de William Roos, vice-président sortant de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
 Mesdames et Messieurs les Délégués et Observateurs,  
 Monsieur le Président du FIDA,  
 Chers collègues du FIDA,  
 Mesdames et Messieurs,

Ça aurait été l'occasion pour le président du Conseil des gouverneurs, Alex Alonso Contreras Miranda, d'ouvrir cette session en tant que président du Conseil des gouverneurs. Malheureusement, il n'a pas pu venir et il me revient donc l'honneur et le plaisir de vous accueillir à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Tout d'abord dans quel contexte nous réunissons-nous? Un contexte difficile, marqué par l'essor des inégalités. De nombreuses crises viennent aggraver des situations déjà fragiles.

Les conflits, les catastrophes naturelles, les difficultés économiques menacent la réalisation des objectifs de développement durable. Nous sommes déjà très en retard sur l'atteinte de ces objectifs.

Que faire maintenant? Nous avons besoin de changements porteurs de transformation; nous avons besoin de mesures innovantes, d'investissements urgents, d'investissements publics, mais aussi d'investissements issus du secteur privé et d'autres parties prenantes. Nous devons trouver de quoi déclencher le changement, mais aussi et surtout agir sur le terrain. Et c'est là que le FIDA intervient.

Le message que, au nom de tous, je souhaite transmettre, c'est un message d'espoir. Nous avons les outils; les technologies et les innovations nécessaires sont là, et le FIDA, je dirais, est notre intermédiaire pour mobiliser ces technologies, ces innovations et obtenir des résultats concrets, grâce à son expertise, grâce à l'expertise de ses équipes. Bien sûr, pour que cela fonctionne, il faut que les financements soient au rendez-vous.

J'ai commencé par le constat, mais nous sommes tournés vers l'avenir. Le Rapport sur FIDA13 définit la trajectoire du Fonds à moyen terme. Il met l'accent sur les défis posés par les contextes fragiles, sur la protection de la biodiversité et sur le renforcement de la mobilisation du secteur privé, source d'un financement plus important du développement rural durable. Un fil conducteur traverse les différents segments de cette session: nous devons structurer encore plus – il l'est déjà, bien sûr, mais encore plus – le FIDA de telle sorte qu'il soit toujours prêt à affronter l'avenir, quels que soient les défis d'un contexte mondial en constante évolution, et pour répondre aux besoins des pays bénéficiaires.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Ce dernier message s'adresse à vous. Nous espérons sincèrement que tous ensemble nous nous prêterons main-forte à l'heure où nous cherchons à faire émerger le FIDA du futur. Il est de notre devoir, en tant que Gouverneurs, de donner au FIDA les moyens d'agir, de plaider auprès de nos gouvernements, de sensibiliser, de jouer notre rôle en veillant à ce que le FIDA puisse réaliser tout ce que l'on attend de lui, c'est-à-dire transformer les zones rurales en investissant dans un avenir où la sécurité alimentaire soit garantie à toutes et tous.

Sur cette note, je déclare ouverte cette quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je vous propose de passer aux travaux de cette session et, en premier lieu, à l'adoption de l'ordre du jour.

**Message de Sa Sainteté le Pape François, prononcé en son nom par Monseigneur Fernando Chica Arellano, Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA**

Monsieur le Président du Fonds international de développement agricole,  
Mesdames et Messieurs les délégués et représentants permanents des États membres,  
Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous en cette réunion du Fonds international de développement agricole et je saisis l'occasion pour vous transmettre mes salutations les plus chaleureuses. Je souhaite vous remercier de l'engagement, du temps et de l'énergie que vous consacrez à lutter pour un monde meilleur, où personne ne voit sa dignité lésée et où la fraternité est une réalité et une source de joie et d'espoir pour tous.

Notre monde fait aujourd'hui face à une dichotomie intolérable. Des millions de personnes souffrent de la faim, tandis que le gaspillage alimentaire en laisse beaucoup d'autres insensibles. Les aliments gaspillés chaque année génèrent énormément de gaz à effet de serre, alors qu'un rationnement adéquat suffirait pour nourrir toutes les personnes touchées par la faim.

Nous vivons des temps précaires. Nous poussons le monde dans des retranchements dangereux: le climat est en train de changer, les ressources sont pillées et les conflits et la crise économique menacent les moyens d'existence de millions de personnes. Les populations rurales sont les premières à en subir les répercussions, puisqu'elles n'ont pas les ressources nécessaires pour faire face aux effets des changements climatiques et des hostilités et qu'elles n'ont pas non plus accès aux financements. Les peuples autochtones sont également victimes de difficultés, de privations et d'atteintes, alors que leurs connaissances en matière de gestion des ressources naturelles et leur lien étroit avec l'environnement peuvent aider à conserver la biodiversité.

Les femmes sont un autre groupe négligé, étant le pilier de plus de la moitié des ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire dans les zones rurales, où nombre de jeunes manquent aussi d'accès à la formation, aux ressources et aux débouchés. Les jeunes sont l'avenir de nos communautés rurales et peuvent être de puissants acteurs de l'innovation et d'un changement positif.

Monsieur le Président, cette réalité nous pousse à nous attaquer aux problèmes existants, en particulier à la faim et à la misère, non pas en nous contentant de stratégies abstraites ou d'engagements irréalisables, mais en cultivant l'espoir qui naît d'une action collective. Nous devons collaborer afin de bâtir un système agricole et alimentaire plus inclusif. Des programmes de recherche et de technologie qui favorisent une agriculture durable et respectueuse de l'environnement contribueront également à la concrétisation de cet objectif.

De même, il est primordial de mettre un terme au gaspillage alimentaire et d'encourager une répartition équitable des ressources. Les investissements dans les transports et le stockage peuvent à eux seuls réduire les pertes des petits agriculteurs, qui produisent un tiers des aliments consommés chaque jour.

J'invoque l'aide de Dieu pour que la sagesse, l'empathie et un esprit de coopération équitable et de service guident vos délibérations et que les causes de l'exclusion, de la pauvreté et de la mauvaise gestion des ressources, ainsi que les effets des crises climatiques, soient éliminées. Puissent vos propositions et vos actes se fonder sur les valeurs universelles que sont la justice, la solidarité et la compassion et profiter au bien commun, à la paix et à l'amitié sociale, de façon à susciter des changements en faveur du développement intégral de l'humanité.

## **Déclaration de Patrizio Giacomo La Pietra, Sénateur et Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts de la République italienne**

Je suis très honoré d'être ici aujourd'hui pour représenter le Gouvernement italien et échanger avec les Gouverneurs du FIDA au sujet de la sécurité alimentaire, ainsi que de vous transmettre les salutations de la Première Ministre Giorgia Meloni.

Malgré les enjeux de taille auxquels nous sommes confrontés – par exemple l'augmentation des importations, que nous devons impérativement prendre en compte dans toute vue d'ensemble de la situation –, je souhaite mettre en avant l'un de nos atouts. Il s'agit du système d'appellation d'origine protégée et d'indication géographique protégée, un domaine dans lequel l'Italie assure sa supériorité en Europe, car le pays compte 846 dénominations enregistrées, soit une production d'une valeur supérieure à 19 milliards d'euros (21% du secteur agroalimentaire national) et des exportations d'une valeur de 11 milliards d'euros. Une simple analyse de ces données montre que le secteur agroalimentaire est un moteur de croissance pour l'économie nationale dans son ensemble, en plus d'être l'un des principaux ambassadeurs du « Made in Italy » partout dans le monde.

Au carrefour de la tradition et de l'innovation, le secteur agroalimentaire italien constitue encore aujourd'hui un patrimoine de richesse et de diversité qu'il est de notre devoir de protéger contre les courants idéologiques qui ébranlent le modèle d'alimentation méditerranéen – notamment contre la promotion des aliments synthétiques et des régimes alimentaires qui excluent les ingrédients d'origine animale.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Gouvernement de M<sup>me</sup> Meloni s'est opposé fermement à l'homologation des régimes alimentaires.

Nous estimons que les citoyens devraient être libres de choisir leur propre alimentation sans être influencés par de fausses informations qui ne font pas la distinction entre la consommation et l'abus de produits comme le vin ou la viande.

De fait, dans un souci de transparence et afin de protéger nos citoyens, nous avons été le premier pays d'Europe à faire campagne contre la viande de synthèse compte tenu des risques associés à sa consommation – une position aujourd'hui adoptée par 19 pays européens.

Fermement convaincu que nos citoyens ont droit à la transparence, le Gouvernement s'oppose au système d'étiquetage du « nutri-score » et promeut une approche plus claire visant à informer les citoyens plutôt qu'à les influencer.

Afin de protéger en priorité des produits de qualité au niveau de l'Europe et ailleurs, des mesures supplémentaires ont été prises pour créer de la valeur ajoutée comme la création du Comité de coordination pour l'internationalisation et du Comité pour la promotion du « Made in Italy » dans le monde (CIMIM).

Notre gouvernement estime qu'il est fondamental de défendre le secteur, tant au sein de la communauté européenne dans le cadre de la réforme du système d'indication géographique que sur les marchés de distribution. Cette entreprise englobe notamment les plateformes en ligne et des initiatives de lutte contre les produits qui cherchent à imiter la production italienne.

À cet égard, il convient de noter que la valeur des contrefaçons estampillées « Made in Italy » a considérablement augmenté au fil des années et s'établit aujourd'hui à 120 milliards d'euros par an.

C'est pourquoi le Gouvernement entend renforcer les contrôles, notamment en concluant des accords avec de grands groupes de distribution qui souhaitent eux aussi défendre les produits agroalimentaires véritablement « Made in Italy ».



Les technologies et les systèmes informatiques peuvent considérablement aider à procéder aux contrôles et à lutter contre la fraude, et donnent également des outils que les entreprises peuvent utiliser pour garantir un niveau plus élevé de traçabilité et de respect des normes.

Il est donc crucial que les plateformes technologiques créées par différents acteurs institutionnels communiquent entre elles. Un dialogue entre ces systèmes est la solution tout indiquée pour éviter aux entreprises une bureaucratie pesante et obtenir de véritables résultats sur le plan des contrôles.

Les possibilités créées par l'innovation montrent donc la voie à suivre, en gardant à l'esprit d'autres principes directeurs de référence: l'appui aux revenus agricoles, des facteurs sociaux, comme la rémunération équitable et la sécurité de l'emploi, et la diffusion de systèmes d'exploitation agricole à faible impact, comme l'agriculture biologique et la production intégrée.

La science et la recherche sont un autre moyen d'améliorer les processus nationaux de production agroalimentaire.

La possibilité d'appliquer des méthodes de précision s'appuyant sur les techniques d'évolution assistée, qui peuvent valoriser l'extraordinaire biodiversité des variétés italiennes, ouvre la voie à une agriculture plus durable.

L'Italie a beaucoup fait pour atteindre les objectifs du mouvement « de la ferme à la table ». Toutefois, les propositions réglementaires formulées récemment – par exemple la réglementation de l'utilisation durable des produits agrochimiques et la directive sur les émissions – pourraient lourdement pénaliser notre système agroalimentaire et donc mettre en péril notre sécurité alimentaire.

Si nous voulons orienter le système vers des chaînes d'approvisionnement novatrices qui consomment moins de ressources naturelles, nous devons assurer le renouvellement générationnel et éduquer les nouvelles générations à l'utilisation éclairée et réfléchie des aliments.

Il est donc nécessaire et crucial de renforcer les filières agricoles. À cette fin, nous devons protéger nos systèmes agroalimentaires, qui sont de plus en plus exposés à de nouveaux risques ayant des répercussions mondiales, nationales et régionales, en accordant une attention particulière à l'insécurité alimentaire, aux effets des changements climatiques, à la relation entre production et durabilité énergétique et à la concurrence internationale déloyale.

Nous devons soutenir la filière agricole et renforcer sa durabilité – non seulement d'un point de vue environnemental, mais aussi d'un point de vue social.

Cependant, il est tout aussi prioritaire de veiller à la viabilité économique des entreprises, grâce à un ensemble de mesures diverses allant d'interventions sectorielles dans des filières spécifiques (vin, fruits et légumes, pommes de terre et huile) aux paiements couplés, en passant par l'appui aux investissements et les instruments de gestion des risques, pour ne mentionner que les éléments les plus importants.

Pour la première fois, la politique agricole commune tient compte de la durabilité sociale de l'agriculture. L'Italie est le premier pays d'Europe à avoir introduit un mécanisme qui sanctionne les entreprises agricoles qui ne respectent pas les normes en matière de sécurité et de travail. Ce mécanisme constitue une mesure importante pour protéger la dignité des travailleurs du secteur agricole.

Au moyen du Plan national de redressement et de résilience, que nous avons ajusté de façon à accorder une place de plus en plus grande à l'agriculture, et du Fonds d'innovation agricole, nous encouragerons des investissements novateurs, en faveur notamment de la mécanisation, du parc agrivoltaïque, de la logistique, de l'irrigation et des contrats des filières.

Il s'agit là d'un très bref résumé des directives que le Gouvernement de M<sup>me</sup> Meloni suit afin d'assurer à l'Italie un avenir axé sur la sécurité alimentaire et qui jetteront les bases d'une trajectoire constructive, innovante et partagée par chacune et chacun d'entre nous.

**Allocution de Máximo Torero, Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au nom de QU Dongyu, Directeur général de la FAO**

Excellences,

Monsieur Lario, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA),  
Mesdames et Messieurs,

Il sera certes très ardu de mettre l'innovation au service des petits exploitants agricoles, mais une telle entreprise peut avoir de profonds effets si nous nous y attelons efficacement et hiérarchisons bien les interventions.

Dans le monde d'aujourd'hui, les petits agriculteurs n'ont pas suffisamment accès aux technologies optimales, aux informations indispensables pour cerner les difficultés ou aux ressources financières.

Il est donc vital de tenir compte de l'innovation dans le cadre d'une stratégie plus large, qui intègre le capital humain, l'appui institutionnel et les outils financiers nécessaires à la réussite de cette entreprise. C'est ce qu'on appelle des éléments complémentaires.

Dans nos systèmes agroalimentaires, les petits exploitants ont particulièrement besoin de techniques agricoles de précision en raison de leur manque de ressources, qui suppose une utilisation efficace et rationnelle des intrants.

Il est essentiel que nos efforts en matière d'innovation ne soient pas axés uniquement sur la résolution des problèmes rencontrés aujourd'hui, mais visent également à accroître la productivité tout en réduisant les émissions, en améliorant l'utilisation des sols et de l'eau et en préservant la biodiversité.

Excellences, nous avons besoin d'une alimentation de qualité pour tous, aujourd'hui et demain.

À cette fin, le partenariat entre la FAO et le FIDA se manifeste de plusieurs façons, de la collaboration dans le cadre de publications phares comme *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* et des travaux du Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires, à des actions comme l'initiative Main dans la main.

Mais aujourd'hui, je souhaite me concentrer sur notre action commune menée par l'intermédiaire du Centre d'investissement de la FAO, action qui dure depuis 45 ans déjà. Tout a commencé en 1978, quelques mois après la création du FIDA. L'action s'est intensifiée au fil du temps et un accord renouvelant cette coopération a été signé en 2019.

Le Centre d'investissement permet à la FAO d'épauler ses États membres moyennant des investissements, en partenariat avec le FIDA, la Banque mondiale et l'ensemble des grandes institutions financières internationales.

Ses travaux sont entièrement intégrés au cadre stratégique de la FAO de façon à faire progresser les quatre améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement mais surtout de conditions de vie, en vue d'augmenter les investissements pour placer l'innovation et les données scientifiques au cœur des travaux.

Le Centre d'investissement est une ressource cruciale pour le FIDA, puisqu'il met à disposition nombre de connaissances et de compétences en matière d'investissement, ce qui permet des échanges fructueux d'innovations entre les domaines techniques et les continents, au profit des États membres et, en particulier, des petits exploitants agricoles.

Notre collaboration s'articule autour de trois domaines: planification et politiques en matière d'investissement stratégique, élaboration de projets d'investissement et appui technique à l'exécution des projets.

Parmi les accomplissements réalisés, on peut notamment citer l'appui prêté à des stratégies visant l'ensemble du secteur agricole dans les Îles Salomon, ainsi qu'aux programmes d'options stratégiques pour des pays comme le Cambodge, le Malawi et le Mexique.

En outre, notre collaboration nous a permis de travailler de concert aux fins de l'initiative Main dans la main de la FAO, qui s'appuie sur des modélisations et des analyses géospatiales avancées pour déterminer les domaines d'intervention prioritaires dans les pays, en mettant particulièrement l'accent sur une sortie durable de la pauvreté pour les petits exploitants.

Ces deux dernières années (2022-2023), le Centre a facilité la conception de 11 projets financés par le FIDA, qui représentent un investissement total de près de 860 millions d'USD, et a en outre appuyé un ensemble de projets du FIDA d'une valeur supérieure à 3 milliards d'USD.

Au-delà d'un appui sous la forme d'investissements, le FIDA peut tirer parti des connaissances de la FAO dans des domaines clés, comme l'occupation des terres, la gestion de l'eau, la production végétale, l'agroécologie et la résilience face aux changements climatiques.

À l'avenir, nous devons constamment approfondir notre programme d'action et encourager la collaboration dans le droit fil des plans nationaux de développement, en donnant la priorité à la transformation des systèmes agroalimentaires, à la résilience climatique, à l'accès au financement, au renforcement de l'accès des coopératives aux marchés, à l'adoption de l'agriculture numérique et à la création de possibilités permettant aux jeunes ruraux de participer aux systèmes agroalimentaires.

L'avantage comparatif de la collaboration FAO-FIDA se manifeste dans divers aspects, comme le financement de l'action climatique, la mise en place d'infrastructures et de technologies climato-résilientes, l'accès aux marchés des coopératives et des petits exploitants agricoles et des approches novatrices de l'agriculture numérique et de l'accès au financement pour les petits exploitants, les femmes et les jeunes.

Toutefois, nous devons rester réalistes: la transformation des systèmes agroalimentaires coûtera 4 000 milliards d'USD entre aujourd'hui et 2030 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, soit 680 milliards d'USD par an.

Ce montant se compose de dépenses d'investissements (425 milliards d'USD en moyenne par an) et de mesures de protection sociale (255 milliards d'USD par an).

C'est pourquoi nous devons accroître les investissements afin d'encourager la diversification et la productivité d'un secteur agricole promouvant des aliments nutritifs, qui est souvent le secteur souffrant le plus des éléments perturbateurs (chocs climatiques, problèmes logistiques, etc.).

Mais nous devons agir de concert avec le FIDA pour apporter des innovations au niveau des instruments de financement et en particulier pour attirer des financements de l'action climatique dans l'agriculture.

En conclusion, notre modèle de collaboration avec le FIDA s'est révélé efficace et a été couronné de succès; il a d'ailleurs obtenu des niveaux de satisfaction élevés dans nos enquêtes annuelles.

Notre objectif est maintenant d'approfondir notre engagement au niveau des pays, en tirant le meilleur parti de nos avantages comparatifs et en obtenant des financements supplémentaires par l'intermédiaire des banques nationales, des investisseurs à impact et des mécanismes de financement mixte. Ensemble, nous pouvons intensifier notre action et atteindre les objectifs prioritaires de nos États membres.

Notre collaboration peut devenir l'un des partenariats les plus durables et les plus productifs jamais observés entre deux organisations internationales.

Continuons de travailler ensemble pour garantir une alimentation de qualité pour tous, aujourd'hui et demain!

**Allocution de Carl Skau, Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM), au nom de Cindy H. McCain, Directrice exécutive du PAM**

Monsieur le Président du FIDA,  
Monsieur le Directeur général de la FAO,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur de m'adresser à vous aujourd'hui au nom du Programme alimentaire mondial à l'occasion de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs.

La relation entre les organismes ayant leur siège à Rome est particulière et chaque organisme joue un rôle unique et important s'agissant d'aider les pays et les personnes à lutter contre la faim et la pauvreté. Nous contribuons à l'action mondiale, notamment dans le cadre d'instances politiques et thématiques de haut niveau, en tant que chefs de file de la lutte humanitaire contre la faim et en tant qu'organismes fédérateurs de parties prenantes à l'échelle mondiale.

Nous nous réjouissons du niveau historique de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. Le Fonds étant la seule institution financière internationale qui se consacre à la sécurité alimentaire, cette manifestation d'appui solide de la part des États membres témoigne du rôle du FIDA dans le développement agricole et la transformation rurale.

Les ressources annoncées contribueront grandement à la réalisation de l'objectif du FIDA de doubler son impact d'ici à 2030.

Mesdames et Messieurs,

Nous continuons de faire face à des crises et à des difficultés d'ampleur mondiale. Il est crucial de faire front commun. Nous félicitons le FIDA d'avoir davantage mis l'accent sur les situations de fragilité. Cette action renforcée nous donne une nouvelle occasion de mettre à profit nos atouts et nos avantages comparatifs respectifs. Nos équipes ont déjà commencé à étudier les possibilités de resserrer notre collaboration dans les contextes marqués par la fragilité. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre un plan d'action concret pour accroître la résilience des populations auprès desquelles nous intervenons.

L'évolution du contexte signifie que nous ne pouvons continuer à opérer comme avant. Il est primordial d'innover pour apporter des solutions efficaces et rationnelles. Nous ne pouvons agir comme des entités distinctes. Nous sommes résolus à poursuivre notre collaboration étroite avec le FIDA et avec les organismes ayant leur siège à Rome dans leur ensemble en mettant à profit nos équipes chargées de l'innovation pour exploiter celle-ci efficacement au service de nos objectifs communs. Qu'il s'agisse de tirer parti de technologies de pointe ou d'encourager des pratiques agricoles durables, l'innovation nous donne les moyens d'appliquer des solutions nouvelles, de renforcer la résilience et de garantir à tous un accès équitable à des aliments nutritifs.

Le nouveau mémorandum d'accord entre les organismes ayant leur siège à Rome témoigne de cette volonté de mobiliser nos atouts respectifs. La réussite de notre action commune face à la faim sera mesurée à l'aune de notre impact au profit des personnes et des gouvernements que nous épaulons. En tant qu'organisations et qu'États membres individuels, nous devons tous faire tout notre possible pour veiller à la cohérence de nos initiatives. Nous nous sommes engagés à harmoniser nos efforts pour aider au mieux celles et ceux au service desquels nous œuvrons en tant que membres du système des Nations Unies pour le développement.

Je souhaite remercier le Président Alvaro Lario et le FIDA d'avoir invité le PAM à participer aux débats d'aujourd'hui et de leur attachement à nos partenariats au service de la sécurité alimentaire des plus vulnérables.

## **Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario**

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
 Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales,  
 Excellences,  
 Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
 Mesdames et Messieurs,

Au nom de tous les membres du FIDA, je vous souhaite la bienvenue à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je remercie tout particulièrement les nombreux Gouverneurs qui ont fait un long voyage pour être parmi nous. Je souhaite également la bienvenue aux représentants des organisations paysannes, qui viennent de terminer leur Forum paysan.

C'est un honneur de me trouver devant vous, à l'heure où nous traçons collectivement la voie vers un avenir où les femmes et les hommes des zones rurales seront pleinement reconnus et équitablement rémunérés pour le travail vital qu'ils accomplissent afin de nourrir la planète en préservant nos ressources naturelles. Un avenir où plus de 3 milliards de ruraux pourront prospérer et s'épanouir malgré les changements climatiques et l'incertitude.

Le FIDA a et a toujours eu pour mission de permettre aux communautés rurales de réaliser leur potentiel en investissant dans les petits exploitants, leurs familles et leurs moyens d'existence en vue d'éliminer la faim et la pauvreté.

À l'heure actuelle, le monde rural se transforme, devenant de plus en plus imprévisible, et les anciennes façons de faire sont moins fiables. Les changements climatiques et démographiques rapides et les brusques fluctuations des prix des produits de base sont des entraves à la prospérité de populations rurales qui souffrent déjà de la faim, de la pauvreté et de l'inégalité.

Dans le même temps, la communauté des investisseurs est consciente des possibilités offertes par les systèmes alimentaires. Les changements climatiques et la croissance démographique sont des vecteurs d'innovation dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, et des investisseurs de plus en plus nombreux ouvrent la voie à de nouvelles solutions passionnantes en vue d'améliorer les moyens d'existence des populations rurales d'une manière inclusive.

Dans ce contexte, une institution comme le FIDA doit s'adapter au changement. Nous devons constamment agir en faveur des plus démunis et à cette fin, nous devons constamment innover.

Les innovations peuvent être de forme et de taille variées. Elles ne renvoient pas nécessairement aux technologies de pointe. Il peut s'agir de satellites destinés à mesurer l'humidité des sols, ou même de capsules usagées que l'on utilise pour mesurer des microdoses d'engrais afin d'accroître la productivité. Il peut aussi s'agir de produits financiers tels que les obligations liées aux objectifs de développement durable ou encore AgWeb, qui investit dans l'infrastructure numérique publique, ou encore de l'utilisation de panneaux solaires pour faire fonctionner les systèmes d'irrigation.

Certaines solutions véritablement révolutionnaires transforment déjà le quotidien des populations rurales aux quatre coins du monde, les traditions et les technologies se conjuguant au service de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. J'espère que vous prendrez le temps de découvrir quelques-unes de ces solutions exposées à notre Carrefour des innovations.

Je suis également très heureux d'annoncer la conclusion d'un partenariat entre le FIDA et le laboratoire d'innovation du Groupe de la Banque interaméricaine de développement, pour concevoir et développer AgroWeb3, bien public numérique qui fournira des portefeuilles numériques universels adaptés aux besoins des petits exploitants agricoles. AgroWeb3 tirera parti des technologies, des connaissances et de

l'expérience s'inscrivant dans le cadre de LACChain, l'initiative phare réalisée par le laboratoire d'innovation de la Banque dans le domaine des chaînes de blocs. Nous souhaitons à terme mettre en œuvre cette initiative à l'échelle mondiale, afin d'accroître l'inclusion et la résilience des populations rurales et des groupes vulnérables.

Au FIDA, notre démarche consiste à élaborer des innovations, à les tester, à les reproduire et à les transposer à plus grande échelle lorsque cela se justifie à l'épreuve des faits. Voyant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, le FIDA peut intégrer les innovations les plus efficaces dans ses systèmes internes, et ainsi proposer aux pays ce qui se fait de mieux. Nous ne cessons d'apprendre en vue de nous améliorer.

Nous innovons et réalisons des investissements qui garantissent des résultats rapides à grande échelle. Nous innovons pour renforcer l'équité. Nous innovons pour que les populations rurales puissent plus rapidement tirer profit de meilleurs moyens d'existence, et pour contribuer à répondre aux besoins de nos États membres face aux défis nouveaux et imprévus.

Je tiens toutefois à préciser que pour le FIDA, l'innovation est, non pas un objectif, mais plutôt un moyen de parvenir à ses fins. La valeur de l'innovation est liée à son incidence sur la capacité des ruraux pauvres, hommes et femmes, à concrétiser leur aspiration à une vie meilleure.

Par exemple, le FIDA est un précurseur de l'utilisation stratégique de l'intelligence artificielle (IA) au service du développement. Aujourd'hui, nous utilisons activement l'IA de manière responsable pour aborder des sujets complexes, tels que la durabilité, la biodiversité et la fragilité. L'utilisation accrue de technologies de rupture et d'analyses avancées améliore nos activités de ciblage et de suivi. Nous disposons ainsi d'informations inédites sur des questions multidimensionnelles allant des changements climatiques aux systèmes alimentaires. Tout cela contribue à l'obtention de meilleurs résultats qui ont une plus grande incidence sur les communautés que nous servons.

Nombre d'innovations sont développées de concert avec les collaborateurs du FIDA sur le terrain. De fait, les entrepreneurs agricoles des pays en développement comptent parmi les entrepreneurs les plus innovants et les plus dynamiques de la planète. Nous ne leur apportons pas les innovations. Ils sont plutôt notre source d'innovation!

Mesdames et Messieurs,

Le monde change, et nous devons changer nous aussi. Le FIDA est, par nécessité et par vocation, une institution qui apprend et innove en permanence. Parce que nous avons toujours œuvré auprès de populations vulnérables dans des situations de fragilité, l'innovation est inscrite dans l'ADN du FIDA. Forts de 45 années d'expérience ininterrompue dans le domaine du développement rural, nous appliquons une approche inclusive et communautaire qui a fait ses preuves, en particulier dans les situations de fragilité, d'isolement et de marginalisation.

Par exemple, il y a plusieurs décennies, le FIDA a appuyé le développement de digesteurs de biogaz qui réduisent les émissions de méthane des animaux d'élevage et produisent un combustible de cuisson propre. Ces digesteurs sont aujourd'hui utilisés à l'échelle mondiale. Nous avons également investi dans des techniques d'amélioration des fosses d'ensemencement traditionnelles qui ont permis de restaurer les terres dégradées, d'améliorer la productivité et de contribuer au reverdissement de certaines zones du Sahel. En outre, nous avons élaboré une approche méthodologique axée sur les ménages pour accroître l'autonomisation des femmes, et le FIDA a fait œuvre de pionnier en suivant une nouvelle approche de développement communautaire qui a donné de meilleurs résultats que les autres approches dans des situations de fragilité, d'éloignement et de marginalisation.

Et nous avons toujours de nouvelles approches dans le collimateur. Je suis heureux de vous annoncer que la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, Cindy McCain, et moi-même lancerons sous peu un partenariat innovant dans plusieurs



pays afin de redéfinir la gestion du nexus humanitaire-développement-paix et d'accroître la résilience.

Compte tenu de son engagement à mesurer les résultats et à connaître les facteurs d'impact, le FIDA est bien placé pour élaborer de nouveaux modes d'intervention et de collaboration et de créer des partenariats, qui permettront de réunir les conditions nécessaires pour que les populations rurales renforcent leur résilience et exploitent les nouvelles possibilités qui s'offrent à elles.

La vision et le modèle opérationnel de FIDA13 reposent sur cette idée.

Au cours de FIDA13, de 2025 à 2027, nous resterons fidèles à notre mandat et continuerons d'intégrer les domaines transversaux de l'égalité femmes-hommes, des jeunes, de la nutrition et de la résilience climatique dans les projets dans lesquels le FIDA investit. Nous mettrons également l'accent sur trois domaines clés: la participation du secteur privé, la biodiversité et la fragilité.

S'agissant de FIDA13, notre ambition est que nos investissements améliorent les conditions de vie d'au moins 100 millions de femmes et d'hommes en milieu rural. Nous espérons y parvenir grâce à un programme de travail de 10 milliards de dollars, financé à hauteur de 2 milliards de dollars de contributions au titre de la nouvelle reconstitution des ressources.

Cependant, au-delà de ces ambitions et de la générosité de nos États membres, la communauté internationale devra faire davantage. Plus de 300 milliards de dollars sont nécessaires chaque année pour la transformation des systèmes alimentaires afin qu'ils soient plus durables et plus résilients et permettent de nourrir tout le monde. Ainsi, nous devons aussi innover dans l'obtention et le montage des financements, si nous voulons qu'il n'y ait aucun laissé-pour-compte.

Ces dernières années, le FIDA a mis en place un ensemble de nouveaux instruments financiers.

Après avoir obtenu la note de crédit AA+ en 2020, le FIDA a commencé à émettre des obligations liées au développement durable en 2022 afin de solliciter directement des fonds auprès du secteur privé en vue d'octroyer davantage de crédits.

Nous avons également mis au point des instruments innovants, notamment en matière d'atténuation des risques, afin d'encourager les investissements du secteur privé en faveur des petites et moyennes entreprises rurales.

Le Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (ARCAFIM) est un parfait exemple d'initiative réunissant des ressources de donateurs et des ressources d'entreprises. Il a pour objectif d'apporter un appui aux agriculteurs du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Rwanda par des crédits d'adaptation climatique d'un montant de 180 millions de dollars. Le Mécanisme promeut la participation du secteur privé au moyen d'un mécanisme de partage des risques. L'ARCAFIM fournira un financement aux petits producteurs ruraux en accordant la priorité aux microentreprises, petites et moyennes entreprises. Ces investissements auront des retombées dans l'ensemble de ces pays.

Grâce à ces partenariats, nous pouvons accélérer le développement d'un plus grand nombre de communautés rurales et mieux préparer ces dernières à surmonter des difficultés telles que les changements climatiques.

Mesdames et Messieurs,

Ce Conseil des gouverneurs n'est pas une simple réunion; c'est un moment crucial pour se rassembler et, dans le cadre de l'approbation du rapport sur FIDA13, façonner le rôle que le FIDA sera appelé à jouer dans les années à venir.

C'est grâce à vous, les États membres, que le FIDA a toujours rempli son mandat et qu'il est aujourd'hui une organisation tournée vers l'avenir, prête à relever les défis à venir.

Nous vous avons écoutés et, au cours de FIDA13, nous allons mieux cibler et approfondir notre action dans les domaines de la fragilité, du climat, de la biodiversité et de la participation du secteur privé.

Nous continuerons à intégrer les domaines transversaux de l'égalité femmes-hommes, des jeunes, de la nutrition et de la résilience climatique dans les projets dans lesquels le FIDA investit.

Plus de la moitié des personnes participant aux projets appuyés par le FIDA sont des femmes, et je suis fier qu'au cours de ce Conseil des gouverneurs, nous organisions la remise des prix pour l'égalité femmes-hommes, et récompensions ainsi les projets qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Unissons-nous dans notre engagement à investir dans des solutions innovantes aux problèmes les plus urgents du monde et à faire du FIDA un défenseur des populations rurales bien paré pour l'avenir. Les communautés rurales sont les gardiennes de nos terres et de nos eaux et en investissant dans ces communautés, nous investissons dans notre avenir à tous.

Je vous remercie.

## **Synthèse des délibérations de la huitième réunion mondiale du Forum paysan prononcée par Ibrahima Coulibaly, membre du Comité de pilotage du Forum paysan**

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs du Fonds international de développement agricole,

Dans le contexte actuel de crises multiples et croisées, nous pensons que le FIDA a le potentiel de jouer un rôle majeur dans le renforcement de la capacité des producteurs à fournir une alimentation suffisante et saine aux populations.

En nous appuyant sur les résultats positifs de ces 20 dernières années de collaboration, nous estimons qu'il est essentiel, compte tenu du rôle clé du FIDA:

- d'inclure des représentants des organisations paysannes dans la structure de gouvernance du FIDA, y compris par la participation avec un statut d'observateur au Conseil d'administration, comme cela a déjà été formulé dans la synthèse des délibérations du Forum paysan de 2020;
- de renforcer les processus autonomes du Forum paysan aux niveaux national et régional, conformément à la décentralisation du FAFO mondial, en particulier en ce qui concerne les programmes d'options stratégiques pour les pays;
- d'inclure les organisations paysannes dans les discussions relatives aux programmes du FIDA et dans leur co-construction à tous les niveaux, afin d'assurer une participation réelle à la formulation et à la supervision des projets;
- d'élaborer des directives claires pour la mobilisation et la collaboration du FIDA auprès des organisations paysannes;
- de garantir que le dialogue et la collaboration systématique avec les organisations paysannes soient considérés comme une responsabilité centrale des équipes opérationnelles au niveau des pays.

Nous demandons également au FIDA:

1. de continuer à soutenir les fonds institutionnels pour les femmes et les jeunes, en présentant des modèles résilients aux changements climatiques pilotés par des femmes et des jeunes dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et du pastoralisme;
2. d'intégrer l'agroécologie paysanne ainsi que les autres pratiques résilientes et durables, y compris l'agriculture biologique, dans tous ses projets et programmes;
3. de s'engager à passer d'une approche fondée sur le marché à des politiques foncières redistributives, en travaillant directement avec les États membres et en reconnaissant le leadership de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans la perspective d'une nouvelle conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural;
4. de soutenir la mise en œuvre des Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;
5. d'impliquer les organisations paysannes dans tous les niveaux de prise de décision, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques ayant un impact sur l'agriculture et la production alimentaire;
6. de soutenir des politiques publiques ambitieuses pour une répartition équitable des droits d'utilisation des terres, à savoir de véritables réformes agraires, des politiques de soutien à la diffusion de l'agroécologie paysanne et des politiques de développement des infrastructures;

7. de soutenir les gouvernements dans l'élaboration de politiques de régulation des marchés, afin de garantir la stabilité des marchés locaux, des prix équitables couvrant les coûts d'une production durable et des revenus décents pour tous les producteurs;
8. de soutenir le développement économique local sous la forme d'un renforcement des marchés locaux et des chaînes de valeur inclusives, afin d'éliminer les pratiques qui nuisent aux ressources naturelles;
9. de mettre à la disposition des organisations paysannes des dons et des financements substantiels pour soutenir toutes les pratiques agroécologiques respectueuses du climat;
10. de soutenir la réflexion et d'entreprendre un effort global de diffusion de l'information sur les risques associés aux solutions impliquant les marchés du carbone. Nous demandons également que les organisations paysannes participent aux discussions internationales sur les marchés du carbone afin que tous les agriculteurs soient bien informés;
11. de réaliser des évaluations de la vulnérabilité dans les régions afin d'élaborer des plans d'adaptation pour faire face à la crise climatique;
12. de mettre en œuvre les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale (IG SSF) dans les politiques et les programmes de soutien aux petits pêcheurs, à tous les niveaux;
13. de fournir un soutien financier spécifique aux organisations de pêcheurs afin d'améliorer les infrastructures et les pratiques de pêche durables;
14. de soutenir les bonnes pratiques existantes en matière de résilience aux changements climatiques dans la pêche artisanale;
15. d'assurer une plus grande participation des organisations d'éleveurs et de pasteurs aux consultations avec les organisations paysannes à tous les niveaux, et de soutenir l'élevage et le pastoralisme de manière plus ambitieuse dans les projets et programmes qu'il finance.

En ce qui concerne le financement et la mise en œuvre des programmes et projets du FIDA:

1. Nous exhortons les gouvernements à augmenter les fonds versés au FIDA afin de soutenir les politiques et programmes publics en faveur d'investissements à long terme plus durables dans la production paysanne et de renforcer les capacités internes des organisations paysannes par le biais de financements directs.
2. Nous recommandons au FIDA de créer un mécanisme de financement permanent et adéquat pour soutenir les subventions destinées aux producteurs et aux organisations paysannes pour le renforcement de leurs capacités afin de leur permettre de participer avec succès au dialogue politique à tous les niveaux et de jouer efficacement le rôle de partenaires d'exécution des projets et programmes financés par le FIDA.

En ce qui concerne la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, nous demandons au FIDA de l'intégrer dans tous ses programmes en tant qu'outil et de soutenir sa mise en œuvre, en finançant des programmes spécifiques aux niveaux régional et national, et en s'engageant de manière proactive dans le Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les droits des paysans et dans tous les autres organes et mécanismes pertinents des Nations Unies.

Nous demandons aussi au FIDA de soutenir la conception, le développement et la mise en œuvre de plans d'action nationaux et régionaux pour la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale en renforçant ses programmes afin d'encourager les changements de politiques au profit des producteurs.

Enfin, nous demandons au FIDA de soutenir de manière générale le système multilatéral et d'intégrer les politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale dans tous ses programmes et dans les processus du Forum paysan.

En conclusion, nous sommes déterminés à renforcer le dialogue avec le FIDA, ainsi qu'à nous mobiliser pour soutenir la reconstitution des ressources du FIDA et à œuvrer conjointement en faveur d'un plus grand engagement des gouvernements, afin de répondre à la crise mondiale actuelle.

Nous sommes convaincus que le FIDA tiendra compte des recommandations issues de ce Forum paysan et qu'il les mettra en œuvre pour atteindre nos objectifs communs.

## **Discours de clôture du Président, Alvaro Lario**

Monsieur le président du Conseil des gouverneurs,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs,

Dans quelques minutes, notre président refermera cette quarante-septième session du Conseil des gouverneurs.

Je voudrais remercier le Bureau sortant, composé des représentants de la France et du Pérou et de la représentante du Venezuela, ainsi que le Bureau entrant, qui réunit les représentants de l'Algérie, de l'Équateur et du Luxembourg.

Je tiens également à remercier Satu Santala, qui quittera le FIDA, comme beaucoup d'entre vous le savent déjà, à la fin de ce mois. Je lui souhaite beaucoup de succès en tant que prochaine Directrice générale du Fonds nordique de développement. Je suis certain que nous aurons une alliée là-bas.

Je souhaiterais remercier toutes celles et tous ceux qui ont permis à cette réunion de se tenir. Nous nous sentons chez nous ici au FIDA. L'objectif était vraiment de donner le ton de la fin de la reconstitution des ressources, mais aussi de montrer de quoi l'avenir pourrait être fait pour le FIDA – et comment le Fonds pourra venir en aide aux populations rurales dans ces temps prochains. Permettez-moi de remercier tous les membres du personnel – et ils sont nombreux – qui ont rendu cela possible. Merci de les applaudir.

Au cours du Forum paysan et de ces deux derniers jours, nous vous avons présenté un grand nombre de nouvelles initiatives et de nouveaux partenariats qui, nous vous l'avons annoncé, produiront des résultats concrets. Comme je l'ai dit précédemment, l'innovation est un moyen de parvenir à une fin. Pour nous, les innovations et les partenariats ne sont utiles et efficaces que s'ils se traduisent par des résultats sur le terrain. C'est là notre principal objectif – nous assurer que nous jetons réellement les bases de la sécurité alimentaire de demain pour les communautés rurales du monde entier.

La semaine s'est ouverte sur la huitième réunion mondiale du Forum paysan, qui a coïncidé avec le vingtième anniversaire de celui-ci. Le Forum est un partenariat important pour nous, car nous avons comme proches alliées sur le terrain de nombreuses organisations paysannes; sans elles, nous ne serions pas en mesure de produire l'impact que nous avons. Nous avons écouté très attentivement ce qu'elles avaient à nous dire, les informations qu'elles nous ont transmises et les recommandations qu'elles ont formulées, et nous sommes impatients d'y donner suite.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

Cette année, le thème de la session du Conseil des gouverneurs était « L'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain ». Dans un monde aux prises avec des conflits, les changements climatiques et la pauvreté, il est important que nous commencions tous – au FIDA et dans les autres institutions – à voir comment nous pourrions évoluer, et quels partenariats nous pourrions nouer pour faire en sorte qu'ils transforment concrètement la vie des gens. Les idées et certaines des technologies que nous avons présentées devraient être porteuses d'espoir, en particulier pour les personnes sur le terrain. Les technologies émergentes qui peuvent transformer le monde devraient aussi améliorer les moyens d'existence des 800 millions de personnes en proie à la pire pauvreté et à la faim. Nous devons veiller à la gouvernance des données et à la gestion de ces technologies, de sorte qu'un grand nombre de ces personnes puissent profiter de ces progrès. Nous avons également évoqué l'amélioration de la connectivité, qui est un aspect très important, et, à l'instant, les nouvelles réalités de la ruralité dans lesquelles on peut la constater. Mais il faut que cela se concrétise par un accès au financement avec le lancement des portefeuilles électroniques; il est également

important de donner accès aux nouveaux produits, aux marchés et aux informations météorologiques, afin d'ouvrir un nouveau monde. C'est ainsi que nous devons réfléchir à toutes ces innovations, en nous demandant comment elles peuvent contribuer à aider ceux qui sont laissés pour compte. Nous avons parlé d'inclusivité et d'accessibilité physique et économique pour les populations rurales pauvres, afin d'éviter d'aggraver encore les inégalités.

Lorsque nous avons parlé d'innovation au cours de ces deux journées, nous ne nous sommes pas limités à la haute technologie. De nombreuses innovations sont mises au point par les exploitants ruraux eux-mêmes, par les populations rurales. C'est pour cette raison qu'il est important pour nous d'apprendre auprès d'eux. Dans de nombreux cas, ils ont déjà les solutions, et nous devons donc veiller à leur donner les moyens et les outils nécessaires pour passer réellement à l'échelle supérieure.

C'est la raison d'être du FIDA. Notre institution a plus de 45 années d'expérience. Bientôt, dans trois ans, elle en aura 50. Nous espérons pouvoir fêter cet anniversaire ici au FIDA. Je me réjouis vraiment à l'idée de saluer et de célébrer ce demi-siècle avec vous. Les liens que nous entretenons avec les organisations paysannes, les communautés locales et les pouvoirs publics locaux sont ce qui nous différencie. Pour moi, il ne fait pas de doute qu'il s'agit de notre avantage concurrentiel: notre capacité à rassembler les gens, à associer des financements et des innovations. Le Forum paysan en offre à nos yeux un exemple, tout comme la remise des prix pour l'égalité entre les sexes, organisée pour la première fois dans le cadre du Conseil des gouverneurs. Je voudrais féliciter une fois de plus l'ensemble des lauréates et des lauréats, car leur action et leur impact sur les communautés rurales sont ce à quoi nous aspirons.

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de voir la foi que nombre d'entre vous ont en notre organisation et notre leadership. Je ne la considère pas comme acquise. Tout repose sur la confiance. La confiance dans les relations et dans l'impact. C'est le plus important. Les nombreux contributeurs du FIDA – le contribuable, par votre intermédiaire, mais aussi à présent le secteur privé – attendent en retour résultats et impact. Tout tourne autour de cela. Nous espérons réunir 2 milliards d'USD, pour pouvoir changer la vie de 100 millions de personnes dans le monde. C'est une somme importante, et j'espère que nous pourrions l'atteindre.

Je suis très honoré de la confiance que vous accordez à cette institution. Notre institution n'a pas d'équivalent. Nous bénéficions d'un soutien important, diversifié et universel. Ce n'est pas le cas de toutes les institutions. Soixante-cinq pays ont annoncé des contributions. Beaucoup ont multiplié par trois ou quatre, voire par dix, le montant de leurs contributions, et dans de nombreux cas, il s'agit de pays à faible revenu qui se débattent avec des difficultés budgétaires. Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants. C'est la reconnaissance des résultats que vous constatez sur le terrain, dans vos pays.

Le thème de cette session était axé sur l'avenir. Il est important que nous puissions nous inscrire dans le prolongement de la Table ronde des Gouverneurs, qui a permis d'examiner les atouts, les besoins et les idées. Je pense qu'il faut que nous façonnions cet avenir avec les agriculteurs, avec les communautés locales, avec les pouvoirs publics et, de plus en plus, avec le secteur privé. Car il est évident que l'aide publique au développement et les pouvoirs publics locaux ne peuvent pas tout à eux seuls. La majeure partie des flux passent par le secteur privé local. Je pense que c'est là que nous devons apporter notre contribution; c'est là que nous devons concentrer nos efforts en tant qu'institution financière.

Nous allons nous attacher à continuer d'optimiser notre offre, à préserver notre principe d'universalité: nous avons constaté beaucoup de besoins différents dans de nombreux pays. Comme vous le savez, une grande partie des fonds est allouée aux pays à faible

revenu et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Mais il y a aussi beaucoup de pauvreté et de pauvreté rurale dans les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Nous devons donc continuer à évoluer et à proposer des solutions à un grand nombre de ces pays. Plusieurs thèmes se sont dégagés de la Table ronde des Gouverneurs: pour commencer, il est évident que les technologies doivent être diffusées de manière inclusive; nous avons également noté le large appui au secteur privé et à sa participation à nos interventions dans le secteur public. Il faut en outre faire en sorte que le financement de l'action climatique parvienne à toutes les zones rurales dans le monde. Les changements climatiques influent sur chacun d'entre nous, indépendamment de notre niveau de revenu.

Je me réjouis que la résolution sur FIDA13 ait été approuvée. C'est la voie – une voie commune – qui nous permettra d'avancer ensemble et de partager une même vision, avec votre confiance et votre soutien sans faille.

Je suis fier d'être à la tête de cette organisation, et honoré de la confiance que vous avez placée en moi et en l'équipe de direction, de notre mission commune et de l'engagement dont vous avez fait preuve. Je me réjouis à la pensée de poursuivre cette collaboration. Merci.



## **Discours de clôture de Christophe Schiltz, président de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA**

Alors que s'achève la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, j'aimerais, honorables Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, vous exprimer ma profonde gratitude.

Je vous remercie d'avoir participé activement aux délibérations, d'avoir partagé vos connaissances et de vous être fermement engagés à investir dans le FIDA, dans l'agriculture et dans l'élimination de la faim et de la pauvreté d'ici à 2030.

Forts de votre appui, nous avons veillé à ce que le FIDA soit en mesure de poursuivre ses activités, notamment en approuvant ses budgets et le Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources (FIDA13), qui définit l'orientation stratégique du FIDA pour la période 2025-2027. Nous remercions et félicitons sincèrement nos collègues de la Consultation sur FIDA13 pour leur dévouement et leur engagement envers le FIDA. Nous remercions également les États membres qui se sont engagés à contribuer à FIDA13. Le FIDA est le défenseur des ruraux et des personnes qui sont le plus souvent marginalisées et laissées pour compte. Nous devons veiller à ce que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour avoir l'incidence qui est notoirement à sa portée. Cet appel a également été réitéré par Ibrahima Coulibaly, qui a fait la synthèse des délibérations du Forum paysan, en soulignant l'importance du partenariat, de l'inclusion, ainsi que de l'écoute des agriculteurs et de leurs organisations.

La gouvernance du FIDA a également été renforcée au cours de cette session suite à l'approbation de la modification apportée au Règlement financier et du rapport du Bureau du Conseil des gouverneurs sur le processus de nomination du Président. Nous aimerions encore une fois exprimer notre gratitude aux membres sortants du Bureau pour leur engagement envers le FIDA.

Nous avons échangé sur le thème « L'innovation au service de la sécurité alimentaire de demain ».

Nous avons été inspirés par les orateurs principaux. Monseigneur Fernando Chica Arellano, prenant la parole au nom de Sa Sainteté le Pape François, a souligné l'importance de la coopération et de la collaboration dans la quête d'un monde plus égalitaire et inclusif, et dans la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques.

Le sénateur Patrizio Giacomo La Pietra, représentant le pays hôte du FIDA, a mis en exergue l'importance de l'utilisation de technologies modernes et innovantes pour l'élaboration de pratiques agricoles durables qui contribuent à améliorer les moyens d'existence des communautés rurales. Permettez-moi d'exprimer notre sincère gratitude à l'Italie pour l'appui constant qu'elle apporte au FIDA.

Des représentants des institutions sœurs, la FAO et le PAM, ont également tenu des propos rassurants. Une collaboration efficace entre les trois organismes ayant leur siège à Rome passe par des efforts concertés et complémentaires.

Au cours du grand entretien du FIDA, Bhaskar Chakravorti nous a fait prendre conscience des vastes possibilités offertes par l'intelligence artificielle ainsi que des défis qu'elle pose dans le cadre de nos efforts visant à promouvoir une croissance inclusive, laquelle nous oblige à envisager le développement sous l'angle de l'égalité femmes-hommes. Nous avons vu que le FIDA mène précisément ses activités dans cette optique. Des intervenants ont décrit des projets primés du FIDA, réalisés dans les cinq régions où il est présent, qui ont eu une incidence sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les zones rurales pauvres, ouvrant la voie à des changements profonds et durables.

Réunis en table ronde, gouverneurs et chefs de délégation ont examiné l'impact des tendances mondiales et régionales sur le FIDA ainsi que sur la planification et la préparation de ses activités après 2030. Je remercie tous les participants pour cette

discussion passionnante et pour les idées prospectives formulées à cette occasion, qui éclaireront l'élaboration du prochain Cadre stratégique du FIDA (2025-2031) devant jeter les bases d'une organisation prête pour l'avenir.

La séance interactive sur les populations rurales qui innovent pour un avenir résilient nous a emmenés dans les communautés rurales dans lesquelles le FIDA intervient. Nous avons pu constater l'ingéniosité des populations rurales, l'intégration de l'innovation dans leur vie quotidienne, et les enseignements que nous pouvons tirer de leurs actions.

Nous avons effectivement beaucoup appris au cours de cette session. Nous avons vu comment les populations rurales innovent, comment elles comprennent et protègent l'environnement, et comment elles réagissent face aux crises et à la fragilité. Nous avons également pris conscience du rôle unique que joue le FIDA en intervenant auprès des populations rurales, travaillant à l'unisson avec elles pour concrétiser la sécurité alimentaire.

Le Conseil des gouverneurs a chargé le Conseil d'administration de superviser les opérations générales du FIDA. Lors de cette session, nous avons élu 18 nouveaux membres et membres suppléants du Conseil d'administration pour un mandat de trois ans (2024-2027). Permettez-moi de les féliciter et de les remercier d'avance du dévouement avec lequel ils dirigeront l'organisation. Nous remercions également les membres sortants du Conseil d'administration pour leur engagement envers le FIDA.

Mesdames et Messieurs les Délégués, permettez-moi de féliciter à nouveau mes collègues du Bureau du Conseil des gouverneurs, les Gouverneurs pour l'Algérie et l'Équateur. Je me réjouis à la perspective de collaborer avec vous et avec le Secrétariat du FIDA au cours des deux prochaines années. Je tiens également à exprimer notre sincère gratitude au Président Lario pour sa passion et son engagement, ainsi que pour l'inspiration qui a émané de sa direction. Je remercie tout particulièrement l'ensemble du personnel du FIDA, l'équipe du Secrétariat, les messagers, les interprètes, les techniciens et toutes les personnes qui travaillent dans l'ombre. Applaudissons-les chaleureusement.

Une fois de plus, je voudrais remercier les Gouverneurs, les participants et tous les intervenants, les invités spéciaux et les orateurs. Sans vous, nous n'aurions pu faire une réussite de cette session du Conseil. Vous nous avez inspirés, enthousiasmés, motivés et encouragés à agir... Alors agissons. Le temps presse!






Je déclare close la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Les annexes peuvent être visionnées en cliquant sur les liens ci-dessous.

- Annexe I**      [Ordre du jour](#) et [programme de la session](#)
- Annexe II**     [Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-septième session](#)
- Annexe III**    **Liens vers les séquences en ligne de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs**  
Enregistrements vidéo du [premier jour](#) et du [deuxième jour](#)
- Annexe IV**     [Délégations à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs](#)
- Annexe V**      [Liste des documents soumis à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs](#)



Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

-  [facebook.com/ifad](https://facebook.com/ifad)
-  [instagram.com/ifadnews](https://instagram.com/ifadnews)
-  [linkedin.com/company/ifad](https://linkedin.com/company/ifad)
-  [twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)
-  [youtube.com/user/ifadTV](https://youtube.com/user/ifadTV)